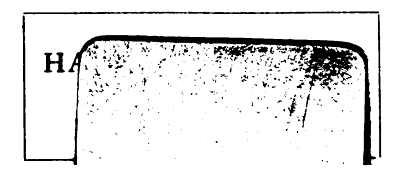




Harry Nelson Gay.



Berti.

Cavour

1a:4.

LETTRES INÉDITES

DU

COMTE DE CAVOUR

AU COMMANDEUR

URBAIN RATTAZZI

Paris. — Imprimerie Vallée et Cie, 15, rue Breda.



URBAIN RATTAZZI

[illegible] Galerie d'Orléans 13 Pal Royal

[illegible]



URBAIN RATTAZZI

E. DENTU Édit. Galerie d'Orléans 13 Pal. Royal

LETTRES INÉDITES

DU

COMTE DE CAVOUR

AU COMMANDEUR

URBAIN RATTAZZI

Traduites en français
et précédées d'une étude sur le Piémont, depuis 1848, et M. Rattazzi

PAR

M. CHARLES DE LA VARENNE

(Avec un portrait de M. Rattazzi, gravé sur acier.)



PARIS
É. DENTU, ÉDITEUR
LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES
Palais-Royal, 13 et 17, galerie d'Orléans

1862

Les *Lettres inédites du comte de Cavour,* encadrées dans une remarquable étude, due à la plume du savant et spirituel professeur D. Berti, actuellement député et secrétaire général de l'Agriculture et du Commerce, ont produit en Italie, lors de leur publication, une sensation des plus vives. C'est que non-seulement ces lettres rappelaient une page glorieuse de l'histoire moderne du Piémont, la guerre de Crimée et le Congrès de Paris, page d'où date pour l'Italie la certitude de

son affranchissement ; mais elles répondaient encore et surtout à une grande et générale préoccupation du moment.

Depuis sept mois déjà, M. de Cavour était mort, et sa succession restait toujours ouverte. Il existait bien un ministère à Turin, numériquement au complet, mais, — tout le monde le comprenait ainsi, — ce n'était qu'un ministère de transition. Le beau caractère, la loyauté chevaleresque de son chef ne pouvaient suppléer à une insuffisance radicale, à une totale inexpérience des affaires, chez la plupart de ses membres ; et la chose était grave dans un État à peine constitué, contre lequel tant de passions conspiraient encore, tant au dehors qu'au dedans. — Le pays se sentait sans gouvernement, et son inquiétude grandissait chaque jour.

Un nom courait cependant depuis ces sept

mois dans toutes les bouches, le nom de l'homme qui, après Villafranca, après la retraite de M. de Cavour dans des circonstances bien autrement graves et pressantes, avait eu le courage, lui seul, de ne pas désespérer, et, en six mois de pouvoir, avait laissé le traité de Zurich signé, — ce traité qui consacrait la non-intervention et qui sauva l'Italie; — l'administration et la législation réorganisées de fond en comble dans le nouveau royaume accru de la Lombardie; —les annexions de l'Italie centrale consommées de fait, et n'attendant plus que l'acte authentique qui les légalisât : — j'ai désigné suffisamment l'illustre Urbain Rattazzi.

On disait qu'appelé dès le premier instant par le roi à former un ministère, il avait prié Victor-Emmanuel de le dispenser momentanément de cette haute mission, et cela, par un sentiment d'exquise délicatesse, afin de ne point paraître,

dans ce deuil public auquel il prenait lui-même une si large part, empressé à recueillir l'héritage du grand homme dont quelques dissentiments passagers l'avaient tenu un peu séparé, dans les derniers temps, et duquel une coterie malveillante le représentait, à dessein, comme le rival jaloux et acharné.

Ce sentiment avait été compris et unanimement respecté. — Il ne fallait qu'attendre : on s'y résigna, et on toléra l'incolore et inutile cabinet Ricasoli, comme une transition nécessaire entre ces deux administrations puissantes : celle morte avec M. de Cavour, et celle qu'allait créer M. Rattazzi. — Mais lorsque de longs mois se furent écoulés, et qu'on vit ce provisoire affecter de se croire définitif, et agir en conséquence, au grand dommage de la chose publique ; lorsqu'on apprit que de ridicules ambitions, d'infimes personnalités, osant prétendre à remplir ce

vide immense que laissait M. de Cavour, travaillaient à fermer la voie à son ancien collègue ; quand on sut, à n'en pouvoir douter, qu'une vaste intrigue s'était montée, au sein même de la Chambre, et soutenue au dehors par toute une armée de journaux complices, pour représenter comme l'ennemi personnel de l'éminent ministre défunt, comme l'adversaire de sa politique et de ses vues, l'homme dont la propre alliance avait porté jadis M. de Cavour au sommet de ce pouvoir, si longtemps partagé avec lui ; pour dénoncer comme le très-humble complaisant de l'étranger ce même Urbain Rattazzi, qui avait très-justement et très-courageusement combattu devant le parlement la cession de Nice ; quand ces manœuvres furent bien avérées, l'inquiétude devint tout d'un coup excessive.

Pendant cette lutte,— car le parti libéral et pro-

gressiste, en voyant traiter ainsi son chef, avait dû riposter, — pendant cette lutte, le pouvoir, sans crédit et sans consistance, ne fonctionnait positivement plus; les destinées du peuple italien flottaient à l'aventure. — Au dedans comme au dehors, le nouveau royaume courait de sérieux dangers.

Disons-le vite, les honnêtes gens, les amis sincères de la monarchie et de l'unité italienne n'avaient pas tardé à se rallier autour de l'unique homme d'État capable de remédier encore à cette déplorable situation, et d'arrêter le pays sur le bord de l'abîme où il penchait. — La majorité parlementaire actuelle se formait peu à peu, d'hommes généreux de tous les côtés de la Chambre qui, oubliant leurs anciens dissentiments, leur diversité d'origine, se donnaient la main dans une même pensée de patriotisme et de dévouement. — Presque tous les anciens

membres de ce parlement piémontais qui brilla par une si haute intelligence politique, par un si haut sens gouvernatif, — Droite, Centre et Gauche, — ne voyant plus désormais dans M. Rattazzi, vivement mais loyalement combattu jadis par certains d'entre eux, que le ministre indispensable, l'homme de la tradition, le portaient spontanément au pouvoir. Et les plus chers amis de M. de Cavour, ses parents les plus proches, le marquis Gustave de Cavour, son frère, le comte Charles Alfieri, son neveu, prenaient d'eux-mêmes l'initiative de cette mesure de salut public. — L'honorable marquis de Cavour déclarait devant une réunion de députés que les derniers mots de son frère avaient été ceux-ci : « Mon seul successeur possible, c'est Rattazzi ! »

C'est alors (janvier 1862), au milieu de cette agitation sans précédents comme sans bornes,

que parut dans la *Rivista contemporanea* de Turin, le beau travail de M. Berti. L'effet en fut aussitôt énorme. — Ces lettres si curieuses, cette révélation de l'entente si complète de ces deux beaux génies — Rattazzi et Cavour, — unissant leurs efforts pour la rédemption de l'Italie, produisirent une sensation profonde. — L'ombre du grand ministre surgissait tout à coup pour témoigner devant sa nation ! En face de ces témoignages d'une amitié, d'une estime, et d'une confiance réciproques, aux époques les plus difficiles de l'histoire moderne du Piémont, tombaient en ruines toutes les calomnies, toutes les manœuvres ourdies contre M. Rattazzi, au nom de la mémoire de l'illustre défunt, par une coterie détestable. — C'était bien le digne continuateur naturel du grand ministre, ce collègue sans cesse consulté, cet ami auquel on disait tout, avec qui on partageait peines et triomphes, au jugement sûr

duquel on en appelait dans toutes les graves occasions. — Après cette solennelle intervention, le procès était jugé. En moins de deux mois, M. Rattazzi prenait à la tête des affaires la place qui lui appartenait légitimement.

Une des meilleures feuilles de la Péninsule, la *Monarchia nazionale*, si habilement dirigée par M. Marazio, s'exprimait en ces termes sur l'œuvre de M. Berti, en rappelant ce passé si éloquent dont certaines gens ne voulaient plus se souvenir :

« Il n'est pas facile de faire tenir dans le cadre d'un article tout ce qui mérite d'être remarqué dans ces lettres. . . . .

» Nous rappellerons seulement ici diverses choses qui nous paraissent trop oubliées par quelque Italiens. Cavour et Rattazzi se faisaient face, chacun d'eux champion d'un parti ennemi. Le

premier était à la Droite, avec Revel, Balbo, d'Azeglio, et nombre d'autres personnages de haute valeur, qui par caractère, par âge, par position, ne craignaient rien tant que de voir arriver au pouvoir les hommes nés de la révolution de 1848, et, bien que de sentiments libéraux pour la plupart, inclinaient davantage à conserver ce qui avait été déjà obtenu qu'à acquérir le reste. Pour eux, la politique de la paix était une nécessité qu'il fallait accepter sans restrictions d'aucune sorte. — Le second se trouvait à la tête des hommes de la Gauche, impatients de tout délai, généreux, mais souvent peu mesurés dans leurs désirs, et voulant la guerre de nouveau.

» Mais Cavour et Rattazzi s'estimaient l'un l'autre. Ils ne se faisaient pas illusion, et chacun d'eux savait fort bien distinguer la partie défectueuse de sa propre troupe, et ne demandait pas mieux que de s'en séparer dans l'intérêt du pays.

— Ainsi se fit cette alliance des meilleurs éléments libéraux des divers côtés de la Chambre, qui eut son expression dans ce qu'on appela le *Connubbio* (le mariage), et produisit un ministère, que dans notre histoire du jour on peut bien dire le Ministère héroïque, soit que l'on considère la somme des difficultés vaincues, soit la grandeur des événements préparés, soit le développement des libertés intérieures, ou bien encore le lustre et la gloire acquis au drapeau italien, déployé alors sur un pied d'égalité à côté de celui des principales puissances d'Europe.

» Ce ministère dura près de six ans, et compta parmi ses membres :

« Paleocapa, qui accomplit avec une célérité
» prodigieuse tout notre système de chemins de
» fer; Rattazzi, qui réforma l'administration et la
» législation ; La Marmora qui réorganisa et recréa
» presque l'armée ; le comte de Cavour enfin,

» qui transforma les provinces subalpines en ce
» vaste royaume actuel d'Italie [1]. »

» Notons aussi ce qui ressort clairement de toutes ces lettres, à savoir que le comte de Cavour ne prenait jamais aucune résolution importante sans en conférer avec son collègue Rattazzi. Sa correspondance entière prouve en quelle singulière estime il le tenait, et il suffit pour s'en rendre compte de lire la lettre à M. de Villamarina récemment publiée par plusieurs journaux.

» Et l'on n'y voit pas moins de quelle façon, grâce à ces deux hommes de si puissante initiative, l'Angleterre, la France et la Russie furent employées par le petit Piémont en faveur de l'Italie. Ils n'eurent jamais la main forcée par les partis ; ils savaient au contraire se servir d'eux

[1] Citation de M. D. Berti.

utilement. Ils n'attendirent pas les événements ; ils les préparèrent et les dirigèrent. Il ne pensaient pas au Piémont, mais à l'Italie. »

Le beau travail de M. Berti se rapporte surtout à la période de la guerre de Crimée et du traité de Paris. Il laisse forcément de côté, avant et après cette époque, des événements trop vivants encore en Italie pour avoir besoin d'y être rappelés, mais dont la parfaite connaissance est indispensable au lecteur étranger.

Tels sont surtout les faits de 1848 et 1849 : La situation des partis au retour de la campagne de Lombardie, la médiation étrangère, le ministère Rattazzi, la campagne de Novare, dont les rétrogrades ont si longtemps fait un crime à M. Rattazzi, et qui est son premier titre de gloire[1].

[1] « La défaite de Novare, disait récemment un écrivain, est la mère de la victoire de Solferino. »

Puis, plus tard, la fameuse alliance de M. Rattazzi et de M. de Cavour, le *Connubbio*, qui permit à la politique de Novare de reprendre son cours, et d'amener l'Italie au point où elle en est.

Puis, enfin, depuis le congrès de Paris, les grandes choses accomplies, tantôt par M. Rattazzi, tantôt par M. de Cavour, se succédant au pouvoir, suivant les circonstances, et rivalisant d'énergie et de décision pour faire l'Italie une et indépendante.

Voilà ce que j'ai tenté de rappeler brièvement dans les pages qui suivent.

Le titre de cette étude, entée sur celle de M. Berti : *le Piémont depuis* 1848 *et M. Rattazzi*, dit assez pour quelle large part y figure la grande et si intéressante personnalité de l'homme qui préside aujourd'hui, comme le premier et le plus

fidèle serviteur de Victor-Emmanuel, aux destinées de l'Italie émancipée.

— Au reste, l'existence d'Urbain Rattazzi est si intimement liée à l'histoire du Piémont italien, depuis ces quatorze dernières années, que raconter l'une, c'est naturellement dire l'autre.

CH. DE L. V.

LE PIÉMONT

DEPUIS 1848

ET

M. RATTAZZI

I

Les événements dont l'Italie supérieure fut le théâtre pendant la première moitié de l'année 1848 sont présents à toutes les mémoires. — Après dix-sept années d'un règne consacré à organiser silencieusement des finances et une armée en vue d'une guerre à mort contre l'Autriche, son ennemie personnelle aussi bien que celle de son pays, Charles-Albert, roi de Sardaigne, donnait à ses sujets ce Statut qui régit aujourd'hui l'Italie entière.—Au mois de mars, en cinq

journées d'une lutte immortelle, les Milanais chassaient de leurs murs l'étranger oppresseur, et toutes les villes du Lombard-Vénitien imitaient leur exemple, moins les forteresses trop bien garnies du quadrilatère. Appelée par ce peuple-frère, l'armée sarde, depuis longtemps prête à l'action, franchissait le Tessin et se lançait à la poursuite de Radetzki et de ses bandes.—Les murs de Vérone et de Mantoue arrêtèrent seuls Charles-Albert. Pendant quatre mois, ses vaillantes troupes accomplissaient des miracles de courage et de résolution, et fixaient la victoire sous leurs drapeaux. Le Lombard-Vénitien et les duchés, par un vote solennel, se donnaient au souverain piémontais.

Mais vers la fin de juillet, les choses changeaient de face. Les secours promis par les divers États italiens n'arrivaient pas ; l'armée sarde, immobilisée au siége des places fortes, et mal approvisionnée, par suite des ménagements excessifs de son chef envers le pays occupé, diminuait de jour en jour, tandis que les énormes renforts arrivant d'Allemagne à Radetzki, permettaient au vieux maréchal de reprendre l'offensive. Malgré de prodigieux efforts, les Piémontais, exténués de fatigues et de privations, écrasés sous le nombre,

voyaient leur fortune céder dans la funeste journée de Custoza, et se retiraient avec peine sur Milan. Charles-Albert avait juré de défendre cette généreuse métropole de la Haute-Italie.

Le noble prince tint sa parole. Malheureusement, rien n'existait en prévision d'une telle extrémité. Milan manquait de vivres et de munitions. Les combattants des cinq journées, formés en corps de volontaires, se trouvaient loin, disséminés dans les provinces ou sur les frontières du Tyrol. — Deux jours de combats désespérés sous les murs de la ville, contre toutes les forces de Radetzki, n'aboutirent qu'à prouver à l'état-major sarde l'inutilité d'une plus longue résistance. — Pour épargner à la population les horreurs d'une prise d'assaut, Charles-Albert se résolut à capituler. — Le 6 août, il reprenait tristement la route du Tessin, et rentrait avec ses vaillantes troupes, diminuées de moitié, dans ses États héréditaires. — Momentanément vaincu par une combinaison de circonstances fatales, plus que par les armes de l'ennemi, il regardait la partie non pas comme perdue, mais comme simplement remise, et il n'abandonnait la Lombardie qu'avec la volonté bien arrêtée d'y repa-

raître prochainement pour venger ce premier échec.

« Quand le marquis Colli et moi retournâmes de Venise, rapporte dans un de ses récits les plus attachants l'illustre historien, sénateur L. Cibrario, en arrivant à Alexandrie, nous y trouvâmes le roi Charles-Albert, après son arrivée de Milan, qui nous voulut à dîner avec lui. Il se plaignait beaucoup d'avoir vu manquer subitement à sa grande entreprise non-seulement le concours, mais même aussi la bienveillance du Pape ; à quoi il attribuait une notable part de ses revers. Il se plaignait du rappel de l'armée et de la flotte napolitaines, fait qui ne pouvait s'expliquer que par la supposition que Ferdinand, jaloux des heureux succès de Charles-Albert, s'était rejeté vers de nouvelles idées, toutes défavorables à la liberté et à l'indépendance de l'Italie. — Mais, par-dessus toute chose, le magnanime Roi était ulcéré des accusations stupides que les démagogues allaient répandant contre lui, s'efforçant de le faire passer pour traître à une cause au profit de laquelle il avait aventuré et sa vie et sa couronne.

» Arrivé cette même nuit à Turin, il fit appeler un

officier de police de sa confiance intime, et lui ouvrit son âme, parfaitement résolu à tenter une seconde prise d'armes ; et, en dépit de toute observation contraire, il s'entêta avec une telle obstination et précision de discours dans ce projet, qu'on voyait aisément qu'il regardait cette périlleuse entreprise comme une question d'honneur. »

Ce passage rend admirablement l'état de l'esprit du Roi après la campagne, et fait de suite comprendre les événements ultérieurs. — Si, d'une part, les complications que la triste issue de la campagne de Lombardie fit surgir dans le reste de l'Italie entre les peuples et les gouvernements, si l'atroce conduite des Autrichiens envers les provinces récupérées le contraignirent à recommencer une guerre inégale, comme protestation sanglante contre l'inertie des puissances amies, au fond, cette nouvelle guerre était dans tous ses vœux. Fataliste chrétien, il pouvait espérer que la Providence donnerait enfin la victoire à la plus juste de toutes les causes, ou que, périssant dans une suprême défaite, son sang versé désarmerait le destin et compterait dans l'avenir pour le rachat de sa nation.

Avant de quitter l'armée, il lançait donc la significative proclamation que voici :

« Peuples du royaume,

» L'indépendance de l'Italie m'a poussé à la guerre
» contre l'Autriche. La valeur de mes troupes a sem-
» blé d'abord enchaîner la victoire. Ni moi, ni mes
» fils, n'avons reculé en face des dangers. La justice
» de notre cause enflammait leur courage et le mien.
» Mais le sourire de la fortune fut de courte durée;
» l'ennemi reçut des renforts considérables, et mes
» troupes, presque seules pour combattre, privées de
» vivres, ont dû bientôt abandonner les positions con-
» quises et les provinces rendues par elles à la liberté.
» Je m'étais retiré sur la ville de Milan pour la
» défendre ; mais mon armée, épuisée par de longues
» fatigues, car la valeur des soldats a, elle aussi, ses
» limites, ne pouvait affronter de nouvelles batailles.
» Il était impossible de soutenir un siége dans
» Milan : l'argent, les munitions de guerre et de bou-
» che manquaient. Peut-être, avec le concours des
» habitants, aurions-nous pu résister quelques jours,

» mais pour nous ensevelir sous les ruines de la ville,
» sans espoir de vaincre nos ennemis.

» Ce fut alors que, d'accord avec les Milanais, j'en-
» tamai des négociations avec l'étranger.

» Je n'ignore pas les accusations dont quelques
» hommes ont cherché à ternir mon nom. Je prends
» Dieu à témoin de la loyauté de mes actions, et
» laisse à l'histoire de soin de les justifier.

» Une trêve de six semaines vient d'être conclue ;
» dans l'intervalle, j'obtiendrai une paix honorable,
» sinon la guerre recommencera.

» Mon cœur a toujours battu pour l'indépendance
» de l'Italie ; mais l'Italie n'a pas encore montré au
» monde ce qu'elle peut faire pour son affranchisse-
» ment.

» Peuples du royaume ! montrez-vous forts dans
» ce premier revers, mettez à profit les institutions
» libérales dont vous jouissez. Vous m'avez fait con-
» naître vos vœux ; non-seulement j'y ai accédé,
» mais encore j'ai la ferme volonté de rester en tout
» temps fidèle à mes promesses.

» Je n'ai pas oublié les acclamations dont vous
» m'avez salué à mon départ ; au milieu du bruit des

» batailles, elles charmaient encore mon oreille. Ayez
» confiance dans votre roi. La cause de l'indépen-
» dance italienne n'est pas perdue.

» CHARLES-ALBERT.

» Vigevano, 10 août 1848. »

Dès l'instant où il eut signé ce noble appel au patriotisme de son peuple, Charles-Albert ne cessa plus de se mettre en mesure d'en tenir les promesses. — Voici son rôle, apprécié depuis par Mme de Belgiojoso, alors une des adeptes de ce parti dont les sottes clameurs l'ulcéraient tant, au dire de M. Cibrario :

« Le roi avait ramené son armée et les volontaires qui s'y étaient joints, derrière ses propres frontières. Tout n'était pas perdu tant que cette armée existait et lui demeurait fidèle. Il allait employer le temps déterminé par l'armistice à porter remède aux inconvénients que la dernière guerre avait fait connaître. Le défaut de bons généraux en était le principal. Il en appellerait du dehors ; il prendrait

d'ailleurs à sa solde des régiments étrangers ; il contracterait des emprunts ; il veillerait mieux aux fournitures et à l'armement ; il invoquerait le secours de la France. Il avait perdu la première partie, mais il était encore en mesure d'en jouer une seconde. La guerre de 1848 avait éclaté brusquement, sans lui laisser le loisir de s'y préparer. Celle de 1849 aurait peut-être un meilleur dénoûment. Charles-Albert n'eut pas un seul instant la pensée de renoncer à la délivrance de l'Italie, de faire véritablement la paix avec l'Autriche, et de se réduire, comme les autres princes italiens, au rôle de lieutenant. Cette puissance, à laquelle il eût rendu, ne fût-ce qu'en désertant le parti libéral, un incomparable service, lui eût fourni un appui suffisant pour lui permettre d'atteindre tranquillement la fin naturelle de son règne et de sa vie. S'il n'eut pas un instant la pensée de s'allier sincèrement à l'Autriche après le mois d'août 1848, ce fut le sentiment d'un chevaleresque honneur et son dévouement à la patrie qui l'en préservèrent. Nous devons lui en savoir un gré infini, car le passage du roi de Sardaigne dans le camp de l'Autriche, en 1848, eût prolongé vraisemblablement de longtemps,

peut-être de plus d'un siècle, la servitude de l'Italie. »

Quelle situation intérieure Charles-Albert trouvait-il en revenant à Turin, après la campagne de Lombardie?

Le Piémont s'était vite formé à la vie publique ; et le Parlement du royaume, dont la première session s'était ouverte le 10 mai, avait vu surgir dans ses discussions de notables talents politiques, des hommes d'État tels qu'on n'aurait pu les soupçonner dans ce pays, tout neuf aux idées et aux institutions libérales, — La Chambre des députés surtout s'était promptement classée en deux camps bien distincts : la droite, formée de bons citoyens, sans nul doute, mais songeant davantage aux intérêts particuliers du Piémont qu'à ceux de l'Italie en général, et peu disposés *à sacrifier la partie au tout* [1]; — la gauche, où se groupaient les jeunes gens, les hommes de l'avenir, ceux qui pensaient, comme le Roi lui-même, qu'il fallait avancer jusqu'au bout, sans défaillance, jusqu'à ce

[1] Suivant la généreuse expression de Charles-Albert.

que l'Italie fût libre, ou le royaume subalpin anéanti. L'immense majorité du pays les appuyait. La généreuse passion de Charles-Albert avait pénétré son peuple dans ses fibres les plus intimes.

Entre ces deux grandes fractions parlementaires, siégeaient au centre de la Chambre, mais plus près de la gauche que de la droite, un noyau d'hommes d'élite, nés pour les grandes affaires et pour le gouvernement, orateurs distingués, et qui, dès le premier jour, recevaient spécialement leur impulsion d'un illustre avocat du barreau de Casale, originaire d'Alexandrie, Urbain Rattazzi, si fameux depuis à tant de titres, et dont la renommée comme grand jurisconsulte et caractère intègre était déjà européenne au moment de la concession du Statut sarde.

Le premier ministère constitutionnel laissé par Charles-Albert, à son départ pour la guerre, sous la présidence de César Balbo, appartenait en majorité aux opinions de la droite. Quand la Lombardie déclara se donner au Roi, certaines importantes questions de détail sur les conditions mises par le gouvernement lombard à cette fusion, telles que la réunion d'une assemblée constituante chargée de

revoir le Statut sarde pour son application aux nouvelles provinces, et surtout le choix de la capitale future, donnèrent naissance à de vifs débats dans le Parlement. — La raison disait qu'entre Milan et Turin le choix ne pouvait être douteux, par la position géographique et l'importance de la première de ces villes. — Le ministère, lui, piémontais avant tout, ne voulait pas que la dynastie quittât Turin, et se refusait opiniâtrément au projet d'une Constituante. — M. Rattazzi, nommé rapporteur, fit triompher l'avis contraire, et le cabinet Balbo donna aussitôt sa démission.

Le Lombard-Vénitien et les duchés se trouvaient alors (juillet 1848) légalement et de fait unis aux États sardes. Le royaume éphémère de *la Haute-Ital e* existait. Il fallait un gouvernement qui répondît à ce nouveau titre. Justement le comte Casati, cet illustre patricien milanais, maire de Milan lors de la révolution, et chef du gouvernement provisoire, venait de remettre ses pouvoirs au général Olivieri, représentant du Roi (20 juillet), et était allé saluer Charles-Albert dans ses lignes. — Le Roi le chargea de former un ministère de *la Haute-Italie*, où les nouvelles provinces

se trouvassent représentées. — M. Casati accepta, et, arrivé à Turin, se réservant la présidence, il distribua les divers portefeuilles entre M. Durini, Lombard; M. Paleocapa, Vénitien; M. Gioja, de Plaisance; MM. Pareto et Ricci, Génois, et MM. Rattazzi, Moffa di Lisio, de Collegno, et Plezza, Piémontais.— Le célèbre Gioberti, sympathique au nouveau cabinet, y accepta la position de ministre sans portefeuille, pour le couvrir de sa popularité à la Chambre et auprès du pays. — La droite municipale, dont le principal chef était M. Pinelli, autre avocat célèbre, depuis longtemps rival de M. Rattazzi au barreau, comme il le devenait en politique, engagea dès le premier jour une guerre acharnée contre ce ministère.

Sur ces entrefaites, la nouvelle des désastres de l'armée, de la reprise de Milan par les Autrichiens, de la rentrée des troupes sardes en Piémont, plongea la Chambre des députés dans une émotion extraordinaire. — Elle conféra les pleins pouvoirs de la dictature au Roi, afin qu'il pût pourvoir sans retard à toutes les nécessités de la situation. Mais le cabinet Casati, né des victoires de Charles-Albert, ne se sentait pas

à l'aise devant l'état de choses créé par la défaite A peine avait-il eu le temps d'entrer en fonctions qu'il témoigna au Roi le désir de se retirer.

Le Roi fit alors appeler M. de Revel, l'un des chefs de la droite, et le plus habile homme du Piémont en matière de finances, et le pria de s'entendre, si la chose était possible, avec Gioberti, pour composer un ministère. — Gioberti, entrant dans les vues du Roi, prétendait possible la prompte réorganisation de l'armée et une seconde campagne. — M. de Revel soutenait le contraire, et, plein d'illusions sur les effets de la médiation franco-anglaise, il ne comprenait d'issue à la question italienne que par des négociations. Gioberti refusa donc son concours; et M. de Revel, choisissant parmi ses amis de la droite, donna la présidence au marquis Alfieri de Sostegno, illustre patricien libéral, ami personnel du Roi, et l'un des plus actifs promoteurs des réformes, l'intérieur à M. Pinelli, la justice à M. Merlo, les affaires étrangères au général Perrone de San-Martino, longtemps au service de France, la guerre au général Dabormida, et garda lui-même les finances, sa spécialité.

Ce cabinet prit le nom de cabinet Revel-Pinelli, car

l'influence principale se trouvait concentrée dans ces deux hommes. M. Pinelli, dévoué du reste à la dynastie, était un municipaliste fougueux, ne voyant dans l'immense question qui tenait l'Europe attentive, que les intérêts particuliers et restreints du Piémont. Sa présence fut un malheur pour ce ministère, où elle occasionna de graves dissensions, et nuisit surtout à la vigueur avec laquelle on eût dû pousser les armements, tout en négociant, comme le désirait la majorité des ministres.

L'opinion publique se trouvait cependant tellement surexcitée, que, pour lui donner satisfaction, le ministère destitua le général Salasco, qui n'avait fait que son devoir [1], et déclara ne reconnaître dans l'armistice que le côté purement militaire, sans admettre qu'il pût avoir aucune portée politique dans les négociations à venir. Il disait également au pays que si l'on ne réussissait pas à obtenir des conditions en rapport avec la dignité nationale de l'Italie, la guerre recommencerait, aussitôt l'armistice expiré.

[1] Signataire de l'armistice conclu après la capitulation de Milan.

Mais Gioberti, qui, à la retraite du cabinet Casati, avait compté devenir l'homme principal du nouveau pouvoir, et qui ne s'était pas vu laisser de côté sans un vif déplaisir, Gioberti engageait une lutte acharnée contre le ministère. Dans la presse, comme au cercle populaire, il discutait violemment contre ses membres, accusant MM. de Revel et Merlo de lui avoir déclaré à lui-même qu'il n'y avait plus à songer ni à la guerre, ni au royaume de la Haute-Italie, mais bien à sauver le Piémont de nouveaux embarras, et prétendant qu'au fond, malgré ses belles phrases, ce ministère se faisait le docile complaisant de l'Autriche, sans s'apercevoir que la médiation étrangère n'était autre chose qu'un vain leurre. — Il y avait beaucoup de rancune et une grande exagération dans ces reproches; mais la passion populaire s'en empara avidement, et les dénégations répétées des ministres n'empêchèrent pas qu'ils en restassent singulièrement amoindris.

L'énorme émigration du Lombard-Vénitien et des duchés, concentrée presque toute à Turin, faisait de son côté une rude opposition à ce gouvernement, soupçonné de déserter sa cause. — Le Roi en arrivait à dire que ses ministres ne le servaient pas dans le

sens de ses idées, et, les laissant s'user à la tâche ingrate de la médiation étrangère, il donnait silencieusement tous ses soins à la reconstitution de l'armée.

Le cabinet ne pouvait cependant guère se dissimuler à lui-même la trop réelle indifférence de l'Angleterre, non moins que le mauvais vouloir persistant des hommes de la République française. — Tout en traitant des bases de la paix avec le gouvernement du général Cavaignac, il posait nettement la question d'un secours militaire, en cas de reprise forcée des hostilités, et l'ambassadeur de Sardaigne à Paris, M. de Brignole-Sale, répondait en ces termes aux ordres reçus de son ministère :

« M. Cavaignac, dans le cas où l'armée française » devrait intervenir, veut que le commandant soit le » chef des deux armées ; que l'armée française soit » entièrement à notre charge, soit pour la solde, soit » pour les vivres et les fournitures... Je ne serais pas » étonné qu'il demandât encore de mettre garnison » dans les forteresses. *Sa conduite est peu amicale.* IL » CRAINT L'AGRANDISSEMENT DE NOTRE ÉTAT. » (*Lettre du* 31 *août* 1848.)

Le roi faisait également proposer à plusieurs généraux français le commandement de son armée. Et s'il essuyait un refus, ce n'était nullement de ces hommes de guerre eux-mêmes, mais du cabinet Cavaignac, qui leur défendait d'accepter.

Le temps s'écoulait cependant. La première Chambre des députés avait été dissoute, et de nouvelles élections venaient d'avoir lieu, donnant partout le dessus aux partisans de la guerre. Le 16 octobre, la nouvelle Chambre ouvrait sa session, et débutait par élire à l'unanimité Gioberti son président. C'était significatif contre le ministère. — Il crut néanmoins pouvoir défendre encore la position, en demandant au Parlement des crédits pour armer, et en pressant la réunion du congrès, qui devait, suivant MM. de Revel et Pinelli, résoudre les difficultés pendantes avec l'Autriche. Mais la médiation n'aboutissait à rien, pas même à faire partir le comte de Colloredo, plénipotentiaire de l'Autriche, pour Bruxelles, ville désignée pour les conférences.

D'un autre côté, l'opposition gagnait toujours du terrain à Turin. La salle du cercle politique regorgeait de monde qui allait écouter Gioberti, Brofferio

et tous les députés de la gauche, tonnant contre le ministère Pinelli. Des manifestations nombreuses et bruyantes avaient lieu sur la place publique ; des milliers de personnes, drapeau et tambour en tête, se portaient sous les fenêtres du ministère pour demander la guerre : le Roi ne pouvait sortir de son palais sans que la foule se pressât sur ses pas pour lui demander le renvoi de ses ministres *réactionnaires*.

Charles-Albert se rendit à ce vœu aussitôt qu'il le vit sanctionné par le Parlement (*décembre* 1848). Il fit appel à M. Gioberti.

Quelques mots ici sur ce dernier personnage.

M. Vincent Gioberti, prêtre piémontais, ancien aumônier de la cour, s'était jadis trouvé compromis dans les mouvements révolutionnaires de 1833, comme affilié de la *Jeune Italie*, et avait dû s'expatrier. Retiré en Belgique, où il professait les mathématiques, et réfléchissant dans ses loisirs à l'inanité des sociétés secrètes pour la libération de l'Italie, l'idée lui vint que d'autres moyens plus sûrs pouvaient se trouver pour cette grande entreprise. Il connaissait l'énorme influence du clergé sur les popu-

lations italiennes, et rajeunissant d'antiques tentatives, il imagina d'appeler la papauté, comme première force morale de la Péninsule, à la rédemption civile de l'Italie, en lui donnant pour aide matérielle le belliqueux Piémont, l'épée de la maison de Savoie. — C'était un rêve chimérique au fond, mais séduisant, dans l'état affreux où se trouvait alors cette infortunée nation. — Le livre qu'il écrivit en ce sens : le *Primato civile degli Italiani*, eut un succès immense et subit. La liberté sous la tutelle de l'Église souriait aux prêtres et enthousiasmait de nombreuses intelligences. — Gioberti préconisait une confédération des divers États italiens, soustraits ainsi à la domination autrichienne, avec le pape pour président, et le roi de Sardaigne pour général. Et cette idée rencontra assez de partisans, même à Rome, pour que Grégoire XVI, alors régnant, n'osât pas, malgré son désir, mettre le livre à l'index, et désavouer le rôle que lui indiquait l'auteur.

De nouveaux travaux dans ce même ordre d'idées, de violentes attaques aux jésuites, entretinrent le renom et la popularité que le *Primato* avait valus dans la Péninsule entière à Vincent Gioberti. — L'avénement de Pie IX et ses premiers actes, l'attitude

prise par Charles-Albert en face de l'Autriche, en montrant son plan non-seulement possible, mais prochainement réalisable, portèrent au comble l'engouement à son égard. Le roi de Sardaigne, habilement flatté, revenait lui-même de ses anciennes préventions contre son sujet proscrit. — « Charles-Albert, disait Gioberti, a devancé de vingt ans les récents écrivains sur l'idée italienne. Ce sont ceux-ci qui ont mis ses actes en paroles ; ce n'est point lui qui mettrait en action la parole des écrivains. » — C'était la vérité, mais bien dite.

Après la révolution, Gioberti était donc revenu dans sa patrie, et il avait parcouru triomphalement la Péninsule, comblé d'applaudissements et d'honneurs par les populations, et se livrant à la plus active propagande *Albertiste*. Le roi voulut alors le nommer sénateur, mais il préféra la députation. — Appelé à faire partie du ministère de la Haute-Italie, pendant les quelques jours de sa durée, on a vu comment il ne put s'entendre avec le nouveau cabinet Revel-Pinelli, et comment la Chambre du 16 octobre, en lui décernant la présidence, déclara adhérer à la lutte violente qu'il soutenait dans la presse et dans les cercles contre ce pouvoir.

Il y avait, au fond, chez ce prêtre philosophe, un immense orgueil, un profond dédain pour tout ce qui n'était pas lui-même. — Jaloux à l'extrême de toute popularité qui pouvait faire ombrage à la sienne, en lui confiant le soin de constituer un cabinet, le Roi comblait assurément tous ses vœux, mais le plaçait en même temps dans une singulière perplexité. C'était par l'exaltation des principes démocratiques et italiens qu'il avait renversé les précédents ministres; il semblait donc tout naturel qu'il demandât ses collaborateurs à cette gauche de la Chambre, qui, depuis le Statut, avait hautement arboré ces mêmes principes, et les avait fait pénétrer dans le pays. — Et pourtant, anxieux à l'idée de se voir effacé ou seulement égalé par ces mêmes hommes, il débuta par faire ses premières avances aux gens de la droite, si malmenée par lui jusque-là! Mais d'énergiques refus le rappelèrent au sens commun; il revint aux auxiliaires que la situation lui imposait, et composa avec des orateurs et hommes politiques de la gauche, le ministère baptisé par lui-même du nom de ***Ministère Démocratique***, nom qui fit fortune à l'époque, comme protestation contre les tendances réelles ou

supposées du précédent. — M. Rattazzi, la première individualité du parti libéral, MM. Sineo, célèbre avocat du barreau de Turin, Tecchio, émigré vénitien de haute distinction, Cadorna, orateur remarquable, Buffa, et le général de Sonnaz, remplacé bientôt après par le général Chiodo, furent les nouveaux ministres.

Qu'allait faire maintenant M. Gioberti pour justifier la confiance du Roi et du pays ? — Soutiendrait-il au pouvoir cette renommée que lui avaient value ses écrits ? — Et d'ailleurs était-il lui-même à la hauteur de la situation ? — « Par malheur, dit un judicieux écrivain, chez l'auteur du *Primato* le théoricien l'emportait sur l'homme d'État ; la sûreté de l'action et du jugement n'égalait pas l'éloquence de l'esprit. Ambitieux, non du pouvoir en lui-même *peut être*, mais de popularité et d'influence, Gioberti cherchait à tout concilier, et il ne réussissait qu'à fondre dans un mélange impossible toutes les politiques avec ce qu'elles avaient de défectueux et sans ce qu'elles avaient de net ou d'efficace [1]. »

[1] Charles de Mazade, *l'Italie moderne*.

Le premier acte du célèbre abbé fut une faute grossière contre ses propres intérêts. Il imagina, on ne sait pourquoi, de dissoudre la Chambre des députés qui l'avait acclamé son président et qui lui était toute dévouée, pour faire un nouvel appel au pays. — Le pays répondit par des élections presque toutes dans le sens de la gauche. — Désormais, que Gioberti le voulût ou non, il lui était impossible de revenir sur ses pas, d'enrayer ce mouvement qu'il avait décidé en dernier lieu. — Le Roi, le Ministère, la Chambre marchaient d'accord dans une même pensée.

Après avoir tant crié contre le cabinet Revel-Pinelli, qui ne savait qu'implorer la médiation anglo-française et qui s'opposait à une reprise immédiate des hostilités, M. Gioberti, lorsqu'il fut à la place de ces hommes d'État, s'aperçut qu'il était beaucoup plus facile, en de telles circonstances, de critiquer que d'agir. — Il reprit assez piteusement ces mêmes négociations si dédaignées, comptant sans doute que son renom personnel influencerait favorablement les gouvernements médiateurs. Mais le cabinet de Londres ne sortait pas davantage de sa froide réserve, croyant faire bien assez que d'exhorter l'Autriche,

en belles phrases de rhétorique par la plume de lord Palmerston, à laisser les Italiens à eux-mêmes et à abandonner le Lombard-Vénitien; conseil plaisant, que la cour de Vienne prenait comme il était donné.

Quant à la France, le nouveau chef de l'État, prince Louis-Napoléon, bien qu'intérieurement plein de bienveillance pour l'Italie, trouvait de tels préjugés contre cette cause, laissés par son prédécesseur Cavaignac dans les hommes du pouvoir, et se voyait contraint à de tels ménagements pour ses débuts, qu'il ne pouvait faire parvenir à Turin que l'expression d'une sympathie réelle, mais stérile. — Le cabinet des Tuileries refusait à M. Gioberti, tout comme l'avait fait M. Cavaignac à MM. Pinelli et de Revel, l'autorisation pour M. le maréchal Bugeaud, ou tout autre général français, d'aller se placer à la tête de l'armée sarde.

Le temps marchait cependant, et les conditions intérieures de l'Italie ne faisaient qu'empirer. D'une part, dans les provinces autrichiennes, les duchés et le royaume de Naples, la plus atroce compression; de l'autre, dans l'Italie du centre, en Toscane et à Rome, des convulsions périodiques aboutissant à la

fuite des souverains. — Ce fut en promenant ses regards sur cet état de choses, que M. Gioberti, très-embarrassé finalement de son programme d'entrée aux affaires, et cherchant un moyen de faire diversion à la préoccupation générale en ce qui concernait la guerre avec l'Autriche, imagina la plus incroyable extravagance que jamais homme politique ait rêvée.

L'abandon de la cause italienne, après de si pompeuses démonstrations en sa faveur, n'avait porté profit ni à la cour de Rome ni à celle de Florence. — Pie IX et Léopold II ne pouvaient comprendre que Charles-Albert combattait dans les plaines de la Lombardie aussi bien pour l'avenir du principe monarchique en Italie que pour l'expulsion de l'étranger. Le jour où ses succès ne les couvrirent plus moralement, où sa vaillante épée dut rentrer provisoirement au fourreau, ce jour-là, ils se trouvèrent face à face et sans défense avec la révolution, avec les hommes du mouvement démocratique, avec les partisans de l'unitarisme italien qui, jadis, avaient consenti à pactiser, à accepter leur pouvoir dans l'intérêt de la nationalité à établir, mais qui, au lendemain des revers

suscités en partie par la défection de ces princes, ne se croyaient plus obligés à rien envers eux.

La lutte fut courte. L'Autriche, trop occupée de ses affaires intérieures, ne pouvait intervenir. — A Rome, l'ancien ambassadeur de France Rossi, rêvant entre Pie IX et son peuple une conciliation impossible après les événements déjà accomplis, avait accepté le portefeuille de premier ministre (16 septembre). — Partisan de l'indépendance italienne, il croyait la faire surgir d'une ligue entre les divers États sous la présidence du Pape, L'idée n'était pas neuve, et elle se trouvait en ce moment moins réalisable que jamais. — M. Rossi, honnête homme et attaché à son œuvre par conviction autant que par amour-propre, n'arriva qu'à se rendre odieux aux Romains, sans conquérir pour cela les bonnes grâces du haut clergé ni de l'entourage de Pie IX, qui lui reprochaient ses idées libérales et les sécularisations qu'il projetait — Les Chambres prorogées furent réunies pour entendre les plans de M. Rossi. Contrairement aux prévisions du ministre, les adversaires du gouvernement s'y trouvaient en grande majorité. — Comme M. Rossi se rendait à l'Assemblée pour prononcer le discours

d'ouverture (15 novembre), la main d'un assassin resté jusqu'ici inconnu le frappa mortellement sur l'escalier même du palais des députés. — Cet exécrable meurtre eut les plus funestes conséquences pour la cause italienne, en soulevant l'horreur de tous les honnêtes gens en Europe, et en précipitant les événements à Rome même, plus vite qu'il ne l'eût fallu.

Excités par la déplorable mort de M. Rossi, les partis extrêmes ne gardèrent plus de mesure. Le lendemain même, 16 novembre, se portant en armes sur le Quirinal, demeure de Pie IX, le peuple força l'entrée du palais malgré la résistance de la garde suisse, et arracha au Pape la nomination d'un ministère formé d'adversaires notoires du pouvoir temporel, tels que Galetti, Sterbini et autres de mêmes opinions. — Puis le prince de Canino, Charles Bonaparte, l'un des chefs les plus passionnées de la révolution, vint soutenir devant la Chambre des députés le projet d'une Constituante pour décider des destinées futures du pays. « La Constituante seule, s'écriait-il, peut résoudre les questions sur lesquelles le peuple vainqueur n'a pas voulu se prononcer. Le vrai et légitime souverain du pays, c'est le peuple italien! »

Ainsi débordé, effrayé par les craintes personnelles de son entourage, le Pape accepta facilement le conseil que lui donnait la diplomatie de quitter Rome. — Depuis quelque temps déjà, une intrigue était nouée par l'ambassade de France, en prévision des événements qui venaient d'avoir lieu, pour décider Pie IX à se rendre en France. — Le général Cavaignac, fils d'un régicide, frère d'un écrivain révolutionnaire, et démocrate de naissance, eût payé cher pour avoir cette singulière bonne fortune de se poser, aux yeux de la catholique France, en fils aîné de l'Église, accueillant le Saint-Père et prenant en main sa cause : — tout cela à la veille des élections pour la présidence de la République. — Mais Pie IX se fiait peu à ce zèle de mauvais aloi. Il écoutait beaucoup plus volontiers les agents de l'Autriche ; et ce fut sur l'avis de ceux-ci qu'il se décida à fuir sous un travestissement, le 25 novembre, dans la propre voiture de l'ambassadeur de Bavière et d'Autriche, M. de Spaur, et à se retirer dans les États du roi de Naples, à Gaëte, où tous les représentants de la réaction européenne se trouvèrent bientôt réunis autour de lui.

Le ministère romain, concentrant alors entre ses

mains tous les pouvoirs du gouvernement, ordonna les élections pour une Assemblée constituante. — Elle se réunit le 5 février 1849, proclama d'acclamation la déchéance du pouvoir temporel des Papes et le rétablissement de l'antique République romaine. Un comité de trois membres fut chargé du pouvoir exécutif. Les premiers triumvirs élus furent Armellini, Montecchi et Salicetti. — Bientôt après, ces deux derniers cédèrent la place à Mazzini lui-même, accouru à Rome pour jouir du triomphe de ses idées, et à M. Aurelio Saffi, jeune homme de grand talent.

Le grand-duc de Toscane, plus coupable cent fois que le Pape, n'avait pas un meilleur sort. — Après de violents désordres intérieurs, qui suivirent la défaite de Charles-Albert et la chute de la Lombardie, le cabinet modéré et autonome Gino Capponi, qui s'était vainement flatté de rétablir la paix dans l'État, abandonna les affaires (12 octobre), et fit place à des hommes d'idées purement italiennes, peu soucieux au fond de l'avenir de la dynastie allemande. Montanelli et Guerrazzi, imposés au grand-duc par l'opinion,

formèrent en commun ce nouveau ministère, avec des hommes de leur couleur. — Dès ce moment, Léopold II ne songea plus qu'à quitter ses États, pour y revenir sous la protection des troupes autrichiennes.

Montanelli était l'auteur d'un fameux plan de Constituante italienne, rêve fédéraliste en apparence, qui tendait en réalité à préparer l'unité italienne. Il proposa au grand-duc de prendre l'initiative de ce grand projet et de donner le premier exemple des élections en Toscane. Léopold II, qui entretenait toujours une active correspondance avec la cour de Vienne et ses généraux en Italie, recevait, juste au même moment, du maréchal Radetzki l'ordre de quitter Florence et d'abandonner ses États à la révolution. Il saisit donc avec empressement le prétexte qui s'offrait, et après avoir signé librement, en plein conseil, le décret qui contenait le principe de la réunion d'une Constituante italienne à Rome, il quitta secrètement Florence, puis Sienne, avec sa famille (7 février 1849), laissant une lettre adressée à Montanelli où il déclarait que, menacé d'excommunication par le Pape au sujet de la susdite Constituante

italienne, il ne voulait pas se damner pour faire plaisir à ses ministres et préférait abandonner ses États. Heureusement pour la vérité et pour l'histoire, dans le trouble de sa fuite, Léopold II avait oublié une liasse de papiers précieux, où cette toute récente dépêche fut trouvée :

« Altesse Impériale et Royale,

» Selon les ordres que je reçois du gouvernement » impérial et de l'empereur *notre* maître, j'ai l'hon- » neur de faire savoir à Votre Altesse Impériale que, » si *Elle veut se conformer aux instructions qui lui* » *ont été transmises du cabinet aulique, par la dépêche* » *du 26 janvier*, Elle doit abandonner ses États de » terre ferme et se réfugier au Port-Saint-Étienne. » — *A peine les démagogues de la Sardaigne mis à la* » *raison*, j'accourrai au secours de Votre Altesse avec » trente mille de mes braves, et je la replacerai sur » le trône.

» Vérone, 2 février 1849.

» Radetzki. »

De Port-Saint-Étienne, Léopold II avait fait voile pour Gaëte, où le Pape et le roi de Naples l'attendaient pour mettre en commun leurs projets de vengeance et leurs trames contre le Piémont, accusé bien à tort d'avoir suscité ces divers mouvements.

Un gouvernement provisoire s'organisa à Florence après le départ du grand-duc, avec Montanelli, Guerrazzi et Zanetti, général de la garde nationale. Toutefois, la République ne fut point proclamée comme à Rome.

En présence de ces faits, M. Gioberti conçut l'exorbitante idée de prendre en main la cause du Pape et du grand-duc de Toscane, et d'opérer leur restauration par une armée piémontaise. Il prétendait qu'après un tel exploit contre la révolution, les souverains restaurés s'empresseraient de nouer une ligue offensive et défensive avec la cour de Turin, et que l'Europe, pleine d'admiration, saurait bien alors forcer l'Autriche à traiter honorablement pour le Piémont.

Tout cela était d'une absurdité révoltante. Envoyer à Rome et à Florence des troupes pour relever de vive force le pouvoir des princes fugitifs, c'était tout bon-

nement établir la guerre civile entre Italiens, et donner raison aux exaltés qui criaient depuis six mois contre *la trahison* du roi de Sardaigne. — Rien ne disait en outre que l'Autriche respecterait cette intervention et n'agirait pas de son côté, jetant un odieux immense sur les armes sardes, ses complices dans cette besogne antinationale. Il était de plus certain que les princes rétablis se tourneraient de suite contre le Piémont, qu'ils accusaient hautement de leurs catastrophes.

Enthousiaste de son idée, M. Gioberti n'écouta aucune de ces considérations. Il envoya au Pape, à Gaëte, des agents, fort mal reçus. Pie IX refusa toute entente avec le cabinet de Turin. Le grand-duc de Toscane en fit autant. Mais rien n'arrêtait l'abbé-ministre; il voulait les restaurer malgré eux.

Ce bizarre projet avait percé, et jeté les esprits, à Turin, dans la stupéfaction. Le jour où M. Gioberti songea à en entretenir la Chambre, pour réclamer son appui, un cri unanime d'indignation accueillit ses paroles. M. Brofferio, l'orateur virulent de l'extrême gauche, se leva, hors de lui, pour dire au chef du cabinet que Léopold II était un Autrichien, ennemi

par naissance de l'Italie et du Piémont ; que le pouvoir temporel du Pape était une anomalie criante avec sa mission divine ; et que les peuples toscan et romain, abandonnés volontairement par ces deux princes, avaient parfaitement le droit de se donner le gouvernement qui leur plaisait. — Toute la Chambre applaudit à ces paroles, et les ministres en masse, déclarant cette étrange politique entièrement personnelle au président du conseil, en répudièrent toute solidarité.

L'ancien professeur était têtu. Il imagina alors de forcer la main à tout le monde : au Roi que son invention avait révolté, à ses collègues, à la Chambre, au pays. — Assumant sur sa tête une terrible responsabilité, il envoya secrètement, comme chef du cabinet, et au nom du gouvernement, l'ordre au général Alphonse de La Marmora, campé avec une division sur la frontière de Modène, d'entrer en Toscane, de vive force au besoin, et d'y proclamer le grand-duc. — Puis, convaincu qu'on subirait, bon gré mal gré, le fait accompli, il donna, le lendemain seulement, connaissance au conseil de cette belle équipée.

Ce fut une scène dramatique. — Charles-Albert, furieux, accabla M. Gioberti de reproches, auxquels se joignirent tous les ministres. Un courrier fut dépêché sur-le-champ au général La Marmora, et il arriva heureusement à temps pour arrêter son mouvement déjà commencé.

M. Gioberti donna sa démission. Il aurait voulu que le ministère tout entier se retirât, pour envelopper sa chute dans une question de cabinet. Mais ses collègues, isolés de lui dès le premier jour, ne jugèrent point à propos de se sacrifier à sa personnalité antipathique et absorbante. Bien vus du Roi et du pays, parfaitement résolus à la politique d'action contre l'Autriche, la seule nationale dans le présent et fructueuse dans l'avenir, ils restèrent au pouvoir, et le Parlement approuva leur résolution, en se groupant autour d'eux. — M. Gioberti essaya bien, en venant parler sur sa retraite, de placer quelques malveillantes insinuations contre ces ministres; mais écrasé sous une énergique réponse de M. Sineo, l'un d'eux, il ne put que se taire, et rentrer ensuite dans l'obscurité, d'où il n'eût jamais dû sortir.

M. Gioberti eut pour successeur à la présidence le

général Chiodo, déjà ministre de la guerre, et aux affaires étrangères M. de Ferrari. — Mais le véritable chef du cabinet fut dès lors M. Rattazzi, que ses talents hors ligne et sa portée comme orateur, non moins que la bienveillance particulière du Roi, qui l'avait vite distingué, désignaient comme l'intelligence prépondérante de ce gouvernement. — Sur lui allait peser tout le lourd fardeau des affaires, dans les instants critiques qui se préparaient.

Comme nous l'avons dit, M. Urbain Rattazzi était, au moment de la proclamation du Statut, un avocat célèbre, professant au sénat (cour d'appel souveraine) de Casale. Né à Alexandrie, le 30 juin 1808, d'une des plus honorables familles du pays, compromise en 1821 pour ses sentiments libéraux, il avait été élevé au collége des Provinces, le premier établissement de Turin. Docteur en droit en 1829, son mérite et sa science profonde lui valurent en 1836 une chaire de professeur à l'Université royale, en dépit de la vive opposition que lui suscitèrent les tout-puissants jésuites, qui suspectaient ses tendances, et qui prévoyaient peut-être dans ce jeune homme, déjà doué

d'une remarquable autorité personnelle et d'une décision nette et hardie, l'éminent réformateur auquel les États sardes devraient un jour la liberté des cultes, ainsi qu'un système judiciaire fondé sur la saine raison, abolissant les derniers priviléges exceptionnels du clergé et des anciennes corporations religieuses.

Ce fut vers 1838 que le jeune professeur de droit alla occuper la position d'avocat au barreau du sénat de Casale, tout récemment institué. Il y déploya de tels trésors de science du droit, de jugement, d'intuition judiciaire, en outre de la parfaite noblesse de ses manières, que quelques années suffirent pour le porter au premier rang des jurisconsultes italiens. Le Piémont ne comptait pas deux légistes de cette force. Sa réputation de talent et d'équité était si grande, que son opinion sur un cas légal faisait loi non-seulement devant les tribunaux sardes, mais encore à l'étranger, en France comme ailleurs. — Quand bien même les événements politiques qui le poussèrent aux affaires ne fussent point survenus, M. Rattazzi n'en eût pas moins été, à un jour donné et par la force des choses, garde des sceaux de la monarchie piémontaise.

Tel était l'homme que les électeurs d'Alexandrie étaient allés enlever à ses travaux pour l'envoyer à la première Chambre élective de mai 1848. — Avec son grand renom, sa courtoisie native, et l'extrême modestie qui le distinguait, il fut reçu avec acclamation par le parti libéral, et reconnu aussitôt par la gauche comme un de ses chefs les plus utiles. L'aptitude qu'il possédait en toutes choses se fit bientôt voir dans les brûlantes questions politiques du moment. Son rapport sur l'union de la Lombardie décida la retraite du ministère Balbo, et le premier acte du comte Casati, chargé de constituer un nouveau cabinet, fut de faire appel à ses lumières et à sa popularité, devenue bientôt considérable au dehors du Parlement.

Peu de jours, pendant la période de la présidence Gioberti, avaient suffi à l'observateur et pénétrant Charles-Albert pour juger M. Rattazzi, et pour concevoir à son égard une affection dont il lui donna des preuves jusqu'à son dernier jour. — En réalité, M. Rattazzi restait la première tête du cabinet après le départ de Gioberti.

Cette retraite indispensable avait coupé court à

toutes les incertitudes de la situation. Il n'y avait d'ailleurs plus à hésiter. Les ministères précédents avaient usé un temps si considérable à des pourparlers inutiles, que la nécessité de l'action se présentait imminente à ce dernier. On était en plein mois de février; le printemps approchait, et bien des causes diverses faisaient au Piémont une loi de se décider pour un de ces deux partis: ou désarmer et demander grâce à l'Autriche, en acceptant désormais sa suprématie; ou tenter une nouvelle fois le sort des armes, et succomber glorieusement si l'on devait succomber.

Depuis le mois d'août, le petit Piémont s'épuisait en dépenses énormes. L'armée avait été portée successivement au chiffre de 120,000 hommes, dont l'entretien prolongé devenait écrasant. Charles-Albert versait bien au trésor toutes ses économies, le produit d'emprunts sur ses biens personnels : ce n'était qu'une noble preuve de plus de son dévouement, mais une faible ressource. — Quelques mois encore, et il fallait licencier les troupes, faute de pouvoir les payer, et se mettre, avec tout le reste de l'Italie, à la discrétion de l'ennemi. — Mieux valait périr sous le

nombre, en protestant contre la fortune adverse et contre l'abandon de l'Europe !

Était-il possible d'ailleurs, lorsqu'on s'était posé en épée de l'Italie, lorsqu'on avait accepté l'hommage volontaire de 6 millions de sujets, dans le Lombard-Vénitien et les duchés, de ne pas faire un suprême effort, même avec la conviction d'y succomber, à l'aide de ces populations, qui tendaient des mains suppliantes, pour échapper aux horreurs qu'elles subissaient, avec un redoublement de la part de leurs bourreaux ?

A l'exception de la Toscane, des États romains et de la ville proprement dite de Venise, tout le reste de la Péninsule, à dater des revers de l'armée sarde, gémissait sous la plus odieuse oppression. Le fidèle allié de l'Autriche, Ferdinand de Naples, faisait chèrement payer au beau royaume du Midi les courts instants de liberté conquis sur son pouvoir absolu. Une fois tout bien remis en ordre dans les provinces du continent, Ferdinand avait songé à cette Sicile qui s'était affranchie de sa dépendance, et qui venait de donner sa couronne à un autre prince. — Au commencement de septembre 1848, le général Filangieri, à la tête d'une escadre chargée de troupes, débarqua devant Messine,

dont la citadelle n'avait pas cessé d'être au pouvoir des Napolitains. Après un affreux bombardement et une série de combats acharnés, les soldats royaux réussirent à se rendre maîtres de cette seconde capitale de l'île, à moitié réduite en cendres. — Les dignes serviteurs de Ferdinand II se signalèrent là par une conduite aussi féroce que sauvage, et les récits de ces épouvantables scènes firent frémir l'Europe tout entière.

Une fois Messine prise, la route était ouverte pour la reconquête du reste de l'île. — Le gouvernement de Palerme, désabusé des belles promesses d'appui de l'Angleterre et de la France, s'apprêtait à une résistance énergique. Mais la partie était trop inégale, et, sans un prompt secours du dehors, la Sicile devait succomber dans un temps donné. Aussi ses agents à Turin réclamaient-ils l'intervention généreuse de Charles-Albert, qui ne pouvait s'exercer qu'après une campagne favorable contre l'Autriche.

Mais ce qui retentissait le plus douloureusement au cœur du magnanime prince, c'étaient les désolantes nouvelles arrivant chaque jour des provinces vénitiennes et lombardes. — Il n'était sorte d'atrocités

que les Autrichiens n'inventassent pour venger leurs ridicules désastres de mars, ainsi que pour prévenir le retour de toute velléité du même genre. Amendes, confiscation de la fortune, exil, emprisonnement au régime des forçats, bastonnades, tortures, exécutions en masse, tout ce que l'imagination d'un jury de bourreaux peut inventer de supplices, était mis en œuvre contre ces infortunés peuples. — En entrant à Milan, le maréchal Radetzki, mentant sans pudeur à la parole jurée, frappait d'un impôt forcé de *vingt millions* la noblesse de cette seule ville, en punition de ses sentiments patriotiques. On pendait et on fusillait sous le moindre prétexte. Les sentences capitales régulières, après le retour des impériaux, au mois d'août, s'élevèrent en peu de mois, pour la seule Lombardie, au chiffre exorbitant de NEUF CENT SOIXANTE ET UNE. — Et les meurtres non enregistrés dépassent de beaucoup ce nombre. La partie des duchés réoccupée par les Autrichiens n'avait pas à subir de moindres atrocités.

Aussi, chaque jour, de nouveaux messagers arrivaient-ils à Turin, de ces diverses provinces, annonçant qu'on ne pouvait plus tenir, et que, si le Roi

tardait à attaquer, les populations se soulèveraient seules, dans l'espérance de se faire massacrer en masse plutôt que de subir davantage une pareille agonie. — Ils repartaient consolés, après avoir entendu de la bouche du noble prince sa ferme résolution de leur porter secours, et ils allaient préparer la formidable insurrection générale qui devait éclater à l'entrée de l'armée sarde sur le sol lombard.

De son côté, Venise, bloquée de toutes parts, Venise résistait héroïquement, avec des chefs comme les Manin, les Cavedalis, les Ulloa, les Carrano, les Cosenz, les Mezzacapo, les Caïmi, et faisait payer chèrement aux Autrichiens chaque pied de terrain gagné dans les travaux d'approche. Mais le bombardement et surtout la famine ne pouvaient manquer de la réduire dans un temps limité ; et elle réclamait de toutes ses forces une nouvelle campagne, pendant laquelle elle s'engageait à une puissante diversion sur les derrières de l'ennemi.

A tous ces motifs de jouer sa couronne et sa vie sur le dé d'une bataille, d'autres encore venaient se joindre pour décider Charles-Albert. L'agitation croissait sans cesse dans ses propres États, avec de telles

ramifications au dehors, que le général Changarnier, causant alors avec un personnage piémontais, son ami, lui disait : *Plutôt que de risquer la Républiquc, faites la guerre.* — L'Autriche grossissait ses forces en Italie, et n'attendait que l'instant où le Piémont faiblirait pour lui imposer violemment les plus dures conditions ; car, il ne faut pas l'oublier, l'état de guerre subsistait toujours entre les deux puissances, et les gouvernements médiateurs n'ayant avancé en rien la conclusion de la paix, chacune d'elles était toujours maîtresse de reprendre les hostilités en dénonçant l'armistice.

Les ministres sardes, sous l'énergique impulsion du courageux Urbain Rattazzi, n'hésitèrent donc pas. Ils avaient, eux aussi, donné tout le temps aux gouvernements amis d'intervenir utilement ; mais puisqu'on abandonnait l'Italie à elle-même, il fallait sortir de cette situation mortelle par une courageuse décision. Les préparatifs de guerre étaient d'ailleurs tels, qu'on pouvait raisonnablement espérer le succès. Le pays y croyait, et le pouvoir également. L'armée comptait plus de cent dix mille hommes sous

les drapeaux, dont six mille cavaliers. A force de sacrifices, on avait créé durant l'hiver une superbe artillerie de campagne de 156 bouches à feu, et un parc de siége de 200 pièces, pour remplacer celui que Radetzki avait retenu à Peschiera, en violation de la convention du 9 août. — Ne pouvant avoir un général français, on avait donné le commandement de l'armée au général polonais Chrzanowski, homme instruit et d'une grande réputation comme chef d'état-major. Il eût mille fois mieux valu prendre le savant et brave général Bava, qui s'était excessivement distingué dans la campagne précédente ; mais, par un injuste sentiment de défiance de leurs propres talents militaires, les Italiens préféraient alors les étrangers à leurs compatriotes, souvent mieux doués.

Le mois de mars était arrivé ; tout était prêt ; et d'ailleurs on ne pouvait attendre plus longtemps. Au nom de ses collègues, M. Rattazzi tint donc au Roi ce langage : « Sire, nous allons dénoncer l'armistice.
» Mettez-vous à la tête de l'armée et attaquez. Si Dieu
» ne sourit pas aux efforts de Votre Majesté, vous
» aurez au moins sauvé l'honneur du Piémont, le
» vôtre propre, mérité à l'Italie l'estime des autres

» peuples, et rendu certaine sa rédemption dans l'a-
» venir. »

Et ces loyales paroles allaient droit au cœur de Charles-Albert. « Qui voulait la guerre encore plus
» que tous, — dit un des hommes qui l'ont le mieux
» connu, — c'était le Roi, persuadé qu'il y allait de
» son honneur à recommencer. La Chambre élective
» et presque toute la presse l'y poussaient bruyam-
» ment. — C'est une question d'honneur, répondait
» résolûment Sa Majesté à ceux qui lui démontraient
» le péril évident. Drouin de Lhuys disait à Ruffini :
» — *Vous serez écrasés; vous ne résisterez pas un quart*
» *d'heure.* — Plana, en plein sénat, s'écriait que nous
» serions mis en déroute en quinze jours. Sir Ralph
» Abercromby adressait de très-vives remontrances au
» Roi, au nom de l'Angleterre; mais il se voyait fort
» brusquement congédié. Il semble donc qu'aux yeux
» du Roi cette téméraire entreprise fût, non pas une
» guerre pour laquelle on mesure ses forces et on cal-
» cule les probabilités, mais bien un duel. Il n'espérait
» peut-être pas vaincre, mais il espérait mourir [1]. »

[1] Louis Cibrario, *Notizie sulla vita di Carlo Alberto.*

D'accord avec le Roi, le ministère se résolut donc à dénoncer l'armistice. — Pensant obtenir de ces deux États, dans l'intérêt commun, un contingent de quelque importance, il avait envoyé à Florence et à Rome le député et orateur déjà célèbre Lorenzo Valerio, qui s'acquitta de cette mission avec tout le zèle et tout le dévouement qu'on pouvait attendre de son patriotisme; mais les événements se précipitèrent de telle sorte que les secours promis n'eurent pas le temps d'arriver.

Le 12 mars, un officier partait de Turin pour dénoncer au maréchal Radetzki la cessation de la trêve, qui expirait le 20. — Le lendemain, le ministère exposait à l'Europe les motifs qui le forçaient d'en venir à cette mesure extrême, dans un long manifeste, dû à la plume éloquente de M. Rattazzi, véritable monument de courage et de résolution désespérée, qui se terminait ainsi :

« L'Europe jugera entre les deux gouvernements.
» Elle dira si, d'un côté, on pouvait pousser plus loin
» le respect d'une convention subie, la patience, la lon-

» ganimité; et, de l'autre, la violence, les infractions
» et l'insulte. Elle ne voudra pas refuser ses sympa-
» thies, dans la lutte qui va recommencer, à la partie
» qui va combattre pour les droits imprescriptibles
» des peuples et pour la sainte cause de l'humanité.

» Le gouvernement sarde prend à témoin de la jus-
» tice de sa cause toutes les nations civilisées; il en
» appelle à ces hautes puissances qui déjà lui ont
» généreusement prêté leurs bons offices; il en appelle
» à tous les peuples qui, jadis ou récemment, ont
» combattu ou combattent encore pour l'indépen-
» dance, et savent combien sa privation est amère,
» combien sa conquête est difficile; il en appelle à
» l'Allemagne elle-même, à qui les rapports de lan-
» gue, de voisinage et de mœurs avec l'Autriche ne
» doivent pas faire oublier combien elle est hostile à
» la recomposition d'une forte nationalité germanique.
» Nous en appelons surtout, et avec plus de chaleur
» et de confiance, aux populations de la Péninsule ita-
» lique, qui toutes, malgré les fautes et les erreurs
» des siècles passés, sont toujours unies par les sou-
» venirs, par les sentiments, par les espérances et par
» le cœur.

» La guerre de l'indépendance nationale recom-
» mence donc. Si elle ne se rouvre pas sous des aus-
» pices aussi favorables que l'an dernier, la cause à
» soutenir est toujours la même. Cette cause est sainte
» comme le droit de tous les peuples à posséder le sol
» où Dieu les a placés : elle est grande comme le nom
» et les souvenirs de l'Italie. Certes, les vœux de l'Italie
» nous accompagneront sur ces champs de bataille où
» déjà l'armée subalpine, avec son Roi magnanime,
» avec les courageux fils de ce Roi, a donné des preuves
» si éclatantes de valeur, de constance et d'intrépidité ;
» où nos frères de la Lombardie, de la Vénétie, des
» duchés ont souffert pendant sept mois les outrages
» les plus cruels, les tortures les plus poignantes. »

Le bruit de la reprise des hostilités s'était répandu dans tout le Piémont; un manifeste rempli de grossières injures à Charles-Albert avait paru dans le journal officiel du feld-maréchal Radetzki : — le 14 mars, M. Rattazzi montait à la tribune de la Chambre des députés ; les galeries étaient combles, les représentants attentifs et silencieux. Ému du grand acte qu'il allait accomplir, pâle, agité, la voix enfiévrée, avec ce geste imposant qui le caractérise, il prononçait les mots suivants :

« Le jour de la rescousse est arrivé ; je viens l'an-
» noncer au nom du gouvernement. Notre longani-
» mité et les bons offices des puissances médiatrices
» n'ont servi à rien jusqu'ici. L'attitude de l'Autriche
» a prouvé que l'on ne pouvait espérer une paix hono-
» rable, si cette paix n'était pas provoquée par les ar-
» mes. En attendant davantage, nous aurions usé nos
» forces sans aucune espérance ; nos finances se
» seraient épuisées complétement ; notre armée, au-
» jourd'hui enthousiaste et florissante, se serait affai-
» blie ; l'ardeur qui l'anime à combattre pour le roi et
» la patrie se serait éteinte, si elle avait été plus long-
» temps contrainte à rester inactive. Vous l'avez
» compris, Messieurs, vous qui, il y a peu de jours
» encore, exprimiez le vœu de la nation. Vous avez
» fait retentir le cri de guerre, le gouvernement l'a
» entendu. En l'écoutant, nous ne nous dissimulons
» pas les périls de la lutte qui va être reprise, nous ne
» nous dissimulons pas les maux qui en sont la triste
» et inévitable conséquence ; mais entre les périls d'une
» nouvelle prise d'armes, et la honte d'une paix igno-
» minieuse qui n'aurait pas assuré l'indépendance
» italienne, le gouvernement du Roi ne pouvait et ne

» devait pas balancer. Le 12 de ce mois, à midi, a » été dénoncée la cessation de l'armistice... »

Un tonnerre d'applaudissements couvrait les paroles du généreux ministre ; les cris de *Vive Charles-Albert! vive l'Italie!* retentissaient sur tous les bancs de la Chambre.

Déjà Charles-Albert et l'état-major se trouvaient à Alexandrie, où le gros de l'armée était concentré. Accompagnées des vœux de toute l'Italie, les troupes sardes se mettaient en marche pour affronter bravement les forces supérieures de l'ennemi national. — Mais l'heure de la justice n'avait pas encore sonné pour cet infortuné peuple. Dieu voulait mûrir davantage l'Italie par de nouvelles épreuves, et pénétrer ses fils de l'absolue nécessité de cette concorde, de cette abnégation individuelle, dont nous voyons aujourd'hui les magnifiques résultats. — Plus la rédemption est difficile, mieux elle est assurée. — Pour la seconde fois dans cette lutte sublime, la force brutale allait l'emporter sur le droit, la barbarie sur la civilisation.

II

Le cadre de cette étude ne comporte pas un récit détaillé de la courte et malheureuse campagne qui, ouverte le 20 mars 1849, à midi, jour et heure de l'expiration de l'armistice, se terminait le 23 au soir par la défaite de l'armée sarde devant Novare, et l'abdication de Charles-Albert. J'en indiquerai brièvement les principales péripéties.

Le plan de l'état-major sarde, fort bien conçu dans le principe, consistait à pénétrer en Lombardie sur plusieurs points, et à prendre l'offensive contre l'ar-

mée autrichienne, en appelant les populations à une levée en masse, à laquelle elles eussent certainement répondu jusqu'au dernier homme. Le 20 mars, le Roi, marchant sur Milan, franchit le Tessin au pont de Buffalora, et s'avança jusqu'au bourg de Magenta, devenu si célèbre dix ans plus tard. Mais arrivée là, l'avant-garde des Piémontais s'arrêtait sur des nouvelles apportées de Milan par des émissaires, et rétrogradait presque aussitôt, avec une confusion de mauvais augure.

Pressentant le projet de l'ennemi, et peu désireux de voir se renouveler les cinq journées dans Milan ainsi que dans le reste de la Lombardie exaspérée par ses vengeances, le vieux Radetzki avait hardiment résolu de pénétrer lui-même en Piémont avec toutes ses forces, et de terminer la guerre par une grande bataille en rase campagne. En même temps que Charles-Albert passait le Tessin à Buffalora, lui-même le franchissait à la Cava, au-dessous de Pavie, en envahissant les États royaux, sans que l'ancien conspirateur, général Ramorino, chargé de défendre avec une forte division cette position de la Cava, fît

la moindre tentative de résistance. Il est vrai que M. Ramorino, bien et dûment convaincu de trahison, fut fusillé après les événements, mais le mal n'en était pas moins fait, et le Piémont écrasé pour dix ans.

Poursuivant en toute sécurité son audacieuse entreprise, le maréchal ennemi se hâta de marcher de la Cava sur Mortara, pensant s'ouvrir soudainement la route de Turin et d'Alexandrie, et couper l'armée piémontaise de sa base d'opérations, en la rejetant vers le lac Majeur. A Mortara, il attaquait à l'improviste les corps de Jean Durando et du duc de Savoie, et les écrasait complétement. C'étaient 20,000 hommes dont l'armée sarde se trouvait diminuée, sans compter la superbe division lombarde de Ramorino, immobilisée par ce malheureux, dans le but, a-t-on dit, de la soulever, après la défaite présumable du Roi, ainsi surpris, et de la conduire à Gênes, pour y proclamer la république.

Si le général Chrzanowski, qui commandait l'armée sarde, eût été un homme de génie, il eût continué sa marche sur Milan, et singulièrement compromis le sort du vieux maréchal, aventuré en pays ennemi, loin de ses dépôts, et coupé de toute retraite,

en cas de malheur. — Mais M. Chrzanowski n'était qu'un assez bon chef d'état-major. Il prit peur, n'osa ni avancer ni reculer, et se concentrant sous Novare, il y attendit les Autrichiens, qui le cherchaient.

Le 23 mars donc, l'armée autrichienne, forte de 80,000 hommes et de 200 canons, attaqua dans la matinée le reste de l'armée piémontaise, qui n'en comptait pas la moitié, et qui, troublée par cette interversion des rôles, avait perdu cette confiance en elle-même, indispensable pour vaincre.

Les Piémontais n'en firent pas moins bravement leur devoir. Ils tombèrent héroïquement, régiment par régiment, sous les yeux de leur Roi, placé toute la journée au plus fort de la mêlée, et dont la mort ne voulut pas. — Si, dans cette lutte désespérée, ils eurent quatre mille morts et six mille blessés, ils tuèrent pour leur compte quatre mille hommes aux Autrichiens, et cent cinquante officiers. — C'était succomber dignement, et l'honneur national restait sauf, pour un meilleur avenir. — Et d'ailleurs, tout ce sang versé creusait davantage l'abîme entre Italiens et Allemands, et nécessitait tôt ou tard une formidable revanche. — Novare a engendré Magenta, Sol-

ferino et San-Martino; le royaume unitaire d'Italie date de ce mémorable jour.

A la tombée de la nuit, Charles-Albert rentra dans Novare. Il réunit ses généraux, et leur demanda si l'on pouvait encore grouper assez d'hommes pour se faire jour à travers l'ennemi jusqu'à la forteresse d'Alexandrie. Sur leur réponse négative, il fit venir ses fils, le duc de Savoie et le duc de Gênes, ainsi que tous les hauts fonctionnaires présents à l'armée, et leur déclara en ces termes sa soudaine résolution :

« Messieurs,

» Je me suis sacrifié à la cause italienne ; pour » elle, j'ai exposé ma vie, celle de mes enfants, » mon trône! Je n'ai pas réussi. — Je comprends » que ma personne pourrait être aujourd'hui le » seul obstacle à une paix désormais nécessaire; je » ne pourrais, d'ailleurs, me résoudre à la signer. » Puisque je n'ai pas su trouver la mort, j'accomplis » un dernier sacrifice à mon pays. Je dépose la cou- » ronne et j'abdique en faveur de mon fils, le duc de » Savoie. »

Puis, embrassant ses fils, il partit sur l'heure, avec un seul domestique. Par un dernier trait de grandeur d'âme, le seul qui lui restât encore à accomplir, il s'éloignait du pays de ses pères, afin que sa présence ne servît pas de prétexte à des conditions plus dures. — Il connaissait à l'autre bout de l'Europe, à l'extrémité du Portugal, une plage tranquille et ignorée. Il en prit le chemin directement, sans vouloir même repasser par sa capitale ; et traversant le midi de la France et l'Espagne, il arriva le 19 avril dans cette ville hospitalière d'Oporto, où il allait bientôt mourir du deuil de ses espérances brisées.

Aussitôt après le départ de Charles-Albert, le nouveau roi Victor-Emmanuel était allé trouver le maréchal autrichien pour traiter avec lui de la paix. Il en reçut des conditions d'une dureté extrême. Radetzki, il est vrai, lui offrait un moyen d'éviter tous ces sacrifices : « Renoncez, lui disait-il, à la politique » agressive de votre père ; retirez le Statut, et gou- » vernez en vous serrant à nous. A ce prix, j'évacue » votre territoire et vous tiens quitte de toute ran- » çon. » — Mais Victor-Emmanuel était le digne

fils du héros qui s'éloignait, et à ces propositions il répondait fièrement : « Notre race connaît le chemin » de l'exil, et non pas celui du déshonneur ! » — Le Piémont dut donc payer une énorme indemnité de guerre et subir une occupation autrichienne ; mais ses libertés restèrent intactes, et le drapeau italien flottant sur les rives du Tessin et du Pô, continua de présenter aux provinces esclaves le symbole vivant de la rédemption nationale, certaine et inévitable, quoique retardée.

Suivant le sort de son magnanime maître, le ministère Rattazzi s'était retiré, à la nouvelle de la défaite de Novare, du départ de Charles-Albert et de la triste nécessité de traiter avec l'ennemi. — Le jeune Roi dut donc confier le pouvoir à un homme de la droite, le général de Launay, dévoué à la dynastie, mais que son peu de sympathie pour la politique italienne allait éloigner bientôt des affaires.

En apprenant le dernier sacrifice fait par Charles-Albert au pays qui lui devait déjà tant, à l'avenir de la cause nationale, le Parlement sarde s'était senti ému jusqu'au fond du cœur. — Il avait voté d'enthousiasme un monument destiné à transmettre aux

générations futures le souvenir du Roi martyr de l'indépendance [1]. Puis, désireux que l'exilé volontaire apprît combien ses anciens sujets l'admiraient et le regrettaient, le Sénat et la Chambre des Députés rédigèrent, chacun de leur côté, une adresse pleine de l'expression de ces sentiments, et nommèrent des commissaires chargés de la présenter au Roi, à Oporto. — Et cette solennelle sanction de sa conduite arriva au noble prince comme une suprême consolation des derniers jours qui lui restaient à vivre.

Le premier des commissaires désignés par la Chambre fut M. Urbain Rattazzi; par ce choix les représentants de la nation rendaient un nouvel hommage à Charles-Albert, en honorant son dernier ministère. C'était la plus complète approbation de la politique qui avait amené Novare, et cela au lendemain même de cette sanglante défaite. C'est que ces hommes, tout en gémissant sur le désastre présent, et imputable à la seule fatalité, car tout le monde avait noblement fait son devoir, tenaient avant tout

[1] La statue équestre de Charles-Albert. — Cette œuvre grandiose, confiée au célèbre statuaire Marochetti, a été inaugurée à Turin, en juillet 1861.

leurs regards fixés sur l'avenir, regardant le but, et ne s'inquiétant pas des épines ni des ornières du chemin.

Arrivée le 12 mai à Oporto, la députation de la Chambre trouva le Roi malade et bien changé. Une ancienne affection intestinale s'était réveillée sous les chagrins et les fatigues du long voyage qu'il avait entrepris par terre, de Novare à l'extrémité du Portugal. Il les reçut cependant avec une vive sensibilité. — Il portait une affection toute particulière à M. Rattazzi, chez qui il avait reconnu des sentiments en parfait accord avec les siens, et dont la grâce et l'intelligence l'avaient séduit. Aussi sa présence sembla-t-elle le ranimer momentanément. — Le 14 mai, son ancien ministre lui donnait lecture de l'adresse de la Chambre, ainsi conçue :

« Sire !

» Au milieu du deuil de la patrie, parmi cette
» mystérieuse fatalité des derniers événements, les
» députés du peuple subalpin viennent saluer en

» vous la majesté du malheur, et acquitter une dette » sacrée au nom de l'Italie tout entière.

» Nous comprenons, Sire, votre haute douleur; » nous sentons toutes les angoisses de votre cœur de » roi, de soldat, de citoyen, et nous respectons la ré» solution que vous avez prise.

» Mais si les erreurs de la fortune ainsi que des » hommes ont produit en vous la tritesse qui saisit » en de semblables cas les âmes nobles et grandes, » elles n'ont assurément point diminué votre foi » dans la cause dont vous vous fîtes le soldat, et » dont vous êtes aujourd'hui le plus respectable » martyr.—Par votre martyre même elle devient plus » grande, plus sacrée; elle y trouve de nouvelles » preuves à opposer aux aveugles soupçons des partis; » de nouveaux arguments pour montrer aux généra» tions présentes et futures que son triomphe exige » les plus grands sacrifices.

» Et à cette cause, Sire, votre nom, consacré par » la gloire et par l'infortune, sera toujours un dra» peau, une puissance. — Non, vous n'avez pas » cessé de parler aux imaginations; sur toutes les » lèvres, dans tous les cœurs résonnent encore vos

» magnanimes paroles, qui nous encouragèrent si » puissamment après un premier désastre : *La cause » de l'indépendance italienne n'est pas perdue.*

» Vous êtes inséparable, Sire, de toutes les péripé- » ties de cette grande cause; et même en disparais- » sant de la scène où s'agitent ses destinées, vous ne » cesserez pas d'être présent dans la pensée, dans » l'esprit, dans les espérances de ses défenseurs.

» Non, Sire, en vous dérobant aux regards de vo- » tre peuple, vous ne pouvez diminuer dans son ad- » miration, dans sa gratitude, dans son amour. Vous » vivez au milieu de nous dans ce Statut, où vous » avez intéressé nos droits à soutenir les vôtres, dans » ces libérales institutions dont vous secondâtes le dé- » veloppement, dans cette armée que vous avez déve- » loppée avec tant de soins prévoyants.—Vous vivrez » éternellement dans notre mémoire et dans celle de » nos descendants, comme exemple unique et inimi- » table du roi citoyen et soldat, élevé à l'école des » temps nouveaux.

» Vous vivrez surtout, Sire, en votre auguste fils » et successeur, qu'éclaireront vos exemples, et à qui, » en déposant la couronne, vous avez montré à

» quelles conditions seulement on peut en ces jours
» la porter noblement.

» Sire, vous avez voulu devancer le jugement de
» l'histoire ainsi que des générations à venir; et vous
» en avez le droit. Dieu vous accorde les consolations
» de la calme solitude, de la méditation silencieuse
» dans lesquelles vous avez voulu chercher un re-
» fuge! Bien des souvenirs glorieux vous suivront
» dans votre retraite. Puissent les uns passer légers
» sur votre cœur; puissent les autres servir de baume
» suave à vos blessures! — Nous vous sommes té-
» moins que partout et toujours vous accompagne-
» ront les vœux de la reconnaissance, du respect, de
» l'amour du peuple subalpin, de ces autres peuples
» infortunés que vous brûliez de refaire Italiens de
» toute l'Italie, pour laquelle le nom de Charles-
» Albert sera le glorieux symbole des ses espérances
» immortelles. »

Le Roi, vivement ému, répondit en ces termes :

« Je ne sais trouver d'expressions suffisantes pour
» remercier la Chambre. Elle ne pouvait rien faire
» qui me fût plus doux : sa démonstration me sera

» une consolation éternelle pour ce qui me reste de » temps à vivre. J'ai toujours et par-dessus tout dé» siré l'estime et l'affection du pays. J'ai fait tout ce » qui était en moi pour le triomphe de la cause ita» lienne; en cela je n'ai été conduit par aucune con» sidération d'intérêt personnel. Pendant mes dix» huit années de règne, j'ai eu constamment en vue » le plus grand bien de mes peuples; j'ai essayé » d'en améliorer le régime et les institutions; mais » particulièrement, j'ai toujours eu mes pensées » tournées vers la nationalité et l'indépendance de » l'Italie.

» La guerre que nous avons soutenue contre l'Au» triche était parfaitement juste. Et la conduite tenue » envers nous dans le passé par cette puissance suf» firait à la rendre telle, quand bien même, en outre » de la volonté du Parlement et de la nation entière, » elle ne serait point justifiée par notre droit de re» vendiquer l'indépendance nationale. Pour moi, du » moins, j'ai toujours été convaincu de la justice » de ce droit, bien que je doive avouer que tout » le monde n'en avait pas un égal sentiment. Cette » guerre ne pouvait même pas être appelée im-

» prudente, car si, à l'exemple de plusieurs corps, » tous les soldats avaient combattu dans la seconde » campagne de la même façon qu'ils le firent dans » la première, nos armes eussent certainement été » victorieuses.

» Après la malheureuse bataille de Novare, dans » laquelle j'ai, à bien de reprises, exposé ma vie, dé» sirant y trouver la mort, mon intention était de » me replier sur Alexandrie et Gênes pour continuer » la lutte; mais mes généraux me dirent que cette » retraite était impossible dans l'état où se trouvait » notre armée. Alors, contraint de traiter avec l'en» nemi, je me suis déterminé de préférence à abdi» quer plutôt que de souscrire à des conditions qui » offensaient mon honneur. En abdiquant, j'espérais » que l'ennemi serait amené par cet acte à des con» ditions moins dures et moins lourdes pour le pays. » — *Nonobstant mon abdication, si jamais il éclatait* » *une guerre contre l'Autriche, quelle que fût la puis*» *sance qui la lui fît, j'accourrais sur-le-champ, même* » *comme simple soldat, prendre ma place dans les rangs* » *de ses ennemis.* — Seulement, je ne puis pas re» tourner en Italie, car je ne veux point créer d'obs-

» tacles par ma présence. ***J'y ai laissé mon fils***, ET IL » FERA, LUI.

» Mon âme est profondément attristée par les » maux qui pèsent sur l'Italie depuis le désastre de » Novare ; c'est avec la plus vive douleur que j'ai » appris les tristes événements de Brescia et de Ber- » game. Le misérable sort des Lombards et des Vé » nitiens afflige grandement mon cœur.

» Au milieu de tant de motifs de douleur, j'éprouve » cependant un soulagement à me rappeler les preuves » de valeur que donnèrent dans les derniers faits grand » nombre d'officiers et plusieurs corps, parmi lesquels » il m'est agréable de mentionner particulièrement » l'artillerie piémontaise et la lombarde. — Ce m'est » une égale consolation que la pensée et l'espoir que *le* » ***sentiment de la nationalité et de l'indépendance se*** » ***développant davantage, on exécutera un jour ce que*** » ***j'ai tenté***. — Tel est le vœu que dans ma retraite je » forme sans cesse pour mon infortunée patrie. »

M. Rattazzi retraça plus tard, dans un rapport à la Chambre des députés, les principaux incidents de la mission remplie par lui et ces collègues.

« — Telles sont, disait-il, en rendant compte de cette audience, telles sont les propres paroles qui sortirent du cœur et de la bouche du roi Charles-Albert. Autant que notre mémoire nous l'a permis, nous les avons aussitôt recueillies religieusement, à la lettre, et dans l'ordre même où elles furent prononcées, afin que rien ne fût enlevé à leur sublime simplicité, et que les pensées qui s'en dégagent ne se trouvassent en rien changées ou obscurcies. Après qu'elles eurent été rassemblées de cette façon, je fus chargé le jour suivant par mes collègues d'en donner lecture au Roi, pour ne pas les publier sans son consentement. Il les approuva et les reconnut parfaitement exactes. Après cette approbation, il ajouta :

« Hier après la lecture de l'adresse, j'étais tellement » ému que j'ai oublié de remercier également la » Chambre pour la délibération prise par elle de me » faire élever un monument. Transmettez-lui ces sen- » timents de ma part, mais en même temps priez-la » en mon nom de renoncer à l'exécution de ce pro- » jet. L'intention exprimée suffit amplement à mon » cœur. Ce serait une dépense trop lourde pour le » pays. En ce moment, où tant de charges pèsent

» déjà sur lui, je serais malheureux qu'elles dussent » s'accroître à cause de moi. »

» J'ai cru, messieurs, poursuivait l'illustre député, me faire interprète de votre pensée et de celle de tous nos concitoyens, en répondant ainsi aux généreuses paroles du Roi : — « Qu'il me pardonnât, lui dis-je, si j'hésitais à accepter la mission dont il voulait m'honorer. — Qu'il connaissait, ajoutai-je, la bien vive affection que la nation lui portait, la grande reconnaissance qu'elle sentait pour lui, et dont le monument que la Chambre a délibéré de lui ériger n'est qu'une faible marque, bien due assurément ; que la dépense n'en serait pas si grande qu'elle dût embarrasser nos finances ; mais que fût-elle même très-lourde, il n'y avait certainement aucun parmi nous qui ne l'eût supportée spontanément avec la plus vive satisfaction. »

» A cet endroit, il sembla que le Roi voulût encore répondre... mais la parole expira sur ses lèvres; et, après quelques instants, m'apercevant de sa trop vive émotion, je fis tomber le discours sur un autre sujet, et la chose n'eut pas d'autre suite. Peut-être

pouvais-je omettre de vous rapporter ce bref colloque, mais j'ai pensé qu'il était de mon devoir de vous le communiquer, car il montre mieux encore quelle était la modestie de ce prince infortuné, quel et combien grand l'amour qu'il avait pour nous. — D'autre part, j'ai confiance que votre délibération n'en sera pas moins exécutée pour cela. Tous les vœux de Charles-Albert seront toujours observés par nous avec la plus grande religion ; mais nous ne pourrions dire la même chose s'il voulait ou que notre affection pour lui se taise, ou que notre gratitude reste muette.

» Mes compagnons voulant faire retour par la voie de terre, plus longue et plus difficile, arrêtèrent de partir dès le 15 ; et ainsi firent-ils après avoir pris congé du roi, qui les accueillit de nouveau avec sa bienveillance accoutumée. Pour moi, voulant au contraire revenir par mer, en passant par la France et l'Angleterre, je m'arrêtai encore à Porto jusqu'au 20.

» Durant cet intervalle, le Roi m'admit chaque jour en sa présence, et il eut la bonté de s'entretenir longuement avec moi. Je ne vous répéterai pas en détail toutes les choses qui me furent dites par lui. Je ne

puis taire cependant que, tant dans ses discours particuliers avec moi, que dans ceux qui eurent lieu en présence de tous les commissaires, il parlait toujours de notre pays avec la plus manifeste complaisance; il en parlait comme d'un objet ineffaçablement gravé dans son cœur, et vers lequel étaient constamment tournées toutes ses pensées. Il s'entretenait souvent des choses et des personnes qui réveillaient en lui de doux et chers souvenirs; souvent aussi il exprimait son chagrin des tristes conditions présentes; mais jamais une parole ne sortit de ses lèvres qui indiquât de la rancune envers qui que ce fût: pas un mot ne lui échappa qui trahît une affliction quelconque de son propre sort.

» A la majesté de son visage, à la fois affligé et serein, de même qu'à son entretien, on comprenait qu'une grande infortune, celle de sa patrie, l'opprimait; mais d'autre part brillait une conscience tranquille et pure, la conscience de n'avoir rien fait qui pût mériter un reproche [1]. »

[1] Il faut lire, d'autre part, sur l'attitude et les sentiments de Charles-Albert dans les derniers jours de sa vie, l'admirable travail de l'illustre comte Louis Cibrario, l'historien na-

Le noble prince vit partir avec douleur le fidèle ami, le dévoué se rviteur qui l'avait si bien compris et si bien secondé. — Vers cette même époque, il adressait à son fils ses dernières recommandations à propos des hommes et des choses, et venant à parler d'Urbain Rattazzi, il le désignait à l'attention de Victor-Emmanuel pour l'avenir, affirmant que nul ne l'avait mieux ni plus fidèlement servi. — Assurément, ce solennel témoignage doit entrer pour quelque chose dans l'affection et dans la confiance qu'en dépit des efforts de la malveillance, le Roi d'Italie n'a pas cessé de montrer à l'ancien ministre de son père, depuis qu'il a pu lui-même le voir à l'œuvre et l'apprécier.

Charles-Albert survécut peut de jours à la visite des commissaires du Parlement. Courageusement résigné, heureux même en pensant qu'il mourait pour la plus noble des causes, il expira presque sans agonie

tional du Piémont : LA VIE DU ROI CHARLES-ALBERT, *initiateur et martyr de l'indépendance italienne*. — M. Cibrario avait fait également le voyage d'Oporto comme délégué du Sénat.—J'ai donné une traduction française de ce beau livre, indispensable à qui veut se rendre compte des origines du mouvement italien. — *Paris, E. Dentu,* 1861.

le 13 juillet 1849. — Ses cendres furent rapportées en grande pompe à Turin ; et le nom de Charles-Albert *le Magnanime* a pris place dans la conscience populaire à côté de celui des saints et des héros, ouvrant dignement la voie à Victor-Emmanuel *le Galanthomme.*

Le ministère constitué par le nouveau roi après Novare assumait avec le pouvoir une tâche des plus délicates : celle de traiter de la paix avec l'Autriche. Aussi, l'un de ses premiers actes, pour se rendre le terrain moins difficile, avait-il été de dissoudre la Chambre des Députés, pleine encore de l'esprit qui avait amené la reprise des hostilités, et plutôt exaspérée qu'abattue par la défaite. Mais tout annonçait que les mêmes hommes allaient être renommés ; les passions populaires s'agitaient impétueusement ; et M. de Launay, suspecté, bien qu'à tort, de sentiments rétrogrades, ne tardait pas à se retirer.

Le roi le remplaçait (mai 1849) par le chevalier Maxime d'Azeglio, écrivain de haute renommée en Italie, libéral de la veille, qu'une grave blessure reçue une année auparavant, à la défense de Vicence contre les Autrichiens, avait tenu éloigné pendant tout ce temps de la politique active. — M. d'Azeglio conservait en grande partie le cabinet précédent.

Voici la liste qu'il soumettait à l'approbation royale :

Présidence et affaires étrangères, Maxime d'Azeglio; — Intérieur, Galvagno; — Guerre et marine, général La Marmora; — Justice, Siccardi; — Finances, Nigra; — Instruction publique, Mameli; — Travaux publics, Paleocapa; — Commerce, Santa-Rosa.

Ce ministère ainsi recomposé était encore entièrement un ministère de droite. Nous avons déjà vu qu'avant la reprise des hostilités, la droite gouvernée par MM. de Revel, César Balbo, Pinelli, Galvagno, ne voulait plus de la guerre, et tout en admettant la conservation du Statut pour le régime intérieur, demandait qu'on songeât uniquement aux intérêts par-

ticuliers du Piémont, et non pas tant à la situation des provinces italiennes, esclaves de l'étranger, malheur déplorable, il était vrai, mais auquel les Piémontais ne pouvaient rien, n'en ayant déjà fait que trop en 1848. Qu'on juge des dispositions de cette même droite après Novare, après la sanglante et coûteuse défaite qui lui avait donné raison en apparence! — Aussi, malgré les noms populaires d'Azeglio et de Nigra, un ministère s'appuyant sur ces hommes ne pouvait-il s'attendre qu'à un assez mauvais accueil de la part d'une majorité libérale, ainsi que de l'opinion. Maxime d'Azeglio faisait assurément un grand sacrifice à son souverain, à son pays, en consentant, après tout son passé, ennemi passionné de l'Autriche comme il l'avait été de tout temps, à signer avec elle le désastreux traité imposé au vaincu. Nul ministre, quelle que fût sa couleur politique, ne pouvait échapper à cette fatale nécessité. On devait donc lui savoir gré de ce sacrifice personnel, et comme le proposait César Balbo, *approuver le traité sans aucune discussion, avec la protestation du silence*, protestation contre la violence que le pays subissait, sous la loi du plus fort. Mais la droite se trouvait en trop grande

minorité pour que cet avis de son principal chef eût chance de succès. Et ce fut spécialement en haine d'elle et de ses relations trop apparentes avec le ministère que, M. d'Azeglio ayant présenté, le 7 août 1849, le traité de paix à l'approbation de la nouvelle Chambre, la ratification ne fut accordée que sous des conditions qui équivalaient à un vote de défiance.

C'était jouer gros jeu dans les circonstances du moment : avec un souverain moins loyal et moins intelligent que Victor-Emmanuel, avec un ministre moins foncièrement honnête que Maxime d'Azeglio, les institutions parlementaires du Piémont eussent pu courir un sérieux danger. — La Chambre fut dissoute une seconde fois le 17 novembre, et la Couronne, intervenant directement dans les nouvelles élections par une proclamation du roi, décida de l'adoption d'une politique plus réservée et plus prudente.

Le Parlement se réunissait le 20 décembre. La majorité dans la Chambre était acquise au ministère. Le traité de paix fut voté silencieusement le 9 janvier 1850. Le cabinet d'Azeglio restait désormais maître de la situation.

Les partis n'avaient cependant pas abdiqué, et en outre de ceux déjà existants, connus dans toute assemblée délibérante sous le nom de droite, centre et gauche, deux nouveaux allaient se déclarer, assez puissants pour dicter la loi au reste de la Chambre en se coalisant. — Et cette alliance, grosse d'immenses résultats, en inaugurant une politique nouvelle, et en amenant au pouvoir les hommes les plus éminents du pays, préparait les événements de 1859 et de 1860, et accomplissait en bien peu d'années des prodiges, que chacun en Italie désirait, mais sans jamais croire à une aussi prompte réalisation.

L'ancienne gauche gouvernementale, ainsi nommée parce qu'elle avait été aux affaires depuis la chute du ministère Pinelli-Revel jusqu'à Novare, se retrouvait en grande partie dans la nouvelle Chambre, malgré les efforts du ministère pour l'en écarter; mais dès le premier jour, elle s'était subdivisée en deux fractions très-distinctes. Les opposants quand même, les impatients, les cœurs bouillants et indomptés, constituèrent la gauche pure; ses principaux membres étaient Laurent Valerio, orateur d'un immense talent, intelligence de la plus haute portée, Ange Brofferio,

l'avocat-journaliste, le marquis Vincent Ricci, le marquis Laurent Pareto. — L'autre moitié se groupa autour de M. Rattazzi, et forma ce fameux *Centre gauche* autrement dit *tiers-parti*, qui décida en peu de temps du sort du ministère. Il comptait, outre son illustre chef, des hommes éminents, comme MM. Tecchio, Sineo, Cadorna, Buffa, Mellana, Monticelli, Augustin Depretis, Capriolo. Le centre-gauche, tout en maintenant haut et ferme en face de l'ennemi le drapeau de la nationalité italienne, comprenait cependant les nécessités qu'impose l'exercice du pouvoir, et ne se montrait systématiquement hostile au ministère d'Azeglio que par défaut de confiance dans la politique extérieure de son chef, appuyé surtout comme il l'était par tout ce que l'extrême droite comptait d'adversaires du mouvement.

Le président du Conseil, il faut l'avouer, n'était pas l'homme de la marche en avant, qui seule pouvait sauver le Piémont et l'Italie. Un intelligent écrivain, M. L. Chiala, a tracé de lui le portrait ressemblant que voici : « M. d'Azeglio s'était dépeint lui-même orsque, dans son livre des *Casi di Rimini*, publié en 1845, il disait aux Italiens qu'on pouvait opérer la

régénération de la nation en se tenant les mains dans ses poches; lorsqu'il fut au gouvernement, il ne changea pas de sentiment. Il suffisait, selon lui, de la loyauté et de l'honnêté de la conduite pour que le Piémont parvînt à une situation très-heureuse. »

On pouvait être certain que M. d'Azeglio ne reculerait pas, qu'avec lui le Statut ne courrait aucun risque, mais on savait aussi que la politique italienne resterait stationnaire, et qu'il ne ferait rien pour renouer les accords, pour susciter les événements tendant à une reprise de la question, à une nouvelle tentative d'émancipation nationale. Composée en grande partie de vieillards ou de nobles, ennemis des secousses et pleins d'esprit municipal, la droite, alors majorité de la Chambre, soutenait vigoureusement ce programme bien connu du premier ministre. —Mais par bonheur, un homme sorti de ses rangs mêmes, et qui comprenait l'immense péril de cette politique terre-à-terre et de couarde circonspection qui, pour assurer quelques années peut-être de tranquillité dans le présent, tuait l'avenir, un homme se levait avec l'idée et les moyens d'empêcher cette abdication du

Piémont, représentant moral de toute l'Italie : c'était le comte de Cavour.

Quelques mots sur ce personnage, au moment où il paraît dans la politique active pour ne la plus quitter qu'avec la vie.

Le comte Camille de Cavour, patricien Piémontais, était né à Turin en 1810. Élève de l'académie militaire, page du roi Charles-Félix, il se trouvait à vingt ans lieutenant du génie dans l'armée. Mais la vie militaire, si fastidieuse en temps de paix, — et l'Italie semblait alors endormie pour des siècles — ne pouvait convenir longtemps à la nature indépendante, studieuse et observatrice du jeune officier. — Il donna bientôt sa démission, et partit pour de longs voyages à l'étranger. Il séjourna en Suisse, en France, en Angleterre, étudiant les constitutions politiques de ces divers États, ainsi que le mouvement général du siècle. — Charles-Albert travaillait alors à relever le Piémont de l'espèce d'abrutissement moral et politique où l'avaient plongé la réaction de 1821, ainsi que la domination très-directe de l'Autriche jusqu'en 1831, époque de son avénement

au trône. Il créait une nation, avant-garde de l'Italie contre l'Autriche, en lui donnant des finances, une excellente armée, des lois justes et régénératrices, et il attendait silencieusement l'heure de la résurrection et de la vengeance.

Lorsque M. de Cavour revint se fixer en Piémont, en 1842, les semences libérales jetées dans le pays par Charles-Albert commençaient à porter leur premiers fruits; sous l'impulsion personnelle du roi se fondait une vaste société, dite *Association agraire*, ayant son centre à Turin et des comités dans toutes les provinces, et qui, bien que vouée en apparence au développement de l'agriculture, à la propagation des saines idées économiques, n'était au fond qu'une vaste conjuration contre l'étranger en Italie. — Le comte de Cavour fut un des premiers membres de cette association, où Laurent Valerio et divers hommes qui marquèrent plus tard dans le mouvement de 1848, firent leurs débuts politiques. — Lorsqu'en 1847 Charles-Albert, préludant à la concession du Statut, accorda à ses sujets un certain nombre de libertés parmi lesquelles celle de la presse, l'ancien officier du génie, désireux de jouer un rôle dans

les événements qui se préparaient visiblement, fonda le journal *Il Risorgimento*, en compagnie de César Balbo, Pierre de Santa-Rosa, Boncompagni, Castelli, et autres monarchistes constitutionnels. C'était la droite des futures assemblées qui s'essayait ainsi à la discussion.

Élu député de Turin au premier parlement sarde, M. de Cavour soutint naturellement de toute son énergie ses amis arrivés au pouvoir avec le Statut. Il défendit le ministère César Balbo, tombé sous le rapport de M. Rattazzi, à propos de l'annexion de la Lombardie; et après la capitulation de Milan et l'armistice Salasco, le ministère Revel-Pinelli, qui croyait à l'efficacité de la médiation étrangère. Il s'opposa tant qu'il le put à la reprise des hostilités, et appuya vivement l'absurde invention de Gioberti, d'intervenir en Toscane et à Rome pour ramener le grand-duc et le Pape. En un mot, il fut, durant cette critique période, le plus fougueux champion des idées de l'extrême droite. — Ses yeux attendaient encore la lumière.

Aussi arriva-t-il bientôt à une excessive impopularité. — « Pendant tout ce temps, dit M. L. Chiala, un

de ses plus élogieux biographes, le comte de Cavour ne cessa pas d'être malmené par le journalisme. Soit dans l'enceinte de la Chambre, soit au dehors, son nom, aux oreilles de la multitude, ne retentissait que comme celui d'un rétrograde. Ces incessantes attaques et accusations qu'on rapportait, en les empirant, au peuple, dans les conversations et dans les réunions, furent cause qu'aux nouvelles élections de janvier 1849, lorsque fut tombé le ministère qui avait la confiance de M. de Cavour, et que fut formé le cabinet démocratique présidé par M. Gioberti, sa candidature au Parlement échoua devant celle d'un homme obscur, M. Pansoïa, patronné par la *Concordia*, qui était alors l'organe ministériel.

» Réduit à la simple condition de journaliste, M. de Cavour fit dans le *Risorgimento* une guerre hardie contre l'administration démocratique (Rattazzi). Il eut des paroles d'applaudissement et d'encouragement pour le magnanime et hardi projet de M. Gioberti de rétablir le souverain Pontife et le grand-duc de Toscane dans leurs domaines, afin de fermer la porte aux interventions et de fournir aux puissances européennes l'occasion d'avoir une bonne opinion de la

politique piémontaise. Lorsque Gioberti fut tombé, et qu'il se vit abandonné et désavoué par presque tous ses amis politiques, M. de Cavour, bien qu'il lui attribuât une grande partie des traverses auxquelles il avait été en butte, l'appuya avec dignité et courage; et si les électeurs du collége de Turin ne lui eussent pas fait injure, il est certain que, dans la séance à jamais déplorable de la Chambre, du 20 février 1849, aux noms de MM. Montezemolo et Lanza, qui protestèrent contre l'affront qu'on voulait faire à ce grand homme, nous joindrions aussi celui de M. de Cavour [1]. »

Tels étaient les antécédents politiques de M. de Cavour, lorsque M. de Launay ayant dissous le Parlement, les électeurs de Turin lui rendirent leur mandat pour la nouvelle Chambre. L'avénement de Maxime d'Azeglio, une des notabilités de son parti, ne pouvait que lui être agréable. Mais peu à peu ses idées allaient se modifiant; il comprenait la situation ainsi que l'esprit réel du pays ; il jugeait ses amis de

[1] *Une page d'histoire du gouvernement représentatif en Piémont*, ouvrage écrit en français.

la droite, leur amour du repos, leur inertie compromettante, et il voyait clairement que l'avenir n'était pas de ce côté. Entre la droite, inintelligente et rétrograde, et la gauche, exaltée et impossible de longtemps aux affaires, il se disait qu'il y avait un grand parti à fonder, à la fois modéré dans ses allures, courageusement progressiste dans son action réelle, et que le pouvoir appartiendrait certainement pour une longue période à ceux qui réussiraient à le former.

Son incontestable esprit, sa parfaite connaissance du système parlementaire, étudié en Angleterre et en France, de même que l'ascendant de sa naissance et de sa fortune, lui valaient parmi les députés de la droite et du centre, alors tous ministériels purs, un certain nombre d'adhérents qui, soit conviction, soit désir de s'attacher à sa fortune, se montraient disposés à suivre son impulsion. Le rôle de chef de faction, appuyé de son talent, lui ouvrait infailliblement le ministère. Une fois ce premier pas franchi, et ses forces essayées, une alliance avec le centre gauche pouvait lui donner la majorité numérique, en comptant l'appoint des esprits flottants, qui vont toujours là où est l'énergie supérieure, et il devenait le chef tout-puissant d'un

cabinet choisi par lui. — Voilà le plan que sa rare sagacité dicta à son ambition, et qui lui donna effectivement le pouvoir jusqu'au jour de sa mort, sauf une courte interruption.

L'occasion de détacher bien sa personnalité de la masse compacte de la droite, et d'établir l'existence du parti qui le suivait, ne tarda pas à se présenter. Malgré le Statut promulgué en mars 1848, qui déclarait la loi commune à tous, et tous les citoyens égaux devant la loi, les tribunaux ecclésiastiques, juridiction exceptionnelle, qui constituaient pour les prêtres des priviléges exorbitants, tant au civil qu'au criminel, les tribunaux ecclésiastiques étaient restés debout, en vertu d'anciens concordats avec le Saint-Siége, dont le gouvernement sarde avait demandé l'abrogation, sans que la cour de Rome, superbe avec les faibles autant qu'elle est humble envers les puissants, voulût même, non pas discuter, mais accepter une seule note à ce sujet. Cette juridiction exceptionnelle, ces priviléges avaient un nom; ils s'appelaient *le for ecclésiastique*. Or, après deux années de respectueuses et fort inutiles remontrances au Saint-Siége, le cabinet d'Azeglio, contraint pren-

dre un parti, car une telle situation devenait intolérable et jetait la perturbation dans le pays, le cabinet d'Azeglio fit présenter au parlement un projet de loi décrétant purement et simplement l'abolition du for ecclésiastique, sans plus se préoccuper de la cour de Rome et des concordats. C'était la célèbre loi Siccardi, du nom du garde des sceaux qui la rédigea et vint la soutenir devant les Chambres.

Rien n'était plus juste, plus légal, plus légitime que cette loi. Et cependant le clergé, et presque toute la droite de la Chambre avec lui jetèrent les hauts cris, sans souci de l'opinion publique, violemment surexcitée.

C'était là le plus excellent prétexte pour la séparation que méditait M. de Cavour. Aussi n'eût-il garde de la négliger.—« Dans cette question, dit M. Chiala, il se sépara de ses amis de la droite, en prononçant un remarquable discours, dans lequel la nécessité, l'opportunité de la loi Siccardi étaient démontrées d'une manière incontestable. A lui se réunirent plusieurs autres collègues, qui formèrent ainsi une nouvelle fraction qu'on appela *Centre-droit*. Bien souvent ceux-ci votèrent d'accord avec le *Centre gauche*, dont

l'opposition modérée faisait alors un singulier contraste avec l'opposition vive et acharnée de la gauche.

» Ainsi le tiers-parti alla se renforçant en influence et en nombre. Il acquit les sympathies de ceux qui, à cause des indiscrétions de quelques membres de la droite, développées dans des discours qui, à dire la vérité, sentaient plutôt la réaction que le progrès, commençaient à avoir honte de soutenir le ministère en s'unissant à eux. »

Présentée à la Chambre le 25 février 1850, la loi Siccardi fut votée le 9 mars à une énorme majorité. L'extrême droite seule se prononça contre. L'attitude prise par M. de Cavour et ses adhérents fut donc très-remarquée. — M. d'Azeglio ne fut pas des derniers à comprendre qu'une force nouvelle était née là, et qu'il fallait se l'assimiler, si on ne voulait la voir tourner contre soi. — M. de Cavour reçut donc la promesse du premier portefeuille vacant, et s'engagea à soutenir provisoirement l'administration d'Azeglio. — Il n'eut pas à attendre beaucoup.

Je laisse encore ici la parole à M. L. Chiala, qui a fort bien élucidé dans son ouvrage l'histoire intime

de toute cette période de la vie parlementaire du Piémont:

« C'est ici que se place l'avénement de M. de Cavour au pouvoir. Le chevalier Pierre de Rossi de Santa-Rosa, ministre du Commerce et de l'Agriculture, étant tombé malade vers le milieu de juillet, se trouvait réduit à l'extrémité dans les premiers jours du mois suivant. L'opinion publique désignait pour son successeur l'illustre chef du centre droit. Le ministre de l'Intérieur, M. Galvagno, fut chargé par ses collègues d'en faire la proposition à Sa Majesté. Le roi Victor-Emmanuel, sous les apparences de la bonhomie, cache une habileté peu commune: « Comment » ne vous apercevez-vous donc pas, dit-il au minis- » tre qui lui faisait cette proposition, que cet homme » finira par vous supplanter tous? » Les ministres avaient la même pensée que le prince. Mais ils n'ignoraient pas qu'il est des temps où certains noms s'imposent, sans qu'il soit possible de les discuter

» Le député Castelli, très-ami de M. de Cavour, fut chargé de lui faire part de la résolution du Conseil, et de lui demander à quelles conditions il y entrerait. Il répondit qu'il n'avait point de conditions à mettre en

avant, qu'il acceptait tout le programme de l'administration d'Azeglio et la solidarité de sa politique. »

Mais, tout en s'expliquant ainsi, l'habile chef du centre droit savait bien que le ministère auquel il s'associait était condamné dans un prochain avenir par sa politique de *statu quo* à tout prix, et il se réservait intérieurement le droit de se conduire d'après les circonstances, droit dont il usa largement au moment donné.

Son premier soin en entrant au ministère (octobre 1850), avait été de faire assurer M. Rattazzi de tout son bon vouloir. Aussi l'organe spécial du centre gauche, la *Croce di Savoia*, applaudit-elle plus que tout autre à sa nomination. — Au mois d'avril 1851, l'habile homme, qui ambitionnait les finances, avait déjà su si bien faire, que l'honorable M. Nigra, titulaire de ce département, auquel le pays devait énormément, pour sa conduite dans l'administration de Launay et depuis, quittait le ministère et lui cédait la place. M. de Cavour réunissait alors les deux portefeuilles des finances et du commerce, et devenait le personnage le plus important du cabinet.

L'année 1851 s'écoula en discussions de lois spéciales de finances. Pendant cette année, M. de Cavour avait tout à fait établi son ascendant. En réalité, il était plus que M. d'Azeglio dans le Conseil, et trois ministres, MM. Nigra, Mameli et Gioia, s'étaient déjà retirés plutôt que de subir sa domination croissante. — Il avait été puissamment aidé dans cette entreprise par le centre gauche, qui votait tous ses projets de lois, et le représentait sans cesse comme le seul ministre progressiste du cabinet Azeglio. Peu à peu, la Chambre et le pays s'habituaient à l'idée de le voir remplacer le président du Conseil. A la fin de 1851, la situation était mûre; une entrevue entre M. Rattazzi et M. de Cavour suffit pour sceller le pacte d'alliance et établir les bases de l'action. Chacun d'eux n'eut qu'un pas à faire pour se trouver réuni sur le même terrain, dans les mêmes idées. Seulement, si l'on examine le point extrême d'où partaient ces deux hommes, on verra qu'en réalité c'était à M. Rattazzi que revenait le beau rôle dans cette si importante coalition, car M. de Cavour adoptait ses principes avec toutes leurs conséquences; et le *Connubbio* (mariage du centre gauche avec le centre droit) allait reprendre

énergiquement la politique de Novare, dont 1859 ne fut que la suite naturelle et directe.

Cet accord, à cette époque, sauva le Piémont et l'Italie. — Le coup d'État du 2 décembre venait en effet d'avoir lieu, et l'Europe absolutiste s'en réjouissait comme d'un triomphe. Rien ne pouvait faire présumer alors des sentiments secrets que nourrissait le prince Louis Bonaparte. La réaction, tant extérieure qu'intérieure, jugeait de lui comme les libéraux. Elle crut sa cause gagnée à jamais, et, comme on va le voir, pensa l'instant propice pour en finir avec le gênant Piémont, qui s'obstinait, malgré la terrible leçon de 1849, à servir de point de ralliement aux espérances de la Révolution italienne. — Et malgré son énergique résolution, peut-être Victor-Emmanuel n'eût-il pu résister longtemps à ces menaçantes exigences, qui se renouvelèrent plus d'une fois de 1852 à 1855, sans la formation du *Connubbio*, qui substitua à la faible et hésitante administration d'Azeglio, le vigoureux ministère Cavour-Rattazzi, décidé à tout risquer, plutôt que de laisser toucher à l'honneur du Souverain ou à l'indépendance du peuple.

« Comme la France dans ses convulsions, dit l'écrivain piémontais déjà cité, met d'habitude en mouvement toute l'Europe, cet événement (le coup d'État) ne pouvait manquer d'avoir un grave retentissement dans le Piémont, qui tournait encore tous ses efforts vers l'œuvre difficile de la consolidation de ses institutions. Ses effets ne tardèrent pas à se faire sentir. A peine la nouvelle de ces mouvements fut-elle connue des différents cabinets de l'Europe, que plusieurs d'entre eux, et notamment l'Autriche, joyeuse que les affaires du Piémont fussent ainsi embarrassées, pour avoir l'occasion de manifester tout ce qu'elle était forcée de garder dans son cœur, chargèrent un ambassadeur accrédité près la cour de Turin de donner au roi Victor-Emmanuel les conseils les plus à-propos pour mettre la marche de son gouvernement à l'unisson de celle qui était suivie dans les autres États d'Italie, en lui faisant en quelque sorte comprendre, sous la forme d'une apparente menace, qu'autrement il pourrait avoir à se repentir de sa persistance à suivre un autre système politique.

» Les observations, présentées par l'ambassadeur, parlant au nom des cabinets étrangers, portaient sur

les inconvénients de la liberté trop étendue que le régime constitutionnel avait établie en Piémont, sur ceux de la presse, et en général sur plusieurs autres points qui souvent déjà avaient été l'objet des récriminations des cabinets ennemis de ces libertés et qui auraient voulu les détruire en Piémont, comme ils avaient déjà fait ou voulaient faire dans leur propre pays.

» Le roi de Sardaigne, avec cette dignité, cette fermeté et cette noblesse de caractère qui le distinguent à un si haut degré, répondit à la personne dont il reçut cette communication, en opposant à ces griefs contre la presse et les autres libertés garanties par le Statut, des raisons dictées par une haute sagesse. Il déclara ensuite que la marche politique qu'il avait adoptée et suivie lui avait été inspirée dès son avénement au trône par le sentiment de ses devoirs, et qu'elle était l'effet d'une conviction profonde ; qu'il avait la conscience qu'elle était sage, modérée et telle qu'il fallait qu'elle fût pour les intérêts de son pays et pour le bonheur de ses sujets; qu'il comprenait toute la gravité de sa position et de celle où l'Europe se trouvait alors ; qu'il ne négligerait aucun ef-

fort pour concilier sa politique avec les exigences de cette situation, et qu'il avait la confiance qu'en persistant, comme il en avait l'intention bien arrêtée, dans la voie de sagesse et de modération qu'il s'était tracée, il assurerait à son pays la tranquillité et le bonheur, tout en donnant aux États de l'Europe toutes les garanties qu'ils pouvaient désirer, et que lui-même avait à cœur de leur offrir. S. M. ne put s'empêcher de faire l'observation que l'état politique des pays gouvernés par les puissances qui lui adressaient cette espèce de sommation, lui semblait bien plus exiger des conseils que leur donner le droit d'en offrir elles-mêmes. Il ajouta que, du reste, il était maître chez lui, qu'il ne se mêlait en rien de ce que croyaient devoir faire, chez eux, les autres souverains, et que, de son côté, il désirait avoir la plus entière liberté d'action. Il termina en exprimant encore son entière confiance dans les efforts qu'il continuerait d'apporter à la marche sage et modérée de son gouvernement [1]. »

[1] L. Chiala, *Une page d'histoire parlementaire.*

L'alliance offensive et défensive était signée entre le centre droit et le centre gauche. Une occasion permit bientôt à leurs deux chefs d'en faire officiellement part au Parlement et au public.

A la suite des observations présentées au roi, de la façon qu'on vient de lire, M. d'Azeglio, désirant prévenir toute complication avec les gouvernements déjà si disposés à chercher noise, et qui articulaient au nombre de leurs griefs la licence de la presse piémontaise à leur égard, M. d'Azeglio chargea le garde des sceaux Deforesta de rédiger un projet de loi tendant à punir les offenses commises dans les journaux envers les souverains étrangers. Ce projet, présenté à la Chambre le 3 février 1852, provoqua une vive discussion, qui se prolongea pendant plusieurs séances. — La droite profita de l'occasion pour faire connaître ses véritables sentiments. Un de ses membres, M. Ménabrea, vint, en son nom, non-seulement approuver la loi nouvelle, mais demander encore de fortes restrictions au régime de la presse pour ce qui regardait la liberté de discussion à l'intérieur. Et s'échauffant dans le discours, il fulmina le plus violent réquisitoire contre le journalisme en général,

qui, suivant lui, démoralisait le peuple, et rendait tout pouvoir impossible.

M. Rattazzi prit la parole après l'orateur rétrograde. Dans les circonstances où l'on se trouvait, les principes exposés par M. Ménabrea, ami du ministère, eussent seuls suffi à tourner toute l'opposition contre le projet de loi Deforesta. L'illustre chef du centre gauche se déclara donc contraire à cette loi. Mais pour montrer que ce n'était pas dans un but d'hostilité systématique, et que, loin de là, le centre gauche ne demandait qu'à se rallier honorablement au ministère, pour lui permettre de renoncer à l'appui si compromettant de la droite, il termina par ces phrases significatives :

« J'éprouve une douleur très-vive à me déclarer
» opposant ; je l'éprouve d'autant plus que, dans les
» circonstances actuelles, il serait à propos que tous
» fussent unis pour soutenir le gouvernement, dans
» le but de le rendre plus solide et plus fort, afin qu'il
» puisse résister aux coups dont il est menacé. Et je
» tiens pour sûr que, si au lieu de proposer des pro-
» jets qui touchent à nos lois fondamentales, il cher-

» chait à les conserver dans leur intégrité, nous serions
» tous d'accord pour l'appuyer, comme je serais moi-
» même prêt à le faire dans la circonstance présente,
» si une profonde conviction contraire ne s'y oppo-
» sait. »

Cette déclaration de tendance fut écoutée avec un intérêt extraordinaire. Il s'agissait de voir comment M. d'Azeglio et ses collègues l'accueilleraient, en présence de leurs engagements avec la droite. — Dans la séance du lendemain, M. de Cavour s'empressa de répondre au discours de M. Rattazzi. Il s'agissait de montrer que, pour sa part du moins, l'alliance offerte par le chef du centre gauche était acceptée, et les hommes de la droite répudiés désormais ainsi que leurs doctrines. Le ministre des finances s'acquitta heureusement de cette délicate entreprise. Il est bon de citer ici textuellement ses expressions à l'égard de M. Rattazzi.

« Je serais injuste, Messieurs, dit-il, si je ne recon-
» naissais hautement l'extrême modération, la haute
» convenance qui honorent hautement notre Parle-
» ment. Je serais en outre coupable d'ingratitude si

» je ne reconnaissais pas que l'orateur qui hier a si » vivement excité l'attention de la Chambre, a em» ployé des armes assez courtoises pour ôter toute » amertume à son opposition. Je me reconnais enfin » obligé à le remercier de la déclaration par laquelle » il a promis d'accorder au ministère, dans la session » prochaine, en vue des graves circonstances où se » trouve le pays, son appui personnel ; promesse dont » je prends acte (*Bruit sourd sur les bancs de la droite » et sur ceux de la gauche*) ; promesse que j'apprécie » hautement, parce que, si les circonstances permet» tent que l'honorable orateur la mette à exécution, » nous pouvons espérer que dans la session prochaine » il emploiera à défendre le ministère quelque partie » du grand talent qu'il a jusqu'ici dépensé pour le » combattre ; nous pouvons alors, dis-je, nous flatter » de voir la route singulièrement aplanie devant » nous. » (*Mouvement.*)

Puis, après avoir appuyé le projet de loi, il rompait en ces termes avec la droite :

« Je répète que c'est ma ferme opinion, comme » c'est aussi l'avis du ministère, que, dans les cir-

» constances ordinaires, dans les temps réguliers, les » inconvénients de la presse, pour ce qui concerne la » politique intérieure, ne peuvent produire de graves » difficultés ni avoir des conséquences de nature à » réclamer des mesures énergiques et extraordinaires » de répression. (*Signes d'adhésion.*) Ces déclarations » de ma part suffiront, je l'espère, pour convaincre la » Chambre que je ne puis en aucune façon souscrire » à l'opinion manifestée dans la séance d'hier par » l'honorable député Menabrea; car le ministère » n'admet absolument pas qu'il soit nécessaire de » changer radicalement la loi sur la presse pour rendre » cette loi plus efficace. Le ministère n'a pas cette » conviction; les membres qui le composent décla» rent, au contraire, que dans le cas où une proposi» tion de ce genre serait faite et partirait, soit de » l'initiative des députés, soit du banc des ministres, » si eux-mêmes n'y figuraient plus, ils la combat» traient résolûment. (*Plusieurs voix : Bravo! bien!*)

» Peut-être cette déclaration sera-t-elle taxée d'impru» dence, car, après cela, le ministère doit *s'attendre* » *à perdre d'une manière absolue le faible appui que* » *depuis quelque temps il reçoit de l'honorable député*

» *Menabrea et de ses amis politiques.* (Mouvement.)
» Mais il a déjà déclaré, au commencement de cette
» discussion, que, dans les graves circonstances
» actuelles, il croit que le premier devoir de tout
» homme politique est de manifester clairement et
» nettement ses intentions, d'expliquer à la face du
» parlement et de la nation le but qu'il se propose
» d'atteindre et la conduite qu'il entend tenir. C'est
» pourquoi, désirant qu'il ne reste aucune équivoque
» à ce sujet, je me crois obligé à faire cette déclara-
» tion, bien qu'elle doive avoir pour résultat de priver
» le cabinet d'alliés aussi puissants que l'honorable
» Menabrea et ses amis. »

C'était là un acte d'audace de la part de M. de Cavour, que de parler ainsi au nom du cabinet, dont la grande majorité n'était aucunement de son avis. Aussi, le soir même, en apprenant les détails de cette séance, M. Galvagno, ministre de l'intérieur, fougueux ennemi du centre gauche, et M. d'Azeglio jetèrent-ils feu et flammes. Sans M. Farini, ministre de l'instruction publique et grand partisan du *Connubbio*, qui s'interposa à temps, M. de Cavour eût

certainement été forcé de donner sa démission. — Le surlendemain, M. de Revel, prenant la parole pour la droite, piquée au vif, reprocha d'une manière fort acerbe au ministre des finances son abandon d'anciens amis désintéressés et son mariage (ce fut lui qui prononça le premier ce mot, si fameux depuis, le *Connubbio*) avec les hommes de Novare. Il s'attira une repartie des plus heureuses de M. Rattazzi, qui put lui jeter à la face, en plein parlement, que le désastre de Novare était surtout imputable à lui, M. de Revel, qui, sortant du ministère en décembre 1848, avait laissé l'armée désorganisée et les caisses vides, par suite de sa déplorable confiance dans l'efficacité de la médiation étrangère. M. Rattazzi termina en renouvelant le contrat d'union avec le parti Cavour, dont M. de Revel venait de faire l'amère critique :

« M. le ministre des finances a accepté, avec des » paroles courtoises, ma déclaration d'avant-hier, et, » en acceptant, il a fait connaître qu'il acceptait aussi » ses conditions, c'est-à-dire la limite dans laquelle » elle avait été faite. Et moi je prends, à mon tour, » acte de cette acceptation, qui m'affermit toujours » plus dans l'opinion que j'ai déjà exprimée, qu'il

» n'est point dans la pensée du gouvernement d'ap-
» porter aucun autre changement dans les lois fon-
» damentales de l'État. C'est pourquoi je répète de
» nouveau, et au nom de mes amis politiques, que
» notre appui ne lui manquera certainement pas. Et si
» cet appui n'est pas aussi valide et efficace que
» M. le ministre des finances le disait par courtoisie,
» il sera toutefois loyal, car il ne sera point dicté par
» l'intérêt personnel, par l'envie, soit de conserver,
» soit d'acquérir, mais par le simple sentiment du
» devoir auquel nous sommes tenus envers la patrie,
» du désir que nous avons d'aider à la cause de la
» liberté et de l'indépendance. »

La discussion dura trois jours encore. Le projet de loi Deforesta fut enfin voté par 98 voix contre 42. Au fond, tout le monde était d'accord sur l'utilité de cette mesure, et, sans les singulières déclarations de M. Menabrea, elle eût probablement passé sans grande contestation.

La session parlementaire, close peu après le vote de la loi Deforesta, se rouvrit dans les derniers jours du mois de mars suivant (1852). La Chambre avait à

compléter son bureau par la nomination de deux vice-présidents. Le nouveau parti, issu du *Connubbio*, décida d'essayer ses forces en portant M. Rattazzi, qui fut effectivement élu par 71 voix sur 114. — L'inconciliable droite ministérielle, furieuse de cet échec, car elle avait appuyé un autre candidat, s'en plaignit si vivement à M. d'Azeglio, en le rendant presque responsable de la coalition Cavour-Rattazzi, que le président du Conseil, oubliant toute mesure, en vint à adresser une circulaire aux représentants sardes à l'étranger, protestant que le ministère n'avait eu aucune part à l'élection du chef du centre gauche, et que jamais il ne se plierait à la nécessité de subir l'alliance des hommes de ce parti.

C'était une grave offense pour M. de Cavour, à qui cette circulaire ne fut pas même communiquée. Aussi, dès cet instant, put-on prévoir que l'administration d'Azeglio ne subsisterait pas longtemps telle qu'elle était composée. — La mort presque soudaine du président de la Chambre, l'ancien ministre Pinelli, vint, en effet, presque immédiatement, mettre fin à cette situation ambiguë qui pesait également à tous.

Comme on le comprend, un intérêt considérable se

trouvait en jeu pour cette succession. Dès le premier instant, le ministère déclara qu'il appuyait M. Boncompagni, homme de la droite, imbu des mêmes sentiments que le président défunt. Naturellement, les deux centres portaient M. Rattazzi. — Le vote eut lieu le 11 mai, et ce fut ce dernier qui l'emporta par 74 voix contre 52 données à son concurrent. La disproportion était considérable, eu égard aux efforts déployés par M. d'Azeglio et tous ses collègues, à l'exception de MM. de Cavour et Farini. — Aussi l'irritation fut-elle proportionnée à la gravité de l'échec.

Le 14 mai, dans un conseil tenu chez M. d'Azeglio, une scène si vive s'engagea à ce sujet, mêlée de telles protestations de la part de MM. Galvagno et d'Azeglio contre le centre gauche et son alliance, que M. de Cavour déclara donner sa démission. C'était une crise ministérielle. Le cabinet d'Azeglio, au-dessous de la situation, devant le pays comme devant la Chambre, avait dès lors vécu. Son chef eût dû se retirer sur l'heure, et ne pas tenter une épreuve dont le résultat n'était que trop facile à prévoir : celle de gouverner seul en s'appuyant uniquement sur la droite. Dès qu'il perdait M. de Cavour et avec lui le

concours du centre gauche, il n'était plus désormais qu'un ministère de minorité.

M. d'Azeglio ne voulut pas comprendre cette chose si simple. Acceptant la démission de M. de Cavour et de MM. Farini et Galvagno, qu'il n'aimait guère, il reconstitua un cabinet avec MM. Lamarmora, Paleocapa, Pernati, Boncompagni et Cibrario. — Le 22 mai, M. d'Azeglio faisait part à la Chambre de cette modification, en ajoutant que son programme restait le même, qu'il voulait toujours le Statut, « rien de moins, mais rien de plus. » On le savait de reste, et cette inutile déclaration fut accueillie par le silence glacial de la plupart des députés.

III

MM. Rattazzi et de Cavour n'eussent eu assurément, ce jour-là même, qu'un mot à dire pour renverser une aussi éphémère combinaison, de telle sorte que ce nouveau cabinet n'eût pas même le temps de s'établir. Mais sûrs du pouvoir, quand ils voudraient le prendre, ils préférèrent laisser quelques mois d'existence au second ministère d'Azeglio, pour avoir le temps de jeter les bases d'une forte administration, et d'étudier, autour du Piémont, la situation politique de l'Europe, afin de se régler en

conséquence dans l'avenir. Il fallait surtout s'assurer des intentions de la France et de l'Angleterre.

Le 14 juillet 1852, le Parlement étant prorogé jusqu'au mois d'octobre, M. de Cavour partit pour Paris, où M. Rattazzi ne tarda pas à le rejoindre. Ils virent ensemble et à divers reprises le prince Louis-Napoléon, président de la République, alors occupé à créer le nouvel Empire. Accueillis avec distinction, ils s'assurèrent le concours du Prince, aux vues ultérieures duquel il convenait qu'un pouvoir fort et énergique s'établît en Piémont. — M. de Cavour passa ensuite à Londres. Reçu par le lord Malmesbury, qui lui témoignait le désir du gouvernement anglais de le voir aux affaires :

« Mais, milord, dit-il, en rappelant son alliance avec M. Rattazzi, je ne puis y rentrer seul ; je représente un parti que j'ai travaillé à constituer, et que je ne suis certes pas disposé à abandonner. »

Et lord Malmesbury lui répondit :

« C'est tout naturel, vous ne pouvez revenir aux affaires qu'avec vos amis. »

Le *Connubbio* se trouvait ainsi officiellement approuvé par les deux puissances dont le bon vouloir

était nécessaire à tout cabinet se formant à Turin, et voulant servir utilement son pays. — Au mois d'octobre, les chefs du centre droit et du centre gauche se retrouvaient à Turin pour la réouverture de la session, et décidaient d'agir, sans attendre davantage.

Dans le but de se rendre l'opinion favorable, M. d'Azeglio avait présenté à la Chambre, avant ses vacances, un projet de loi sur le mariage civil. Le Piémont n'avait (et n'a encore, comme toute l'Italie, grâce à la cour de Rome,) que le mariage religieux. Pour cent raisons de légalité et de bon ordre, il importait que cette question si intéressante fût enfin régularisée. Le ministère avait donc cru y trouver un moyen de popularité et de durée. — Mais la loi, telle qu'il l'avait rédigée, ne contentait personne, ni la droite, ni la gauche. La droite, cléricale jusqu'au bout des ongles, n'en voulait à aucun prix. La gauche s'en expliquait ainsi, par l'organe de l'honorable M. Mellana, député de Casal, alors comme encore aujourd'hui une des individualités les plus remarquables du Parlement : « Il n'y a pas de projet de loi sur le

pas compter sur une majorité dans la Chambre. — Et il exhorta loyalement le Roi, pour en finir, à faire appeler le comte de Cavour, seul possible, par la coalition qui le rendait maître du Parlement.

C'était bien aussi l'avis de Victor-Emmanuel, et il était aise, pour son entourage, qu'un personnage aussi autorisé que M. de Revel lui donnât spontanément ce conseil. M. de Cavour, mandé le soir même au château, n'eut besoin que de peu d'instants pour s'entendre avec le Roi; son gouvernement était tout prêt, et fut déclaré le jour même, 2 novembre. — Se réservant la présidence du Conseil et les finances, il donnait les affaires étrangères au général Dabormida, l'intérieur à M. de San-Martino, et l'instruction publique à M. Cibrario. — Le général Lamarmora conservait le portefeuille de la guerre, M. Paleocapa, les travaux publics, et M. Boncompagni, la justice. Les deux premiers étaient des spécialités indispensables dans tout cabinet, s'occupant d'ailleurs plutôt d'administration que de politique, et en outre fort libéraux. Le troisième s'était rallié en dernier lieu à M. de Cavour, et ne devait rester que temporairement au ministère. Il y gardait la place de M. Rattazzi.

elle. Elle berna donc le représentant sarde à Rome, M. Bertone de Sambuy, et, après s'être suffisamment moquée de M. d'Azeglio, finit cette méchante comédie en faisant répondre par Pie IX lui-même, d'une façon plus qu'altière, inconvenante même, à une lettre autographe du roi de Sardaigne.

Cette malencontreuse négociation avait transpiré dans le public et vivement indisposé les esprits contre le cabinet. Il était évident que M. d'Azeglio venait de subir là un rude échec, dont il lui serait demandé compte tout d'abord dans le Parlement. D'autre part, d'assez violents démêlés personnels avec M. His de Butenval, ministre de France à Turin, avaient contribué à rendre la situation encore plus difficile pour le président du Conseil. — Le retour triomphal de MM. Rattazzi et de Cavour, et l'empressement de tous les hommes politiques autour d'eux, achevèrent de lui ouvrir enfin les yeux. Comme après tout M. d'Azeglio était un noble caractère, il ne voulut pas s'exposer à un échec humiliant devant le Parlement, et il préféra se retirer sur-le-champ. — Le 22 octobre, il déposa entre les mains du Roi sa démission et celle de ses collègues.

Sollicité par les deux reines, sa mère et sa femme, ainsi que par d'éminents personnages de sa cour, Victor-Emmanuel eût désiré sortir par un accord amiable de ce différend avec la cour de Rome. En recevant la démission de M. d'Azeglio, il pensa que peut-être sa personnalité était entrée pour quelque chose dans ce mauvais vouloir [1], et qu'un autre ministre de la même couleur politique réussirait mieux à persuader le Saint-Père.

Il fit appeler le célèbre César Balbo, qui accepta de former un cabinet dans le cas où M. de Revel consentirait à se charger de la présidence et des affaires étrangères, lui-même demeurant ministre sans portefeuille, avec la haute direction politique, mais sans rien à administrer, vu l'état de sa santé. M. de Revel, alors en Savoie, fut appelé à Turin par exprès, et, en attendant son arrivée, le comte Balbo crut devoir adresser à M. de Cavour la curieuse lettre qui suit. — L'alliance des deux centres créait une telle force au sein du parlement, qu'aucun homme intelligent ne pouvait croire

[1] M. d'Azeglio était extrêmement mal vu de la coterie romaine depuis son livre des *Casi di Rimini*, en 1846.

possible de gouverner contre et malgré elle. — M. Balbo espérait obtenir de ses anciennes et amicales relations avec M. de Cavour au moins la neutralité, et c'est pourquoi il lui écrivait en ces termes à sa villa de Léri, dans le Vercellais, où il se trouvait en ce moment:

« J'ai appris de plusieurs personnages haut placés
» et dignes d'estime que, dans le cas où je me char-
» gerais de composer le ministère, et où je parviendrais
» à le former réellement, bien loin de nous être opposé,
» vous nous appuyeriez; je ne puis interpréter cette ex-
» pression d'une manière trop générale et sans penser
» que vous y apportiez quelque restriction. Cependant,
» pour peu qu'il y ait du vrai, je dois vous en remer-
» cier, et je souhaite bien que cela soit ainsi que vous
» le dites; je n'ajoute pas *sincèrement* et *vivement*, car
» vous savez que c'est là mon habitude. — Ajoutez à
» votre généreuse expression une aussi généreuse ac-
» tion; venez à Turin pour deux jours ou deux heures.
» Tout ce que vous pourriez m'écrire ne saurait sup-
» pléer à ce que nous pourrions nous dire en cinq mi-
» nutes, d'autant plus que je ne puis presque plus écrire

» et que je ne lis qu'avec difficulté, même au grand
» jour. — Permettez-moi de reprendre, ne fût-ce que
» pour un moment, notre ancienne formule :
» Adieu, mon cher comte. »

« *P. S.* J'attends Revel (vous ne vous en seriez pas
» douté) avant que d'accepter et de rien entreprendre. »

M. de Cavour avait bien pu employer dans la conversation quelque parole sympathique pour le comte Balbo, qui, s'il se trouvait en retard de son époque, l'avait jadis précédée, et auquel le pays devait réellement beaucoup dans le passé. Mais il n'avait jamais pu croire un instant, lui si bien au courant de la situation, que cet illustre vieillard réussirait pour un seul jour à composer un ministère. Il laissait donc paisiblement, ainsi que M. Rattazzi, la droite s'agiter, et prouver de plus en plus son impuissance. Ce fut par pure courtoisie qu'il répondit au comte Balbo le billet suivant :

« Si vous respectez fidèlement, ainsi que je veux
» bien le croire, la lettre et l'esprit du Statut, si vous

» ne revenez pas sur les choses passées, enfin si vous
» bornant à faire une halte en politique, vous ne ré-
» trogradez pas, vous aurez en moi non pas un parti-
» san, mais un appui contre quiconque voudrait vous
» empêcher de gouverner. J'espère que vous ajouterez
» foi à ces déclarations, car, quelles qu'aient été nos
» divergences en politique, j'ai la conviction de ne
» jamais vous avoir donné occasion de douter de ma
» franchise. — Vous m'engagez à venir à Turin ; c'est
» avec regret que je ne puis le faire ; cela serait inter-
» prété de mauvaise part par nos amis aussi bien que
» par nos adversaires; ce serait nuire, au lieu d'aider,
» à vos efforts pour la formation d'un ministère. »

Mais M. de Revel ne partageait pas les illusions du comte Balbo. Arrivé à Turin le 31 octobre, aux premiers mots que prononça son ami, il opposa un refus formel et motivé de tenter l'aventure. Il savait bien que la droite avait fait son temps et qu'elle était désormais impossible aux affaires, à moins d'une réaction qui renversât tout ce qui avait été édifié depuis 1848. A M. Balbo, comme au roi, il répondit qu'un ministère auquel il attacherait son nom ne pouvait absolument

précipice. La réaction est derrière nous, qui épie nos discussions et s'apprête à tirer parti de nos faiblesses. Il n'est pas possible de dire : « Conservons ce que nous avons, restons au point où nous sommes ; » il faut aller en avant ou en arrière. L'immobilité nous tue comme le recul ; il faut avancer. L'édifice de nos libertés menace ruine, si le ministère ne se hâte d'y mettre la main et de l'achever. La nomination de M. Rattazzi est une garantie en ce sens. »

Si le pays libéral s'était montré joyeux du *Connubbio*, la droite n'avait encore pu pardonner au comte de Cavour ce qu'elle appelait une défection. Prépondérante dans le sénat, elle ne laissait guère échapper d'occasion de témoigner son mauvais vouloir au nouveau ministère. L'accession de M. Rattazzi, bien que naturelle et prévue, ranima son dépit, et un mois, jour pour jour, après les scènes de l'hôtel Cavour, la majorité du sénat repoussait, dans un but trop évident de mesquine opposition, une loi sur le service de la trésorerie votée par la Chambre.

Mais les deux alliés n'étaient pas hommes à se laisser imposer par une semblable manœuvre. Ils en

appelèrent à la nation par la dissolution de la Chambre, et les électeurs leur donnèrent gain de cause complet. — Le sénat se le tint désormais pour dit, et la droite, sans cesser son opposition, surtout au chef du centre gauche, n'espéra plus désormais avoir raison d'un ministère établi sur des bases aussi solides.

M. Rattazzi n'avait pas accepté le pouvoir par vaine ambition, mais bien pour servir utilement son pays et son roi. Tout en contribuant dans une large part à l'attitude résolue du gouvernement sarde, dans sa politique italienne, l'ancien et éminent avocat du barreau de Casale déployait les talents et la science qui avaient jadis commencé son illustration, pour accomplir les réformes judiciaires, consacrées en principe dans le Statut, mais que les circonstances ou le défaut d'une intelligence spéciale chez les divers gardes des sceaux avaient constamment fait ajourner. Outre les qualités dues au travail, M. Rattazzi possédait naturellement le plus haut talent d'administrateur, chose dont M. de Cavour manquait plus qu'on ne peut se l'imaginer. « Ces deux hommes, dit

» un écrivain piémontais, possédant des qualités » éminentes, mais non pas identiques, se complétaient » à merveille, et l'un était nécessaire à l'autre. » Toute l'immense réforme judiciaire et administrative qui, de 1853 à 1858, changea la face intérieure des États sardes, et rendit impossible un retour en arrière, par le déplacement complet des anciennes influences, des habitudes et de la légalité, est due à l'initiative personnelle de M. Rattazzi, que son excessive modestie faisait le plus souvent accomplir le bien, en laissant aux autres la renommée de ses œuvres.

Du mois d'octobre 1853 à la fin de mai 1855, où il échangea les sceaux contre le ministère de l'intérieur, le grand jurisconsulte piémontais présenta et fit voter aux chambres de nombreuses lois dont voici les principales :

— Réforme du Code pénal.

— Modifications au Code de procédure criminelle (contenant une des lois les plus libérales de l'Europe, en matière d'arrestation préventive).

— Réforme de la Cour de cassation.

— Réorganisation des tribunaux et du ministère public.

— Réorganisation de l'ordre des procureurs (avoués).

— Loi pénale contre les délits, spcialement par la parole, commis par les ministres du culte dans l'exercice des fonctions religieuses.

— Loi générale sur la sûreté publique.

— Code de procédure civile et lois accessoires.

— Réorganisation et mise en activité des tribunaux de commerce.

— Suppression de diverses communautés et ordres religieux, et mesures tendant à améliorer la condition des curés et vicaires insuffisamment rétribués.

Cette dernière loi avait une importance considérable. Elle faisait disparaître des corporations qui n'avaient plus de raison d'être ,et répartissait une partie de leurs larges revenus entre des prêtres méritants et qui mouraient de faim. Aussi le bas clergé prit-il vivement parti pour cette excellente réforme, tandis que l'épiscopat jetait feu et flammes contre le garde des sceaux et sa proposition. Et la loi rencontra de telles oppositions, non-seulement dans le Parlement, mais encore parmi l'entourage royal, que le minis-

tère tout entier dut offrir sa démission avant de vaincre ces résistances, vigoureusement appuyées par la cour de Rome, qui ne perdait pas une occasion de susciter des embarras au gouvernement constitutionnel du Piémont.

A cette même date (mai 1855), M. Ponza de San-Martino, ministre de l'intérieur, sortait du cabinet, et M. Rattazzi lui succédait dans ce portefeuille, où il ne se distingua pas moins par son infatigable et habile initiative que dans ses précédentes fonctions.

Ces années si laborieusement employées achevèrent de placer l'ancien ministre de Charles-Albert à ce haut degré de considération et d'influence auquel quelques rares citoyens parviennent par chaque génération. L'estime publique l'entourait à la fois pour sa capacité hors ligne comme administrateur, pour l'intégrité de son caractère, et pour ses qualités privées. Le roi Victor-Emmanuel, fidèle aux dernières recommandations de son père, avait apprécié ce que valait ce vaillant homme d'État, et récompensait son dévouement sans bornes par une confiance et une affec-

tion sans pareilles. Sa prépondérance dans le parlement était devenue extrême, en dépit des jalousies et des vieux ressentiments qui continuaient à s'y agiter contre lui, sans trêve ni relâche. La majorité l'écoutait avec une notable faveur, et son opinion faisait loi à la tribune comme jadis au barreau. — Un écrivain du pays parle ainsi de lui, à l'époque où nous sommes parvenus :

« . . . . Nous ajouterons pour le peindre complétement, que, soit comme ministre, soit comme député, il se signala surtout par ses qualités oratoires...... C'est un très-habile avocat parlementaire, qui louvoie toujours dans le positif en pilote expérimenté, qui connaît bien les parages où il se trouve, et qui, s'il s'égare quelquefois, s'égare plutôt par artifice que par erreur. Sa parole est aussi rapide que spontanée, fluide, incisive, hardie et pénétrante. Contrairement à l'habitude des autres orateurs, il ne prend jamais de notes. Sa mémoire le sert merveilleusement lorsqu'il expose la série des arguments qu'il a à combattre. Surpris par la politique lorsqu'il feuilletait encore règlements et procès, il sut tirer

parti de son esprit fin et subtil pour plaider des causes parlementaires.....

» Personne, du reste, n'a plus que lui la facilité du développement des matières en discussion. Sous ce rapport, il ne tarda pas à se poser comme la première capacité du Parlement piémontais. Ses remarquables qualités d'orateur le rendent encore aujourd'hui le membre du cabinet le mieux écouté après M. de Cavour. Sa parole, vive et coulante, vibrante et aiguë, émeut et intéresse toujours; c'est pourquoi on le regarde généralement comme l'orateur ministériel. »

V

Dans cette même année 1855, où M. Rattazzi échangeait les sceaux contre le portefeuille de l'Intérieur, allait s'accomplir l'événement capital du ministère du *Connubbio* : la participation du Piémont à la guerre contre la Russie, en compagnie de la France et de l'Angleterre, participation qui éleva moralement dès lors ce petit État au rang de grande puissance d'Europe, et lui assura l'alliance française contre l'Autriche, pour les luttes à venir.

Le 10 avril 1854, la France et l'Angleterre intervenant en faveur de la Turquie, menacée par la

Russie d'absorption violente, décidaient d'agir au besoin par les armes, pour arrêter l'autocrate du Nord sur la route de cette Constantinople, depuis si longtemps convoitée. — L'Autriche, invitée dans le cours de l'année à adhérer à cette ligue, au nom de l'intérêt européen, le faisait d'une manière évasive, en gardant toujours le droit de se ranger du côté du parti du vainqueur. — Le même appel avait été fait au cabinet de Turin, et MM. de Cavour et Rattazzi, avec l'intuition du génie, s'empressaient de souscrire à l'alliance offensive qui leur était proposée, et de fournir un contingent proportionnel pour l'expédition de Crimée.

Le cabinet de Vienne se sentait frappé au cœur par cette nouvelle. — « C'est, disait un diplomate autrichien, c'est un coup de pistolet tiré à bout portant aux oreilles de l'Autriche. » — Et cependant les deux hommes d'État piémontais avaient dû lutter contre une forte opposition, au sein même du Conseil, où M. Cibrario, presque seul, s'était montré de leur avis, de même qu'ils allaient avoir à subir dans le parlement les attaques passionnées de la droite et de la gauche, leur reprochant de jeter dans une entre-

prise folle et sans résultats pour le royaume le sang et l'or du pays.

Le 26 janvier 1855, était signé entre les trois cours de Paris, Londres et Turin, le traité par lequel le Piémont s'engageait à expédier et à entretenir un corps de 15,000 hommes, jusqu'à la fin de la guerre, pour agir de concert avec les deux autres armées. — Le 3 février, ce traité était soumis à la Chambre, et approuvé après une semaine entière d'orageux débats, soutenus vigoureusement et pendant toute leur durée par M. Rattazzi, notamment contre MM. de Revel et Menabrea, de la droite, aussi bien que contre les principaux orateurs de la gauche.

Bientôt après, le contingent sarde débarquait en Crimée, sous le commandement du général Alphonse de La Marmora ; rudement éprouvé au début par le choléra, il se couvrait de gloire à la bataille de la Tchernaïa, le 16 août. — Les relations les plus intimes s'étaient promptement établies entre Piémontais et Français, et la solidarité de vues et d'intérêts qui devait si prochainement amener l'intervention de la France en Italie, prenait naissance sur ces plages lointaines.

Les affectueux témoignages de gratitude adressés alors par les cours des Tuileries et de Saint-James au roi de Sardaigne, suggérèrent à ce prince l'idée d'un voyage à Paris et à Londres, dans le but de nouer avec l'empereur Napoléon III, la reine Victoria, et leurs ministres, des relations personnelles qui pussent un jour profiter à la cause italienne.— Ce projet était effectivement réalisé au mois de novembre 1855. M. de Cavour accompagnait le roi dans cette excursion, d'où l'on peut dire que data la première pensée des accords de 1859; car l'empereur des Français ayant adressé à Victor-Emmanuel cette question : « Que peut-on faire pour l'Italie? » le ministre sarde songea aussitôt à lui soumettre le plan qui, discuté plus tard dans ses détails à Plombières, fut mis à exécution lors de la campagne d'Italie.

La prise de Sébastopol, la mort de Nicolas, avaient changé les dispositions de la cour de Russie. — Le nouveau czar acceptant, en janvier 1856, la médiation autrichienne, se prêtait à une paix qui consacrait les glorieux succès des alliés, et le Piémont était invité à figurer sur le pied de l'égalité, à côté des

cinq grandes puissances de l'Europe, dans le congrès qui réunissait à Paris leurs représentants.

Le premier plénipotentiaire désigné par le gouvernement sarde fut M. Maxime d'Azeglio. Ce choix ne plaisait guère à M. Rattazzi, qui ne voyait que M. de Cavour capable de remplir une tâche aussi délicate et aussi considérable. Réunissant ses efforts à ceux de M. Cibrario, passé alors de l'instruction publique aux affaires étrangères, il parvint à obtenir ce changement, et M. de Cavour partit pour Paris. — Toute la marche à suivre pour amener la question italienne sur le tapis avait été arrêtée entre les deux collègues; et les lettres intimes de M. de Cavour montrent comment il rendait compte de tous les détails de cette importante tentative à M. Rattazzi, demeuré pendant ce temps à la tête du gouvernement.

La ratification du traité de Paris donna lieu dans le parlement sarde à une éclatante approbation de la conduite du ministère. L'extrême droite, seule, aveuglée par son mauvais vouloir envers l'administration du *Connubbio*, tint à protester contre l'enthousiasme général, et à nier les magnifiques résultats

qu'on devait aux hommes habiles qui présidaient aux destinées de l'État.

Le courageux réquisitoire lu devant le Congrès par M. de Cavour contre le régime de violence auquel l'Italie se trouvait soumise depuis 1849, n'était pas fait pour améliorer les rapports du Piémont avec l'Autriche. Les témoignages de reconnaissance adressés au ministère sarde, aussi bien du Lombard-Vénitien que des autres provinces, achevèrent de surexciter la mauvaise humeur du cabinet de Vienne. — Deux circonstances, en dernier lieu, convertissaient cette mauvaise humeur en colère déclarée.

Comme l'empereur François-Joseph arrivait à Milan, au mois de janvier 1857, un Comité secret transmettait publiquement à Turin une grosse somme, produit de souscriptions recueillies dans toute la Lombardie, et destinée à l'érection d'un monument en l'honneur de l'armée sarde. — Et en même temps, les manifestations de l'antipathie la plus énergique accueillaient le maître étranger.

Le gouvernement sarde ayant décrété l'armement

de la forteresse d'Alexandrie, une souscription nationale s'ouvrit pour l'achat de cent canons destinés à cet effet, et les villes du Lombard-Vénitien envoyèrent plus de la moitié de l'argent encaissé, avec grand accompagnement d'adresses de félicitation et d'encouragement.

Devant ces deux faits, publics et avoués, l'Autriche n'y tint plus. La *Gazette de Milan*, exprimant tout le ressentiment qui débordait du cœur de François-Joseph et de ses ministres, lança une diatribe des plus violentes contre le cabinet de Turin, véritable déclaration de guerre, à laquelle MM. de Cavour et Rattazzi répondirent de la façon la plus digne et la plus courageuse. — Et simultanément à ce manifeste, l'envoyé autrichien présenta au gouvernement de Victor-Emmanuel une note impérieuse, réclamant de fortes restrictions à la liberté de la presse, et annonçant qu'en cas de refus, il avait ordre de déclarer les rapports diplomatiques rompus entre les deux États, et de se retirer avec tout le personnel de sa légation.

Ce n'était pas au lendemain de la guerre de Crimée et des puissantes alliances qu'elle lui avait values, que la Sardaigne pouvait céder à de telles exigences.

Le ministre autrichien quitta donc Turin, et à l'attitude prise dès ce moment par la cour de Vienne envers le Piémont, il devint facile de prévoir qu'un jour ou l'autre elle allait recourir à la force pour réduire cet incommode voisin.

L'admirable dévouement de la royauté sarde à la cause italienne n'empêchait cependant pas, en ce même moment où elle acceptait bravement les conséquences d'une rupture ouverte avec l'Autriche, une tentative insensée du parti mazzinien dans ses propres États. — Le 29 juillet 1857, une poignée de gens armés se rua sur un des forts détachés qui couronnent Gênes, assassina un malheureux sergent, et désarma quelques soldats, pendant que d'autres affiliés au même complot essayaient un soulèvement dans la ville. Cette folle et criminelle entreprise fut réprimée sur-le-champ, et souleva une indignation unanime dans le pays.

Comme pendant de ce fâcheux événement, une violente agitation cléricale, suscitée par la cour de Rome, sur la prière de l'Autriche, venait remuer les provinces, en prévision des élections générales qui

devaient avoir lieu au mois de novembre. Et grâce à la complicité de certaines autorités locales, ces élections envoyèrent à la Chambre des rétrogrades notoires, ennemis déclarés du gouvernement.

M. Rattazzi, le meilleur et le plus habile ministre de l'intérieur qui ait existé jamais, n'était en rien responsable de ces deux faits d'un genre si opposé, et qui auraient également eu lieu sous tout autre administrateur. — Et néanmoins, par un curieux effet des haines de parti, que n'avaient désarmées ni ses éminents services, ni son caractère conciliateur, on en arrivait à s'en prendre à lui et à l'attaquer violemment.

Toujours aussi malveillante à son égard qu'au lendemain du *Connubbio*, la droite de la Chambre n'avait cessé de faire à ce grand homme d'État une guerre d'autant plus acharnée que, dans les questions décisives, comme la réforme des couvents, la guerre de Crimée, le traité de Paris, il l'avait lui-même constamment battue et réduite au silence. Aussi n'y avait-il ni trêve ni merci à son égard.

A la première nouvelle du complot mazzinien de Gênes, il n'y eut qu'un cri dans cette faction pour

accuser de complicité le ministre de l'intérieur. Et si absurde, si incohérente que pût paraître cette accusation, elle n'en fut pas moins répétée sous toutes les formes, avec toute l'impudence de la passion qui ne recule devant rien.

Une autre coterie, tout aussi perfide, quoique plus cachée, tendait égalemment au même but, et par les mêmes moyens. Elle se composait d'une partie de l'entourage de M. de Cavour, médiocrités jalouses, prosternées devant le premier ministre, insolentes avec tous les autres, et qui, ne pouvant dominer M. Rattazzi, ni commander dans son département, comme elles le faisaient ailleurs, le détestaient pour le moins autant que les cléricaux. — M. de Cavour avait le tort de ne pas réprimer par un acte d'énergie cette opposition, organisée dans son antichambre, contre un collègue auquel il devait tant. Mais peut-être l'attitude de parfaite égalité que l'ancien chef du ministère de Novare avait toujours gardée avec lui commençait-elle à lui peser, maintenant que le succès et le long exercice du pouvoir l'avaient habitué à la domination. — Et d'ailleurs, on n'est pas parfait !

Cette coterie donc, pendant que les gens de la droite accusaient le ministre de l'intérieur d'entente avec Mazzini pour lui livrer le Piémont et la maison de Savoie, cette coterie lui imputait d'autre part à crime le succès des candidatures cléricales dans les élections de novembre 1857, et jetait les hauts cris au nom de l'État en danger par l'impéritie, la faiblesse et la *coupable condescendance* de cet Urbain Rattazzi, qui laissait ainsi les champions de Rome et de l'Autriche envahir le parlement national !!!

« Nous ne voulons pas ajouter, dit une récente biographie de l'illustre chef du centre gauche, qu'en ces jours-là M. Rattazzi ne trouva pas chez ses collègues cet appui et cette loyauté qu'il avait droit d'attendre, bien qu'on l'ait alors prétendu. Et nous rappelons ces choses, non par esprit de récrimination envers qui que ce soit, mais pour obéir à la tâche que nous nous sommes imposée : de dire la vérité et de la dire entière et à tous. Il n'y avait rien de grand, rien de noble ni de généreux dans la guerre faite à M. Rattazzi. On en venait jusqu'à lui faire un crime de cette bienveillance dont le roi Victor-Emmanuel avait hérité

envers lui de son magnanime père, l'exilé d'O-porto[1]. »

Fatigué de ces incessantes et déloyales attaques, le ministre de l'Intérieur résolut de rentrer momentanément dans la vie privée. Malgré les pressantes instances du roi et de M. de Cavour lui-même, qui, au moment de voir cette séparation s'accomplir, comprenait tout le dommage qu'elle allait causer à son administration, il persista dans son projet et se démit de ses fonctions le 14 janvier 1858.

L'impression produite par un fait aussi grave et parfaitement inattendu, fut considérable. Un honorable député s'en rendait, le lendemain même, l'interprète à la Chambre par les paroles suivantes :

« — La majorité libérale s'est montrée jusqu'à ce
» jour unie et compacte pour appuyer le gouverne-
» ment libéral, et je crois qu'elle désire pouvoir conti-
» nuer dans cette même voie. Mais il n'y a pas à mé-
» connaître qu'une partie de cette majorité provenait
» de la présence dans le cabinet d'un homme qui,

[1] Felice Mogliotti, *Urbano Rattazzi, con cenni storici parlementari.*

» sorti des rangs du peuple, était une garantie de pro-
» grès populaire. Et cette confiance, M. Rattazi la mé-
» ritait d'autant plus que, dans les dernières discus-
» sions, nous l'avons encore vu se poser en adversaire
» des principes anti-libéraux. Et il y a peu de jours,
» répondant à une interpellation qui lui était faite de
» ces bancs, il n'hésitait pas à déclarer, avec la cir-
» conspection naturelle de l'homme d'État, que la po-
» litique du ministère ne cesserait jamais de répondre
» aux justes espérances de progrès et de liberté dont
» sont animés les principaux soutiens de la cause
» libérale. »

Ce même discours se terminait par une interpellation au ministère sur les causes de la retraite du ministre de l'Intérieur. M. Rattazzi, se levant alors des bancs du centre gauche où il était retourné occuper son ancienne place, déclara que des motifs tout personnels l'avaient amené à cette résolution, et exhorta généreusement ses amis et adhérents à continuer leur appui au pouvoir: « — Je crois que cela ne doit nulle-
» ment être un motif pour mes amis de l'opinion li-
» bérale de se séparer du ministère, mais, qu'au
» contraire, ils y trouveront une raison d'autant

» plus grande de rester unis et serrés pour ré-
» sister au parti hostile à la patrie et à nos institu-
» tions. »

Deux jours après cette séance, un membre de l'extrême droite, rencontrant au club M. de Cavour, s'avisa de le féliciter de s'être défait du *Démocrate.* — « Je ne comprends pas la nature de vos félicita-
» tions, répondit le président du Conseil, tout ce que
» je sais, c'est que le ministère a perdu son bras
» droit. » — Il venait alors d'écrire à M. de Villamarina, ministre de Sardaigne à Paris, cette belle et noble lettre, où la force de la vérité et le sentiment de la justice lui faisaient dire :

« Maintenant que Rattazzi est sorti du ministère, il
» est temps que la vérité se fasse jour sur son compte,
» et qu'on commence à lui rendre justice. Vous qui
» le connaissez à fond, vous pouvez contribuer à
» cette œuvre réparatrice.

» ..... Rattazzi a toujours été le membre le plus
» conservateur du cabinet, le partisan le plus décidé
» du principe d'autorité. Le roi, la monarchie, la

» cause de l'ordre, n'ont pas de partisan plus sincère,
» plus dévoué que lui.

» Il est libéral par conviction; intelligence de l'ordre
» le plus élevé, il a l'esprit juste et fin. Personne ne
» saisit plus vite ni mieux que lui une affaire, et il est
» difficile qu'il se trompe dans ses appréciations soit
» des questions politiques, soit des questions admi-
» nistratives.

» .....La sortie de Rattazzi m'a causé un profond
» chagrin. Non-seulement parce que j'ai pour lui
» une vive et sincère amitié, mais parce qu'il est
» triste de voir succomber un homme qui a tant de
» mérite et qui a rendu de si véritables services à son
» pays.....»

L'année 1858, remplie par les querelles avec Naples et l'Autriche, et terminée par l'entrevue de Plombières, où l'intervention française et ses conditions furent définitivement réglées, se passa, pour M. Rattazzi, en étude attentive des événements qui se préparaient. — Le 10 janvier 1859, le Roi, ouvrant le Parlement, prononçait ces paroles fameuses, auxquelles l'Autriche répondit bientôt par l'injonction

de désarmer et par l'invasion : « — Nous ne sommes » pas insensibles au cri de douleur qui s'élève vers » nous de tant de parties de l'Italie. » — La Chambre des députés avait à élire son président, en remplacement de M. Cadorna, devenu ministre de l'Instruction publique; elle nommait d'enthousiasme M. Rattazzi, aux applaudissements de tout le pays libéral.

VI

L'invasion autrichienne, à la fin d'avril 1859, l'arrivée de l'armée française, les prodiges de la campagne de Lombardie à Palestro, à Magenta, à Solferino, à San-Martino, la délivrance de presque toute l'Italie supérieure venaient de s'accomplir avec la rapidité d'un rêve. L'armée franco-sarde, en possession du cours du Mincio, s'apprêtait à faire coïncider l'investissement des forteresses du Quadrilatère avec l'attaque de Venise par la flotte française. Déjà les ordres étaient donnés, le jour fixé pour la reprise de l'action, et l'on

s'attendait à voir bientôt réalisé le programme impérial : «L'Italie libre des Alpes à l'Adriatique; » quand une nouvelle, répandue instantanément du quartier général français à Milan et à Turin, niée d'abord, mais officiellement confirmée, vint jeter le désespoir dans toutes les âmes. — L'empereur Napoléon III, s'arrêtant à Valeggio, avait, tout d'un coup, sur des nouvelles venues de France, fait porter des propositions de paix à l'empereur François-Joseph, enfermé dans Vérone. Un armistice était conclu. La paix se signait entre les deux souverains, dans la célèbre entrevue de Villafranca. La Vénétie et les forteresses restaient à l'Autriche.

L'histoire dira un jour les noms des deux hommes aux manœuvres desquels était dû ce douloureux résultat de tant de sang versé, de tant de sacrifices accomplis, ce naufrage de tant d'espérances. — Ce n'était pas la force du Quadrilatère qui arrêtait ainsi Napoléon III, mais bien ces rapports perfides où on lui montrait l'Europe entière en armes contre l'Empire, et la France elle-même pleine d'irritation de la généreuse conduite, et prête à se soulever. Odieuse trahison, qui nécessitait dans l'avenir une nouvelle

guerre pour achever ce programme d'émancipation, si brusquement interrompu.

A la communication qui lui était faite de la déplorable paix de Villafranca, pour qu'il y donnât son adhésion, le premier mouvement de Victor-Emmanuel avait été de répondre par un refus énergique. Il avait cependant bien fallu baisser la tête devant l'impossibilité d'agir seul, et subir la loi de la fatalité. — M. de Cavour était accouru au camp sur la nouvelle de l'armistice, et déconcerté par un événement aussi imprévu, effrayé de la réaction qui allait s'opérer dans les esprits, découragé, plein de défiance de l'avenir, il se démettait de la présidence du Conseil, ce qui amenait la retraite de tout le ministère, et partait pour sa terre de Leri, en déclarant qu'il voulait rester désormais étranger à la politique.

Cette retraite augmentait encore la consternation générale. « — Qui serait appelé, dit un auteur italien, et qui voudrait accepter la succession de ce cabinet? — On parla d'abord de M. de Revel, puis on prononça le nom du comte Arèse, grand ami de Napoléon III, puis d'autres encore à l'infini. Mais les

populations restaient dans une sombre défiance; aucun des personnages mis en avant par la rumeur publique ne paraissait, en ces difficiles et douloureuses circonstances, réunir en lui-même ou présenter dans ses antécédents des garanties suffisantes pour un avenir aussi douteux. Les imaginations effrayées se reportaient sans cesse à l'obscurité de ces préliminaires de paix, si contraires à l'attente générale, aux résultats d'une guerre constamment heureuse. . .

. . . .

» Il est positif que parmi ceux de nos hommes d'État agréables au pays, il ne s'en trouvait pas qui se souciassent d'entrer aux affaires. Il y a des moments où les difficultés et les dangers surpassent de beaucoup les plaisirs et l'attraction du pouvoir. L'accepter dans ce cas, c'est faire preuve d'un grand courage, c'est savoir s'élever jusqu'à la vertu du sacrifice. M. Rattazzi, après Villafranca, eut ce courage et sut faire ce sacrifice. Ce serait plus que de l'injustice, de l'ingratitude même, que d'oublier ou même de ne pas reconnaître ce fait. M. Rattazzi n'est pas ambitieux, comme le prétendent ses malveillants adversaires. C'est le pouvoir qui vient à lui, et non pas lui

qui recherche le pouvoir, et encore moins par des moyens tortueux et illégitimes. Et le plus souvent il le subit, parfois même au risque de l'impopularité, tranquille de sa propre conscience, et dans la conviction de bien servir son pays. — Lorsqu'on lut ces lignes dans la *Gazette officielle :* « M. Urbain Rattazzi » est chargé de composer le ministère, » ce fut comme si on enlevait un poids de toutes les poitrines; la nation commença à respirer librement. Le nom seul du député d'Alexandrie était tout un programme : son passé était un gage certain contre les dangers du moment et pour notre avenir. Ce n'était certainement pas avec un premier ministre comme celui qui avait proposé la loi sur l'abolition des couvents que nos libertés pouvaient courir des risques; ce n'était pas avec ce même Rattazzi, qui avait si chaudement appuyé l'expédition de Crimée, que l'intérêt national pouvait être négligé [1]. »

En s'adressant à M. Rattazzi pour former un cabi-

[1] Félice Mogliotti, *Urbano Rattazzi, con cenni storici parlementari.*

net [1], le roi n'obéissait pas seulement à un sentiment d'affection personnelle. La politique de Novare avait définitivement triomphé. 1859 vengeait 1849. L'ancien ministre de Charles-Albert était bien l'homme de la nouvelle situation ; et, si la paix de Villafranca avait laissé incomplète la libération de l'Italie, on pouvait être du moins assuré que celui-là saurait hardiment tirer tout le parti imaginable des nouveaux principes posés et des droits acquis dans la campagne de Lombardie.

Ce n'était point une sinécure qu'il prenait là. Peu d'hommes d'État eussent osé assumer une aussi lourde responsabilité.

La Toscane, les duchés de Parme et de Modène,

[1] Le nouveau ministère était ainsi composé :
Intérieur, M. Rattazzi ;
Affaires étrangères, le général Dabormida ;
Guerre et marine, le général La Marmora ;
Finances, M. Oytana ;
Justice, M. Miglietti, s'étant retiré trois mois après, il fut remplacé par M. Cassinis ;
Travaux publics, le marquis Monticelli ;
Instruction publique, le comte Casati ;
Sous-secrétaire d'État de l'intérieur, M. Capriolo.

les Romagnes, délivrés de l'occupation autrichienne par la marche en avant de l'armée française, s'étaient empressés de chasser leurs despotiques maîtres, vassaux de l'étranger, et de proclamer leur volonté de s'unir à la monarchie de Victor-Emmanuel. Des autorités provisoires les gouvernaient au nom du *roi élu*. — Or, maintenant que les conventions de Villafranca avaient stipulé la réintégration des souverains déchus, qu'allait-il se passer? — Seraient-ils restaurés par la force? La France et le Piémont, après tant d'assurances d'appui, livreraient-ils ces populations à une intervention autrichienne, aux terribles vengeances de leurs ex-bourreaux, comme en 1849? — Voilà ce que se demandaient les Italiens du centre, prêts à tomber dans le désespoir le plus affreux et tournant vers Turin des regards pleins d'anxiété.

Il fallait donc, à la fois, négocier en faveur de ces malheureuses provinces, pour empêcher toute violence à leur égard, leur tendre secrètement la main et les encourager, malgré la réserve extérieure imposée par les préliminaires de Villafranca, à s'organiser, à manifester leurs vœux dans la forme légale, à la face de Dieu et de l'Europe, de manière à

pouvoir profiter de la première circonstance favorable pour accomplir l'union.

La conquête avait donné la Lombardie au roi de Sardaigne. Tout y était à faire. Le nouveau royaume exigeait un système administratif et judiciaire nouveau, qui fusionnât immédiatement ses parties anciennes et récentes.

Puis il y avait encore, à l'intérieur, à contenir les partis, à veiller sur la réaction, qui, furieuse de tant de désastres, cherchait partout des éléments de troubles, et profitait de l'exaltation des esprits pour compromettre la révolution par des excès populaires. — Il fallait, en un mot, avoir l'œil et la main partout, décider de tout, remédier à tout. — Et en d'aussi solennelles circonstances, où tant d'intérêts, et si divers, voulaient chaque jour une décision, la moindre faute pouvait devenir mortelle. L'Autriche, appuyée par toute la diplomatie, se tenait aux aguets pour profiter de la première erreur.

Eh bien, M. Rattazzi sut parer à tout cela. Fort heureusement il gouvernait avec les pleins pouvoirs, votés par le Parlement au moment de la guerre, et n'avait pas à subir les discussions d'une assemblée.

La confiance du roi lui donnait carte blanche. Il en usa avec un admirable succès.

Dans les négociations de Zurich, il obtenait la consécration officielle du principe de non-intervention. Dès lors, malgré la nouvelle reconnaissance des droits des princes, lettre morte, vaine formule de chancellerie, si la force ne l'appuyait point, l'Italie centrale était sauvée

En même temps, le chef du cabinet sarde affermissait ces provinces dans leur résolution. Il envoyait dire à leurs chefs de tenir bon, et que le Piémont se ferait écraser au besoin une nouvelle fois comme à Novare, seul contre tous, plutôt que de les abandonner [1]. — Il commençait l'union par tous les moyens en son pouvoir : suppression des frontières, des douanes et des passe-ports, fusion des postes et télégraphes, exécution réciproque des jugements sans exequatur, organisation des troupes sur le modèle et à la suite des cadres de l'armée piémontaise. —

[1] Telles sont les paroles prononcées devant moi à cette époque.

Deux hommes d'un grand patriotisme et d'une puissante énergie, le baron Ricasoli, en Toscane, et M. Farini, dans l'Émilie (duchés de Parme et de Modène et Romagnes réunis), répondaient intelligemment à cette généreuse conduite, et en appelaient au suffrage populaire pour réclamer l'annexion. — Des députations se rendaient solennellement à Turin afin de supplier Victor-Emmanuel de recevoir ces peuples dans le concert de ses États; et si de puissants obstacles s'opposaient à la réalisation immédiate de ces vœux, on verra plus loin comment le ministère sarde mettait tout en œuvre pour les surmonter, et allait même jusqu'à une hardiesse excessive, du propre aveu du comte de Cavour, alors plutôt intéressé à diminuer qu'à augmenter ses mérites en ce genre.

J'ai dit qu'en outre de ces graves préoccupations, il y avait encore à fusionner les provinces lombardes avec l'ancien royaume sarde ; et c'est là surtout que M. Rattazzi se montra admirable. — Ayant à étendre aux nouveaux territoires les lois administratives et judiciaires du Piémont, dont la refonte totale était depuis longtemps admise en principe, il préféra, en vertu des pleins pouvoirs, profiter de cette occasion

pour doter le pays, sans plus de retards, des améliorations jugées nécessaires. En travaillant jour et nuit, il refit successivement tout le système intérieur de l'État.

« Nous ne nous proposons pas d'énumérer ici une à une les nombreuses lois promulguées dans le court espace de quatre mois. Il est constant qu'administration générale de l'État, administration communale et provinciale, conseil d'État, cour des comptes, magistrature, code de procédure civile, code de procédure criminelle, instruction publique, sûreté générale, œuvres de charité, travaux publics, en un mot tous les éléments les plus importants du gouvernement d'un pays furent organisés sur des bases nouvelles. L'administration centrale reçut une extension aussi complète et une impulsion aussi énergique que possible. L'œuvre législative du ministère fut une véritable révolution, et, à ce point de vue, on peut dire que M. Rattazzi est chez nous la personnification d'un système. . . . .

» L'histoire nous fournit des exemples d'États constitutionnels où, en des moments de crise su-

prême, les pleins pouvoirs ont été accordés au chef de l'État. Elle ne nous montre nulle part, que nous sachions, un gouvernement, à l'issue de cette dictature, laissant le pays en possession de libertés plus grandes. C'est là l'admirable exception dont peut se faire gloire le Cabinet de 1859. Il sut utiliser les pleins pouvoirs, héritage épineux au moment où il le recueillait, pour gratifier le pays de lois bien autrement larges que celles sorties jusque-là des débats du Parlement [1]. »

Cependant, sur l'initiative anglaise, des négociations avaient été commencées pour la réunion d'un nouveau congrès à Paris, dans le genre de celui de 1856, pour régler définitivement les affaires italiennes et notamment le sort de l'Italie centrale, que le traité de Zurich laissait dans une fâcheuse incertitude. En effet, ces provinces, ne voulant absolument pas recevoir leurs anciens maîtres et ne pouvant se donner au roi de Sardaigne, empêché lui-même de les accepter légalement, risquaient de tomber dans la plus

[1] Félix Mogliotti, ouvrage déjà cité.

fâcheuse anarchie. — Mais le but secret du cabinet de Saint-James était surtout d'entraver les cessions territoriales qu'il savait consenties à la France par le gouvernement de Victor-Emmanuel, depuis l'entrevue de Plombières (1858), et dont le mode se discutait alors entre Paris et Turin. La connaissance qu'eut de ces intentions la cour des Tuileries, et principalement le refus de l'Autriche, firent avorter le projet de congrès.

Le cabinet sarde avait pris dès l'abord la chose au sérieux, et M. Rattazzi s'était empressé d'en écrire à M. de Cavour, en le priant, au nom du roi et du pays, d'accepter une seconde fois le rôle de plénipotentiaire dans lequel il s'était déjà si brillamment montré, — M. de Cavour consentit, et vint à Turin conférer avec son ex-collègue. — Le mouvement d'effroi et de dépit qui l'avait éloigné des affaires après Villafranca était passé : l'horizon s'éclaircissait sensiblement ; il reprenait goût à la politique. Et d'ailleurs ce n'était pas sans une involontaire jalousie qu'il voyait un autre que lui travailler d'une main aussi ferme que sûre à l'accomplissement de tant de grandes choses, et faire faire à l'unité nationale un aussi grand

pas que l'annexion définitive des États du centre. — Il enviait cette gloire ; et son nombreux parti, qui ne se voyait pas sans impatience privé des avantages du pouvoir, le poussait vivement à mettre tout en œuvre pour le ressaisir.

Quoi qu'il en soit, M. de Cavour, après avoir montré une assez grande estime du cabinet Rattazzi pour consentir à le représenter au congrès avorté, M. de Cavour (ou, pour dire plus vrai, son entourage) ne tarda pas à se déclarer ouvertement en opposition et à agir contre ce même ministère. Une intrigue de la diplomatie anglaise, qui l'appuyait avec vigueur, des difficultés avec la France à propos de la cession de Nice, à laquelle le cabinet se refusait, vinrent en aide à l'ancien chef du centre droit, dans la campagne qu'il entreprenait si soudainement. — Je n'entrerai pas dans le détail de cette compétition, où M. Rattazzi montra une grandeur d'âme peu commune. Soutenu par le roi, pouvant faire les élections pour la nouvelle législature et disputer le terrain avec succès, il préféra se retirer et laisser la place à son rival, plutôt que d'accepter une lutte dont le pays eût à souffrir. L'illustre homme d'État et ses collègues re-

mirent leurs portefeuilles au roi le 14 janvier 1860, et M. de Cavour rentra aussitôt aux affaires.

« — Plus grande était notre admiration pour le puissant et souverain génie du comte de Cavour, dit M. Mogliotti, et moins nous pouvons nous expliquer l'impatience du patricien turinois à vouloir se substituer au ministère Rattazzi. »

L'active et intelligente conduite du cabinet démissionnaire allait tout justement porter ses fruits. — Les annexions de l'Italie centrale, préparées par M. Rattazzi, s'accomplissaient alors, et le nouveau président du Conseil avait le plaisir, si désiré, d'accueillir officiellement les chefs de ces provinces, et de rédiger les actes authentiques qui consacraient la volonté nationale et l'acceptation du roi. — Toutefois, dans la même année (séance de la Chambre, du 11 octobre 1860), ayant à s'expliquer sur ce sujet, il eut la loyauté de rendre en ces termes justice à son prédécesseur :

« — Les honorables députés Minghetti et Galeotti vous ont démontré que si l'annexion de la Toscane et de l'Émilie ne s'est pas accomplie immédiatement

a près le vote de ces provinces, ce ne fut certainement la faute ni de ces populations, ni des illustres citoyens appelés par elles à les diriger. — Je vous dirai à mon tour que si ces annexions n'eurent pas lieu de suite, ce ne fut pas non plus la faute du gouvernement du roi. Et je parle ici, non-seulement pour le ministère actuel, mais encore pour ce qui regarde celui auquel nous avons succédé. — Et de fait, messieurs, était-il possible qu'immédiatement après les conventions de Villafranca, lorsqu'on discutait à Zurich le traité de paix, était-il possible qu'alors notre gouvernement se rendît aux désirs des Toscans et des peuples de l'Émilie qui réclamaient l'annexion immédiate? — Si vous réfléchissez aux conditions dans lesquelles se trouvait le pays, je ne dis pas seulement à l'égard de l'Autriche, mais même à l'égard de la France, vous devrez reconnaître que la réponse faite à Turin par le roi aux députés de la Toscane et des duchés, et à Milan à ceux des Légations, *n'était un acte ni timide ni modéré, et qu'il touchait même à l'extrême limite au delà de laquelle la hardiesse se fût changée en imprudence.* — Si le gouvernement ne pouvait accepter les annexions à la veille du traité de Zurich, il ne le pouvait pas davantage

le lendemain. Les temps se faisaient plus favorables. Mais l'idée fut mise en avant en Europe, et acceptée pendant quelque temps par toutes les grandes puissances, d'un congrès européen, qui devait se réunir sur la base, proclamée par deux d'entre elles, de la non-intervention, ce qui arrivait à dire : sur la base du respect de la volonté des Italiens. — Tandis que ce congrès était pour se réunir, et alors qu'on espérait que ses décisions seraient favorables à l'Italie, précipiter les annexions que les gouvernements les mieux disposés à notre endroit nous conseillaient de suspendre, eût été non-seulement un manque de prudence, mais même *une folie.* — Les probabilités d'un congrès se trouvant reculées, le ministère qui était alors au pouvoir décida l'envoi d'une mission à Paris et à Londres pour hâter les annexions ; et je ne saurais blâmer cet acte, puisque j'acceptai alors de représenter notre gouvernement dans ces deux capitales. »

M. Rattazzi avait repris son simple siége de député à la tête de ce centre gauche, resté intact au milieu

de tant de transformations. — Sans rancune, comme sans autre ambition que le bien du pays, il prêtait au pouvoir tout son appui, joyeux de voir les événements de la Sicile et de Naples réaliser presque entièrement cette unité nationale, au triomphe de laquelle il a voué toutes ses forces.

Au commencement de l'année 1861, le premier parlement du grand royaume d'Italie, délivré et unifié,— nord, centre et midi, — se réunissait à Turin, et la Chambre des Députés nommait à l'unanimité M. Urbain Rattazzi son président. — Glorieux hommage rendu à cette noble existence, ainsi qu'à la politique de Novare, et dont l'âme de Charles-Albert qui préside, radieuse, à la résurrection de la terre italienne, dut se sentir touchée ! — On sait déjà dans quelles circonstances l'illustre homme d'État a échangé ces hautes fonctions pour la présidence du conseil des ministres, qu'il occupe actuellement.

CH. DE L. V.

LETTRES INÉDITES

DU COMTE

CAMILLE DE CAVOUR[1]

I

Les lettres du comte Camille de Cavour nous retracent entièrement l'homme tel qu'il a été, sa puissante intelligence, son caractère prompt et énergique. Ennemi des ambiguïtés et des détours, il loue et il critique sans restriction, et il dévoile souvent avec une franchise singulière ses plus secrètes pen-

[1] Les lettres et fragments de lettres que nous publions ici font partie d'une volumineuse correspondance entre le comte de Cavour et son collègue et ami, le commandeur Urbain Rattazzi. Nous avons puisé dans cette correspondance, mais sobrement et avec une grande réserve, et en supprimant les faits et jugements dont la publication eût pu paraître inopportune. Il n'est

sées. Tout homme, quelqu'élevé qu'il soit, est mesuré par lui d'un jugement rapide et sûr, ou entamé par ce sarcasme aussi fin que profond qui jaillit de sa plume avec autant de facilité qu'il tombait de ses lèvres dans les causeries intimes. L'épigramme est pour lui une sorte de phrase improvisée, qui, tout en donnant de la couleur à ses lettres, dessine et nuance le profil extérieur de son propre portrait.

Lors du congrès de Paris, en 1856, l'empereur lui ayant fait cadeau d'un vase magnifique de porcelaine de Sèvres, il l'annonce à son collègue, le ministre de l'intérieur (Rattazzi), en ajoutant : « — Si X. le sait » (c'était le nom d'un député), gare à moi; il m'accu- » sera d'avoir vendu l'Italie. » — Un intendant général, dont il fit plus tard son secrétaire, lui ayant écrit au sujet du monument d'Eugène Sue, il transmet

pas besoin d'ajouter que tous les fragments guillemetés ou les lettres, tant de M. de Cavour que de M. Rattazzi, sont reproduits textuellement. Les précieux autographes du comte de Cavour sont entre les mains de M. Rattazzi, et ceux de M. Rattazzi en possession du digne neveu de l'illustre défunt, le marquis Eynard de Cavour, qui a bien voulu les mettre à notre disposition.

immédiatement la lettre au même ami, en ajoutant : « — Non-seulement ce brave homme a eu la faiblesse » de ne pas empêcher la souscription destinée à ériger » un monument au romancier socialiste, mais il a eu » la naïveté d'y concourir lui-même, en s'inscrivant » pour l'énorme somme de deux francs. — Certes, si » on doit mesurer à son offrande ses sympathies pour » les doctrines de Sue, on ne pourra l'accuser d'un » grand penchant pour le socialisme. Mais le parti » prêtre ayant fait grand bruit de la souscription, sans » mentionner son peu d'importance, l'intendant a été » représenté en France comme un fauteur des doc- » trines rouge-écarlate. »

Une autre fois, il s'agissait de donner à un de ses collègues l'honorable mission d'accompagner le roi à Paris : « — Seulement, dit-il, il faudra qu'avant de » partir il se fasse faire un habit neuf. » — Comme il accompagna le roi pendant ce voyage, il écrivait de Lyon : « — Je vous annonce notre arrivée à Lyon, après » un voyage pendant lequel il n'y a eu de notable que » le nombre des repas d'Azeglio, et de mes heures » de sommeil. » — Après la prise de Sébastopol, il

invitait son collègue à faire chanter un *Te Deum* : « —ne fût-ce que pour avoir le plaisir de voir faire la » grimace à nos amis les chanoines. » — De Verceil, où il se trouvait pour les séances du conseil provincial, il écrivait : « — Dans l'espace de quatre heures » nous avons dépêché le budget départemental, les » budgets spéciaux et tout ce qu'il y avait à faire. » Mellana a été d'une douceur remarquable, ce que » j'attribue à ce qu'il avait déchargé au préalable » toute sa malignité dans un article du *Tempo* dirigé » contre moi. » — De graves dégâts qui étaient arrivés sur le chemin de fer d'Arona, lui font dire : « —Faites prendre courage à Paleocapa, et préparez-le » à rabattre vaillamment les épigrammes de Per» nati [1], lequel ne va pas manquer de soutenir que si » on avait adopté la ligne de Momo, les éboulements » que l'on déplore ne seraient point arrivés. » — Un syndic (*maire*) d'une des villes des anciennes provinces, exagérant le pouvoir du parti clérical, s'adressait tout tremblant à M. de Cavour, pour lui deman-

[1] Le comte Pernati, aujourd'hui conseiller d'État, faisait partie du ministère présidé par M. d'Azeglio en 1852.

der des conseils ; le ministre renvoie la lettre à son collègue en le priant « — d'accueillir bienveillamment » les lamentations d'un pauvre homme tourmenté de » la crainte d'être brûlé vif par les cléricaux. » — A un autre syndic, aujourd'hui sénateur, et qui ambitionnait peut-être bien le titre de baron, il répondait : « —Une croix de commandeur et un siége au sénat me » semblent des récompenses bien suffisantes pour » trois années de syndicat, sans y ajouter encore une » baronnie. » — Dans les choses sérieuses, ses épigrammes, de piquantes, devenaient terribles. Un homme bien connu dans notre pays, ayant fui précipitamment à l'approche du choléra, faisait dire au comte de Cavour : « —Si cet homme a pu sauver sa peau par » la fuite, je me flatte de l'espoir que sa réputation » sera frappée d'un choléra moral dont on ne guérit » pas. » Il disait d'une personne qui l'attaquait lâchement avec sa plume, sous le voile de l'anonyme : « — Je sais qui écrit les articles signés K... ; c'est un » protégé de S..., par lequel il avait été engagé comme » *premier ténor* dans le *Risorgimento*[1], mais qui, ayant

[1] Journal longtemps inspiré par M. de Cavour. (*Trad.*)

» fait fiasco à la première représentation, a été ren-
» voyé par moi sans pitié. Depuis ce jour, il m'a juré
» une haine éternelle ; mais il n'a pu trouver un égout
» où la décharger, avant que le journal de N... lui
» ouvrît ses colonnes... Si ma supposition est fon-
» dée, cet homme mérite la compassion, plutôt que le
» châtiment. »

Il n'y a guère de différence entre les épigrammes de l'écrivain et celle de l'orateur. L'avocat Brofferio avait parlé dans un discours de certains moines qui lui avaient témoigné leur confiance : « — Que l'hono-
» rable député me permette avant tout, riposta M. de
» Cavour, de lui présenter mes félicitations sur ses
» nouvelles amitiés et clientèles. Je considère la récon-
» ciliation si complète des Ordres religieux avec le
» spirituel et mordant directeur du *Messaggiere*
» comme une preuve du rapprochement possible des
» opinions les plus extrêmes ; cela me donne l'espoir
» de voir disparaître un jour la profonde divergence
» d'opinions qui me sépare de mon formidable adver-
» saire, du moment qu'il en arrive à être soutenu
» avec autant de zèle à la fois par les clubs et par les

» couvents. » — Au comte Solaro Della Margherita, qui accusait le ministère de se laisser entraîner à des mesures révolutionnaires en abolissant les corporations religieuses, M. de Cavour rappelait qu'en 1848 le comte de Revel s'était montré bien autrement révolutionnaire en chassant sans aucun égard les Dames du Sacré-Cœur et les jésuites : « — Le comte Della
» Margherita et ses amis devraient remarquer que les
» foudres lancées contre le ministère ne peuvent arri-
» ver à notre banc, sans passer d'abord par les stalles
» où siége l'honorable comte de Revel, et qu'elles ne
» sauraient nous frapper, sans blesser bien plus griè-
» vement ces têtes qui ne nous sont pas moins chères
» que les nôtres [1]. »

Un jour, à la tribune, il lui arriva de faire remarquer combien les écrits politiques de M. Farini étaient appréciés chez les Anglais, et même traduits dans leur langue par un éminent homme d'État, M. Gladstone. Ses paroles ayant suscité le rire malveillant de quelques membres, il reprit aussitôt : « — Ces rires ne peu-

[1] Voir le discours prononcé à la Chambre, le 17 février 1855.

» vent venir que de gens dont la réputation ne saurait
» jamais aller jusque-là [1]. »

M. de Cavour avait la plaisanterie aussi prompte et aussi facile que l'épigramme: « — En revenant à la
» maison, j'ai trouvé une truite prise dans les canaux
» de l'État, que ce séducteur de Noé (l'ingénieur) m'en-
» voie, au lieu de la faire vendre au bénéfice du tré-
» sor. Cette séduction me met dans la nécessité, ou
» de punir Noé, ou de me faire son complice en man-
» geant la truite. Mais si je la mange, gare les foudres
» de la Chambre ! c'est pourquoi je voudrais avoir la
» complicité des puritains Daziani et Pallieri. Je vous
» prie, par conséquent, de vouloir bien modifier le
» projet arrêté, en renvoyant à mercredi le dîner chez
» Trombetta, et en venant demain chez moi. Si la
» truite pouvait attendre notre commodité, j'aurais
» remis le criminel repas à après-demain ; mais
» nous commettrions le double péché de manger une
» truite de l'État, et de ne pas la manger fraîche. »

[1] Ruggiero Bonghi, *Vie du comte Camille de Cavour.*

C'est de sa terre de Leri, située au milieu des humides rizières de la grasse province de Verceil, que M. de Cavour invitait ses amis à venir prendre ses leçons d'agriculture. C'était à Leri qu'il se réfugiait de préférence pour se reposer des détails infinis et des préoccupations sous lesquels il pliait parfois.— « Je » suis venu à Leri pour reprendre l'usage de mes » facultés intellectuelles et pour fuir les visites des » employés. »—Il s'occupait tout particulièrement de ses travaux agricoles, et il aimait à s'entendre appeler agriculteur distingué. Il parlait avec plaisir des instruments nouveaux de culture, de la nature et de l'efficacité des engrais, et il causait avec une certaine vanité de ses efforts pour populariser le drainage ainsi que pour l'introduction du guano. « — J'ai eu » aujourd'hui la visite de Minghetti, avec lequel j'ai » tenu une longue séance agricole. C'est avec terreur » que, sur le chemin de Livorno, j'ai vu arriver mon » neveu avec un ingénieur français qui voulait abso» lument me parler du chemin de fer Ligure-Orien» tal; j'aurais bien voulu l'envoyer au diable, mais » ma tendresse pour mon neveu a vaincu l'impatience » du ministre, et j'ai subi avec résignation une longue

» conférence qui a duré jusqu'à dix heures. Dites-le » au bon Paleocapa, en le priant d'imiter ma patience » évangélique. »

De sa solitude de Leri, il se transportait de temps en temps en imagination dans la bruyante et populeuse capitale, et il lui paraissait un bonheur invraisemblable de pouvoir se promener seul dans les champs. « — Je pense avec satisfaction qu'en ce moment vous chantez le *Te Deum*, et que vous vous préparez à savourer le dîner de la Cour, pendant que, » libre enfin des importuns, je vais me promener les » mains derrière le dos. » Cette dernière phrase le rappelle vivement à notre imagination, en le représentant dans une de ses attitudes les plus habituelles. Ce n'était pas un passe-temps de villégiature qu'il cherchait dans les rizières de Leri, mais une manière agréable de donner carrière à son activité extraordinaire. Il préférait cette terre à sa belle villa de Santena près de Turin, où maintenant reposent ses restes avec ceux de sa famille ; soit parce que Leri offrait un plus vaste champs à ses expériences agricoles, soit que le sentiment de la nature fût borné ou défectueux

en lui. Ses habitudes, le caractère de son génie, son éducation, le faisaient plutôt ressembler à un industrieux Cincinnatus moderne de la *Lomellina* qu'à celui de l'ancienne Rome. « — Le temps si mauvais me » ferait désirer que vous (Rattazzi) et Dabormida ne » vinssiez pas me faire visite, car pour qui n'est pas » passionné comme moi pour l'agriculture, ni chatouillé par l'intérêt du propriétaire, les rizières et » les pluies ne sont pas un spectacle bien agréable. » Mais comme en ce monde les maux ne viennent » jamais sans quelque compensation, les pluies qui » nous contrarient nous ont procuré la satisfaction de » mettre au jour les avantages du drainage. »

Le lever ou le coucher du soleil, la verdure des prés, les arbres en fleur, et la chute des feuilles, la douce gaieté ou la tranquille mélancolie de la nature sont des faits ou des sensations étrangers à l'habitude de ses écrits. Il tirait la poésie et l'inspiration d'un tout autre ordre d'idées et de choses; pas de plaintes, pas d'élégies, aucun regret du passé, aucun retour instinctif de l'âme vers ce qui est au delà de la vie. Le présent domine aussi bien dans son intelligence que dans son cœur; et quoique l'histoire ancienne lui

fût aussi familière que l'histoire moderne, cependant en tout ce qu'il disait ou écrivait, rarement il citait la première et y cherchait ses comparaisons, mais fréquemment dans la seconde. Ses lettres sont remplies de jugements sur les hommes et sur les événements de son temps. Il n'hésitait pas à donner son avis sur tous et sur tout, depuis le prince jusqu'au dernier citoyen, depuis le ministre jusqu'à l'huissier. Il se souciait peu de l'effet de ses paroles ; il lançait le trait sans regarder le but. Et s'il lui arrivait de frapper juste et de soulever des cris et des réclamations, parfois il faisait la sourde oreille, parfois il revenait vers l'offensé pour adoucir la blessure. « — J'écris » une lettre impertinente avec intention à un de nos » collègues afin de n'avoir pas à lui dire : allez-vous-» en, vous êtes incapable d'être ministre ; » — et il écrivait cela sans délai, sans ménagement, et sans modérer sa phrase. Ce brusque procédé lui ayant attiré des reproches de la part d'un autre de ses collègues, il répondait : « —J'ai chargé un peu trop, j'en suis fâ-» ché; je lui écrirai de nouveau, non pour le retenir, » mais pour le calmer. » —Dans toutes les lettres de M. de Cavour qui nous ont passé sous les yeux, il

n'en est aucune qui laisse supposer qu'en l'écrivant il ait songé à lui-même. L'art de se poser devant la postérité lui était inconnu. Son langage est celui d'un homme qui a l'habitude de traiter les affaires. C'est pourquoi à personne mieux qu'à lui ne pourrait s'appliquer l'adage bien connu : le style c'est l'homme[1].

L'audace et la franchise de ses jugements donnent la mesure du courage de son esprit. Il ne savait ce que c'était que la peur. Habitué à la dispute dès son jeune âge, il aimait la lutte et le danger; il en était presque fier: « — J'ai plus de courage en dormant, di- » sait-il, que beaucoup de mes adversaires qui en ce » moment me combattent. » — A un député qui l'accusait d'avoir manqué de courage, il répondait avec indignation : « qu'il avait bien prévu à combien de » désillusions, de chagrins et de calomnies il s'exposait » en entrant dans la vie politique; qu'il s'y était pré- » paré ; mais qu'il n'avait jamais prévu qu'il pourrait

[1] Ruggiero Bonghi (*Vie du comte de Cavour*) prétend le contraire. Il est en cela induit en erreur par un écrit intitulé : *Les idées communistes*, qui a été réimprimé avec les autres œuvres du comte Camille de Cavour, dans l'édition de Cuneo, tandis qu'il est de son frère, le marquis Gustave.

» être accusé de lâcheté par celui-là même qui lui » adressait cette injure. » — Tout le monde connaissait sa merveilleuse imperturbabilité; il ne l'ignorait pas non plus, et il en tirait parti. De plus de cinquante collègues entrés avec lui au ministère qui, s'en sont éloignés, ou se sont vus congédiés par lui-même, bien peu ont osé lui déclarer la guerre; c'est ce qui donnait à son action tant d'assurance et de force. Un jour, à la Chambre, à une époque où il ne possédait pas encore cette suprématie qui plus tard commanda le silence à ses amis et à ses adversaires, les tribunes l'interrompirent par des sifflets: « — Quant à moi, » s'écria-t-il, les sifflets ne m'émeuvent point. Je les » méprise hautement et je poursuis sans en prendre » souci. J'ai écouté religieusement le député Brofferio, » bien que je ne partage pas ses doctrines; maintenant » je remercie, non les tribunes, dont je ne m'occupe » point, mais la Chambre et surtout cette partie de » la Chambre qui siége devant moi, de l'obligeante » attention qu'elle a bien voulu prêter à ma réponse. » — Une autre fois, on lui écrivit de Genève que la police de cette ville avait dénoncé à notre consul une conspiration ourdie contre sa propre existence. M. de

Cavour, sans se troubler, répond à son ami : « — Je
» me moque de la nouvelle que l'on me donne, car si
» je tombais aujourd'hui sous les coups d'un assassin,
» je mourrais peut-être dans le moment le plus fa-
» vorable de ma carrière politique. » — Le courage n'était pas seulement chez lui un effet de son énergie morale, et un sentiment noble et généreux qu'il avait sucé avec le lait, et accru par l'éducation: c'était une théorie, c'était un système. Il était d'avis que c'est ainsi qu'il faut agir et non pas autrement. — A ses débuts dans le *Risorgimento*, il s'attaqua corps à corps à un des ministres les plus célèbres de Louis-Philippe, l'homme de la nature peut-être la plus opposée à la sienne. Dans le discours de la couronne du mois de janvier 1848, M. Guizot, ce qui paraîtra incroyable aujourd'hui, n'avait pas placé un seul mot sur les affaires d'Italie. « — Cette omission, écrivait M. de Ca-
» vour, est un symptôme très-évident de l'esprit qui
» anime le cabinet de Louis-Philippe ; c'est l'image
» exacte de la politique qu'il a toujours suivie, et qu'il
» entend suivre encore à notre égard. Politique indé-
» cise et timide, politique de circonspection excessive,
» qui voudrait rester neutre entre les idées de pro-

» grès et l'esprit de résistance, politique tout à fait
» indigne de la grande nation qui en 1789, a été la
» première à proclamer en Europe les principes ré-
» générateurs des sociétés modernes, et qui s'est van-
» tée plus d'une fois et se vante encore d'avoir reçu
» de la Providence la haute mission de les pro-
» pager et de les développer dans le monde en-
» tier. »

Avec cette intuition propre aux grands esprits, M. de Cavour avait bien vu les tristes conséquences de cette politique tortueuse de M. Guizot. « — Au
» lieu de seconder par tous les moyens le mouve-
» ment italien qui rapprochait LES PUISSANCES DE LA
» PÉNINSULE DU SYSTÈME POLITIQUE FRANÇAIS, il ne fit
» rien ou peu de chose, se bornant à quelques dé-
» monstrations ambiguës qu'il s'efforçait de dissimu-
» ler ; il voulait garder intacte la récente amitié de
» l'Autriche, sans se montrer contraire aux principes
» réformateurs ; il tentait de ménager les deux poli-
» tiques qui se partagent l'Italie et le monde, allant
» le matin présenter ses félicitations au marquis de
» Brignole, notre ambassadeur, sur les réformes ac-
» complies par Charles-Albert ; et causant le soir avec

» le ministre d'Autriche, le comte Appony, des dan-
» gers de l'esprit révolutionnaire.

» Honteuse duplicité, modération mal entendue de
» l'homme d'État, faiblesse impolitique, erreur im-
» mense, qui ressort d'autant plus par le contraste de
» la politique anglaise en Italie.

» Fils (M. Guizot) de la révolution française, a-t-il
» entièrement oublié cette grande vérité qu'il avait
» professée autrefois, à savoir qu'il n'est pour la
» France d'alliance vraie et efficace qu'avec les
» peuples qui débutent dans la carrière de la liberté
» politique ? »

On voit par quel langage sévère et prophétique le futur homme d'État piémontais, alors presque inconnu, condamnait le système suivi par M. Guizot, et faisait pressentir celui qu'il devait faire prévaloir lui-même quelques années plus tard. Si M. de Cavour avait été ministre en France, non-seulement il aurait eu le courage d'adhérer à la réforme électorale, mais il eût dépassé hardiment, et sans compromettre l'ordre social, le programme de l'opposition.— Si au contraire, M. Guizot s'était trouvé à sa place en Piémont, la

maison royale et le pays lui eussent certainement dû, et plus d'une fois, leur ruine totale. Ceci explique en grande partie la destinée diverse de ces deux hommes, et les effets si différents de leur action chez leurs nations respectives. L'un à la tête d'un grand pays, puissant, riche et tranquille, s'est laissé choir avec la dynastie dans le gouffre de la révolution. L'autre, ministre d'un petit peuple, divisé par les partis politiques, accablé par la terrible défaite de Novare, désapprouvé de toute l'Europe, a su abattre et surmonter tous les obstacles, et proclamer en moins de dix ans roi d'Italie, le souverain de son petit Piémont.

Le courage a toujours été pour le comte de Cavour la source de toutes les grandes inspirations, la muse dont la voix l'animait, et le faisait s'écrier avec de poétiques accents : « — L'heure suprême a sonné pour » la monarchie de Savoie (*il excitait Charles-Albert à* » *passer le Tessin*), l'heure des fortes délibérations, » l'heure qui décide des destinées des empires et des » peuples..... Habitués que nous sommes, nous, » hommes réfléchis, à écouter les suggestions de la » raison plutôt que les impulsions du cœur, après » avoir consciencieusement pesé chaque parole, nous

» devons le déclarer en conscience, une seule voie est » ouverte à la nation, au gouvernement, au Roi ; — » la guerre ! La guerre immédiate et sans hésita- » tion. »

L'habitude des résolutions subites, devenue chez lui une seconde nature, rendait son esprit peu sympathique aux théories et aux questions entachées de vague et d'interminé, et de ce nombre étaient pour lui tous les systèmes à propos de révolutions hypothétiques dans lesquelles on ne pouvait compter que sur des combinaisons fortuites et souvent trompeuses. C'est ce qui explique comment il pouvait être en même temps ministre révolutionnaire et citoyen conservateur. Comme citoyen, il voyait dans les révolutions désordonnées et désorganisatrices une cause de faiblesse pour l'État; comme ministre il sentait et comprenait parfaitement quelle force il y avait dans ces mêmes révolutions lorsqu'elles étaient gouvernées par une main puissante. Dès 1846, il écrivait : « *Les » doctrines subversives de la Jeune Italie ont peu de » prise; aussi, à l'exception des jeunes esprits, chez » qui l'expérience n'a pas encore modifié les doctrines » puisées dans l'atmosphère excitante des écoles, on*

» *peut affirmer qu'il n'existe en Italie qu'un très-petit*
» *nombre de personnes sérieusement disposées à mettre*
» *en pratique les principes exaltés d'une secte aigrie par*
» *le malheur.* »

Mais pendant qu'il écrivait ceci sur la *Jeune Italie*, son génie positif analysait le sentiment national et démontrait avec une rare évidence que ce sentiment devait servir de base aux princes italiens pour créer la patrie :

« Ce que nous venons d'avancer, c'est une vérité
» qui nous paraît susceptible d'une démonstration ri-
» goureuse.

» L'histoire de tous les temps prouve qu'aucun peu-
» ple ne peut atteindre un haut degré d'intelligence
» et de moralité sans que le sentiment de sa natio-
» nalité ne soit fortement développé. Ce fait remar-
» quable est une conséquence nécessaire des lois qui
» régissent la nature humaine. En effet, la vie intel-
» lectuelle des masses roule dans un cercle d'idées
» fort restreint. Parmi celles qu'elles peuvent acquérir,
» les plus nobles et les plus élevées sont certainement,
» après les idées religieuses, les idées de patrie et de

» nationalité. Si maintenant les circonstances politi-
» ques du pays empêchent ces idées de se manifester
» ou leur donnent une direction funeste, les masses
» demeureront plongées dans un état d'infériorité
» déplorable. Mais ce n'est pas tout : chez un peuple
» qui ne peut être fier de sa nationalité, le sentiment
» de la dignité personnelle n'existera que par excep-
» tion chez quelques individus privilégiés. Les classes
» nombreuses qui occupent les positions les plus
» humbles de la sphère sociale ont besoin de se sentir
» grandes au point de vue national pour acquérir la
» conscience de leur propre dignité.

» Or, cette conscience, nous n'hésitons pas à le dire,
» dussions-nous choquer quelque publiciste trop ri-
» gide, constitue pour les peuples, aussi bien que
» pour les individus, un élément essentiel de la mo-
» ralité. Ainsi donc, si nous désirons avec tant d'ar-
» deur l'émancipation de l'Italie, si nous déclarons
» que, devant cette grande question, toutes les ques-
» tions qui pourraient nous diviser doivent s'effacer
» et tous les intérêts particuliers se taire, c'est non-
» seulement afin de voir notre patrie glorieuse et puis-
» sante, mais surtout pour qu'elle puisse s'élever dans

» l'échelle de l'intelligence et du développement mo-
» ral jusqu'au niveau des nations les plus civilisées. »

Par la même raison qu'il n'eût jamais été révolutionnaire sans être ministre, il ne se serait jamais fait réformateur religieux sans être évêque. Un jour qu'à la chambre l'avocat Brofferio, parlant contre le parti clérical, soutenait qu'il ne fallait pas le confondre avec l'Église, le comte de Cavour lui répondit par les paroles suivantes, qui prouvent tout à fait notre proposition : « — Si le parti clérical se compose
» de tous les moines qui peuplent les cloîtres, de tous
» les ecclésiastiques qui figurent dans les sacristies,
» où faudra-t-il donc aller chercher ce petit nombre
» d'élus qui représentent cette morale chrétienne dont
» a si éloquemment parlé l'honorable orateur? Je ne
» saurais vraiment où m'adresser, à moins qu'il ne
» veuille parler de ce petit nombre de prêtres qui,
» après avoir déserté les autels, abandonné l'exercice
» de leur pieux ministère, ont trouvé plus opportun
» d'exercer leur nouvel apostolat dans les clubs po-
» litiques ou dans les attroupements de carrefours,
» (*bruits et agitation à gauche*), ou bien qu'il ne

» veuille nous désigner comme nouveaux modèles de » cet esprit évangélique, de cette charité chrétienne, » les quelques prêtres qui ont joint leurs efforts aux » siens pour maintenir à Turin, un centre d'agitation » permanente (*murmures à gauche*). Si cela était, je » déclarerais sans hésiter à l'honorable député Brof- » ferio que mes amis politiques et moi nous enten- » dons tout autrement l'esprit de religion et de morale » chrétienne. »

L'existence d'un État ecclésiastique en Italie, allié de l'Autriche, ne s'accordait pas avec le système politique de M. de Cavour. Il avait cru d'abord que cette monarchie de prêtres, en réalisant des réformes administratives, et en prenant une autre direction politique, pourrait servir, ou du moins ne pas contrarier la réorganisation nationale de la Péninsule. Plus tard il changea d'idées, mais sans jamais toucher aux dogmes religieux, tout à fait étrangers, selon lui, à la question matérielle. La principauté ecclésiastique, placée juste au milieu entre la haute et la basse Italie pour les scinder, et recevant depuis tant d'années sur son territoire les armées autrichiennes, n'offrait

à l'esprit de M. de Cavour ni un moyen de jonction avec les autres provinces italiennes, ni un élément de résistance contre la domination étrangère. Dans une lettre confidentielle, il disait à ce sujet : « — Si nous » nous mettons en relation directe avec Rome, nous » détruisons de fond en comble l'édifice politique que » depuis huit ans nous élevons au prix de tant de » peines. Il n'est pas possible de conserver notre in- » fluence en Italie si nous entrons en accords avec le » Pape. Qu'on ne pousse pas davantage l'attaque pour » l'instant, soit ; mais que l'on ne recule pas d'une » semelle sur les pas déjà faits. Vous savez que je ne » suis pas un *prêtrophobe*, que je suis au contraire dis- » posé à la conciliation, que je voudrais donner à » l'Église des libertés plus grandes qu'elle n'en a, » que je serais disposé à renoncer aux *exequaturs*, au » monopole universitaire, etc..., mais dans les con- » ditions actuelles, je suis persuadé que toute tenta- » tive de transaction tournerait contre nous... On ne » pourra jamais arriver à résoudre définitivement la » question religieuse, si on ne vote d'abord une loi » sur le mariage. On peut remettre la discussion de » ce sujet à une autre époque, mais renoncer à une

» solution, jamais. » — Dans une autre lettre, il ajoutait : « Si notre politique libérale italienne de- » venait dangereuse et stérile, le Roi pourrait, en » changeant de ministres, se rapprocher du Pape et » de l'Autriche, mais tant que nous faisons des *me-* » *moranda*, et des notes sur le mauvais gouverne- » ments des États du Pape, il n'est pas possible de » traiter avec lui avec quelque probabilité de suc- » cès. »

Les deux idées de Rome et d'Autriche se présentent toujours ensemble dans les écrits de M. de Cavour ; preuve évidente qu'il considérait le pouvoir temporel du Pape uniquement sous le point de vue de ses rapports avec l'équilibre italien et la prépondérance étrangère. Il s'étonnait de ce que César Balbo et ses amis de la droite, en 1848, n'eussent pas compris que la domination autrichienne et le Principat temporel ecclésiastique ne faisaient qu'une seule et même chose. Sa séparation, à propos de la loi Siccardi, d'avec ses amis et collègues à côté desquels il siégeait sur lés bancs de la Droite, de même que son premier pas vers la partie plus avancée de la Cham-

bre, provinrent tout justement de cette manière de voir à l'égard de la souveraineté territoriale de Rome. « — L'Autriche, disait-il un jour, doit être combattue » à Venise et à Milan, aussi bien qu'à Bologne et à » Rome. »

Après sa séparation d'avec ses anciens amis au sujet de la monarchie ecclésiastique, il se trouvait encore en face des questions politiques, économiques et administratives qu'il fallait, disait-il, faire marcher hardiment et de front. Avec cette intuition rapide qui lui était particulière, il reconnut aussitôt que les hésitations et les oscillations étaient dangereuses. Les rangs de ses amis étaient par trop éclaircis, et ceux de ses adversaires politiques étaient restés trop compactes et trop forts pour qu'il ne sentît pas la nécessité de faire encore un pas en avant. Maxime d'Azeglio, homme d'intelligence et dévoué à l'égal de tous autres à l'indépendance et à la liberté, Maxime d'Azeglio estimait profondément M. de Cavour, mais il le voyait avec regret pencher vers ce côté de la chambre contre lequel ils avaient tous deux ensemble vaillamment combattu. D'Azeglio, qui en était alors à

ses premiers pas dans la carrière parlementaire, bien que ne trouvant pas cette alliance opportune, n'osait cependant ni se séparer de son ami ni le seconder. Il est clair qu'un homme tel que Cavour ne pouvait rester longtemps dans cette condition; de là la rupture qui ne tarda pas à éclater entre les deux éminents publicistes.

Deux années avant que cette rupture n'éclatât ouvertement, elle avait été prévue et justifiée par M. de Cavour dans un de ses discours les plus mémorables : « — En 1829, avait-il dit, le duc de Wellington, au-
» quel on ne peut, certes, refuser une grande fermeté
» de caractère ni une puissante énergie, a su, lui aussi,
» se séparer de ses amis politiques et accomplir
» l'émancipation catholique que l'église anglicane
» tout entière combattait comme inopportune; et par
» cette réforme, il a évité qu'une guerre religieuse
» n'éclatât en 1830 en Irlande. En 1839, lord Grey
» se séparant de la majorité de la caste à laquelle il
» appartenait, sut également faire accepter, tant à la
» Couronne qu'à l'aristocratie, cette réforme électorale
» qu'on jugeait non-seulement inopportune, mais
» révolutionnaire, et par cette réforme lord Grey

» préserva l'Angleterre d'une commotion politique
» en 1842. Enfin, un exemple plus récent et plus
» lumineux fut donné par sir Robert Peel en 1846.
» Il sut accomplir une réforme économique contra-
» riée par les efforts de toute l'aristocratie territoriale,
» qui y voyait la perte non-seulement de sa juridic-
» tion exceptionnelle, mais d'une partie de ses reve-
» nus; et pour accomplir cette grande réforme, le
» ministre Peel eut le courage de se séparer de la
» plus grande partie de ses amis politiques et de
» s'exposer à l'accusation la plus sensible pour un
» homme d'État aussi généreux que Robert Peel,
» celle d'apostasie et de trahison. Mais il en fut lar-
» gement récompensé par sa conscience, d'abord, et
» par la certitude que cette réforme épargnait à
» l'Angleterre les agitations socialistes qui remuaient
» toute l'Europe et qui paraissaient devoir trouver
» plus d'aliment en Angleterre que partout ailleurs. »

Dès qu'il eut décidé de se séparer de Maxime d'Azegliò, il ne tarda pas à mettre son projet à exécution. Pendant les vingt mois qu'il avait fait partie du ministère d'Azeglio, il avait pu se convaincre qu'une bonne partie de ses anciens amis n'étaient rien moins

que disposés à le seconder énergiquement dans la réforme de la législation religieuse et économique, ainsi que dans l'allure belliqueuse qu'il entendait donner à sa politique. Pour eux, ils étaient d'avis que le Piémont devait faire halte dans sa marche en avant. Mais M. de Cavour, qui, comme ministre, sentait lus vivement encore qu'au point de vue de simple député quelle force les réformes libérales avaient donné à la dynastie de Savoie, M. de Cavour ne pouvait s'accommoder de ce système qui lui paraissait stérile et sans autre portée que de balancer par une plus grande force donnée au pouvoir, la prépondérance excessive de la partie la plus nombreuse et la plus progressiste de la Chambre. Si, dans la pratique du régime constitutionnel, il est parfois utile, en de rares occasions, de modérer momentanément l'élan des majorités, rien n'est plus dangereux que de convertir en règle invariable ce qui est, par sa propre nature, changeant et exceptionnel. D'un autre côté, M. de Cavour avait l'esprit fait de telle façon, qu'en toutes circonstances, il devait se montrer plus libéral comme ministre que comme député. — C'est pourquoi à peine eut-il pris place dans le conseil, qu'il

s'avança sans détours et nettement vers la partie progressiste de la Chambre. Le comte de Revel et César Balbo, qui furent les premiers à vouloir s'arrêter, se trouvèrent tout d'un coup déroutés et englobés dans un parti dont les sentiments n'étaient pas du tout les leurs. En les abandonnant, le robuste athlète qui avait fait à côté d'eux ses premières armes, les condamna à un isolement dont ils ne purent désormais plus sortir.

Bien qu'agréable au pays, cher au souverain, et honoré de ses adversaires politiques eux-mêmes pour sa loyauté, son amour de la patrie, la grâce de son esprit et son mérite littéraire, M. d'Azeglio ne put cependant réussir à se maintenir longtemps au pouvoir, ni à grouper autour de lui un parti imposant, par le motif que n'osant pas progresser, et ne voulant pas reculer, il se renfermait en lui-même alors qu'il eût été nécessaire pour lui comme pour le pays qu'il entrât résolûment dans une voie plus large et plus vivante.

Le système politique de M. d'Azeglio, si on veut bien lui donner ce nom, était aussi contraire au tempérament de M. de Cavour qu'inapplicable à l'époque dont

nous parlons. Tourner le dos à Balbo et à Revel sans tendre la main aux hommes nouveaux, revenait au même que s'immobiliser dans l'isolement et l'inertie.

Prévoyant bien les tristes conséquences qui devaient dériver d'un tel état de choses, M. de Cavour n'hésita pas, et fit alliance avec cette fraction de la gauche qui, sous la conduite d'Urbain Rattazzi, constituait ce que l'on nommait *le centre gauche*. Par cet acte, M. de Cavour se séparait de M. d'Azeglio, auquel répugnait une telle alliance, et se préparait à attirer à lui le pouvoir.

M. d'Azeglio, dès que le comte de Cavour se fut éloigné de lui, éprouva le même sort que César Balbo et Revel, c'est-à-dire que, politiquement parlant, il se vit laissé de côté, bien que l'opinion publique continuât à l'estimer, et que les hommes sérieux du Piémont lui fussent reconnaissants des sacrifices qu'il avait faits et des difficultés qu'il avait vaincues, dans les fortunes diverses pendant lesquelles il gouverna le pays.

Il est curieux de suivre dans la correspondance de M. de Cavour ses jugements sur le ministère Azeglio, lorsqu'il en sortit dans le mois de mai de l'année

1852, et qu'il s'en alla voyager en France, en Angleterre et et en Écosse.

« — On m'écrit (mandait-il au comte de San Martino),
» on m'écrit les choses les plus étranges sur Azeglio
» et sur ses projets ; on m'assure qu'il se croit.........
» plus solide que jamais sur ses jambes. S'il parvient
» à se consolider, personne n'en sera plus content
» que moi et certainement je ne ferai rien pour l'af-
» faiblir. » Et dans une autre lettre qu'il adressait au même ami, le 15 août 1852, il s'exprimait en ces termes :

« Mon cher ami,

» En arrivant hier soir à Édimbourg, j'ai trouvé
» votre lettre du 4 courant. Je vous remercie des nou-
» velles et des conseils que vous me donnez; les unes
» et les autres sont à peu près tels que je les atten-
» dais. Mais j'attendrai, avant d'écrire au Roi, d'être
» de retour à Paris. Les nouvelles que je pourrais lui
» envoyer d'Écosse et même d'Angleterre l'intéresse-
» raient peu.

» J'ai écrit de Londres plusieurs lettres à Castelli ;

» je lui exprime l'opinion qu'il eût été dangereux
» pour notre pays et pour la cause de la liberté de
» penser à organiser une opposition contre Azeglio ;
» que le nom d'Azeglio était toujours populaire en
» Angleterre, et qu'il était considéré par bien des
» personnes comme le plus fidèle représentant de
» cette politique modérée et pacifique que l'Angle-
» terre tâche de favoriser par tous les moyens. Je
» persiste dans cette opinion. Je ne crois pas Azeglio
» indispensable.... mais je suis convaincu que nous
» ne devons pas le renverser, ni même le laisser ren-
» verser par des moyens violents. Si Azeglio tombe,
» ou mieux encore s'il s'en va, ce sera un bien pour
» le pays, mais s'il reste, spontanément ou par ordre,
» je pense qu'il faudra patienter. Voilà, en peu de
» mots, le résumé de bien des bavardages que j'ai
» adressés à Castelli [1]. Je pense que vous ne serez pas

[1] Cavour aimait profondément Castelli, qui le lui rendait bien. Voici une lettre qui prouve l'excellente âme de chacun des deux amis :

« J'ai reçu hier au soir en rentrant pour me coucher la lettre
» que vous m'avez écrite pour m'annoncer la détermination que
» vous êtes disposé à prendre à l'égard du *Risorgimento*. —

» d'un avis contraire. Chose étrange, en Angleterre » les whigs sont plus favorables à Azeglio que les » tories. Palmerston me paraît l'aimer mieux que » Malmesbury......

» Les tories, au contraire, connaissent peu Aze- » glio, et jugent les affaires du côté pratique. La ques- » tion romaine leur tient à cœur. Ils voudraient nous » voir persister dans la voie que nous suivons, ils

» Permettez-moi de vous dire que non-seulement je comprends » les sentiments qui vous ont inspiré cette lettre, mais que je » les partage entièrement. Personne plus que moi n'apprécie » l'importance des services que vous avez rendus au pays et à » votre parti, et l'étendue des sacrifices que vous avez faits ; » personne ne sait plus que moi ce qui vous est dû et par le » gouvernement et par vos concitoyens. Je serais un imbécile, ou » un ingrat s'il en était autrement. Aussi, mon cher Castelli, je » puis bien vous assurer que votre sort a été et est encore une » de mes premières pensées ; si vous étiez un homme ordinaire, » si vous n'aviez pas des antécédents politiques aussi honorables, » il serait facile de vous procurer cette tranquillité dont vous » croyez peut-être à tort avoir besoin ; mais dans la position » que vous vous faites dans le pays, et je dirai sans flatterie en » Italie, il n'y a d'issue pour vous que la carrière politique...

» Ce que je viens de vous dire avec une franchise que justifie » l'amitié qui nous unit et je l'espère nous unira toujours, n'a » pas pour but de vous faire renoncer au projet de vous retirer » du *Risorgimento*, mais de vous en faire ajourner la réalisation

» craignent la faiblesse d'Azeglio et désireraient que
» le ministère se fortifiât. Malmesbury me l'a dit de
» la manière la plus explicite. Il m'a déclaré sans
» phrases que le gouvernement anglais désirait mon
» retour aux affaires. Lui ayant répondu : *Mais je ne*
» *puis rentrer seul, je représente un parti que j'ai tra-*
» *vaillé à constituer et que certes je ne suis pas dis-*
» *posé à abandonner,* » il ajouta : « *C'est tout naturel,*

» de quelque temps, c'est un dernier sacrifice que je réclame de
» votre amitié, mais que je considère en même temps comme
» étant dicté par des considérations qui vous touchent de bien
» près. Si après que Torelli et moi avons quitté le *Risorgi-*
» *mento* vous l'abandonniez immédiatement, le journal perdrait
» d'un seul coup tous ceux qui représentent aux yeux du public
» sa pensée politique. Le *Risorgimento* aurait de fait cessé
» d'exister. Votre loyauté exigerait, ainsi peut-être que les exi-
» gences de votre passé, que nous changions le nom de ce jour-
» nal. Cette conséquence de votre détermination serait aussi
» grave que fâcheuse. Le *Risorgimento* a rendu, je le crois du
» moins, d'immenses services au pays, il peut en rendre de
» plus éclatants encore, mais pour cela il faut qu'il conserve
» son autorité morale ; au point où en sont les choses, il la per-
» drait si vous vous retiriez sur-le-champ. Attendez que Farini
» se soit entièrement inspiré des sentiments qui nous ont tou-
» jours guidés dans l'épineuse carrière que nous avons parcourue
» pendant trois ans, et alors vous pourrez vous retirer sans
» éprouver le regret ou le remords d'avoir causé la mort de l'en-

» *vous ne pouvez rentrer aux affaires qu'avec vos*
» *amis.* »

« Ces paroles vous donnent une idée exacte de
» l'opinion du cabinet.

» Cela étant, vous voyez combien se trompent ceux
» qui pensent que je serais disposé à entrer au minis-
» tère comme l'enfant prodigue. J'ai conseillé et je
» conseille encore la prudence, mais non l'abnégation
» de toute dignité propre..... Dans quinze jours je se-
» rai à Paris. Si vous me faites la faveur de m'écrire,

» fant de notre intelligence. Je crois que le sacrifice que je ré-
» clame de votre affection, mais que je réclame au nom du pays,
» ne sera pas de longue durée. Veuillez encore pour cette fois
» avoir confiance dans un ami qui vous est attaché par les liens
» de l'affection et par ceux de la reconnaissance, et consentir à
» supporter encore quelque temps la croix que vous avez endos-
» sée, le jour où, lorsque tout le monde m'abandonnait, vous
» avez eu la générosité et le courage de vous associer à un
» homme qui était pour vous alors presque un inconnu, mais qui
» maintenant espère être considéré comme un de vos meilleurs
» amis.

» C. Cavour. »

(*En français, dans l'original.*)

» adressez la lettre à mon secrétaire, Martin Tosco.
» Je vous salue et vous serre la main. »

Déjà à cette époque, c'est-à-dire vers la fin de 1852, M. de Cavour voulait que le langage du Piémont à l'étranger fût belliqueux et viril. Il craignait que d'Azeglio n'employât un parler quelque peu timide : « — Tant que la politique étrangère continuera à être » dirigée comme par le passé, je ne consentirai jamais » à rentrer au ministère. »

Mais en voyant dans quel état de faiblesse le ministère se trouvait, il écrivait : « — Il ne faut pas com- » battre Azeglio, nous devons au contraire lui prêter » un appui loyal; mais nous ne pouvons lui sacrifier » notre réputation et retourner sous sa férule comme » des brebis égarées. » — Ensuite, pensant que la soumission excessive de ce ministère était nuisible au pays, il ajoutait :

« — A mon retour nous nous entendrons, nous irons » trouver La Marmora et nous lui parlerons ouverte- » ment. Il est temps que cela finisse. Si Azeglio désire » rester au pouvoir, qu'il le dise, et il aura en nous » des alliés sincères. Mais s'il ne veut plus du pou-

» voir..... qu'il cesse de rendre le problème gouver-
» nemental presque insoluble par ses continuelles
» hésitations. » — Ces derniers mots indiquent la vive contrariété subie par M. de Cavour, qui ne tolérait pas que le ministère pût continuer à se maintenir dans la situation si incertaine où il était arrivé [1].

L'alliance entre M. de Cavour et M. Rattazzi eut pour vif approbateur M. Farini, homme actif et ferme, esprit facile, caractère généreux, écrivain élégant et vigoureux, ami d'Azeglio, promoteur et par-

[1] M. de Cavour avait, sur ces entrefaites, pris rendez-vous avec M. Rattazzi à Paris, afin de délibérer d'un commun accord sur ce qu'il y aurait à faire dans le cas où M. d'Azeglio voudrait se retirer, ainsi que le bruit en courait alors. La lettre suivante, qu'il adressait au comte de San Martino, nous apprend ce qui se passa alors :

« Paris, 25 septembre 1852.

« Mon très-cher,

» J'ai reçu avec grand plaisir votre lettre du 21. Je suis bien
» aise de voir confirmer de la bouche même d'Azeglio les nou-

tisan zélé de tout ce que Cavour, qui fut depuis son ami intime, entreprenait ou réalisait.

« — Ceux-là, écrivait-il, qui refusent de tendre la » main et de s'associer aux hommes avec lesquels ils » ont été en désaccord autrefois, ceux-là ne connais- » sent ni la politique, ni les partis, ni l'histoire parle- » mentaire. Ils se croient des hommes graves et com- » plets; ils ne sont que des enfants obstinés; malheur » aux États qui ont de tels hommes à la direction des » affaires. Les partis clair-voyants procèdent, qu'on » nous passe le mot, par absorption, et non par ex- » clusion; les *petites églises* se rendent inaccessibles,

» velles que l'on m'avait données sur ses intentions. Je crois en » vérité que la détermination qu'il a prise est la meilleure pour » lui, pour nous et, ce qui vaut encore mieux, pour le pays. » Je ne vous en dis pas davantage, puisqu'un jour après cette » lettre Rattazzi arrivera à Turin, et vous dira de vive voix ce » que nous avons fait, ce que nous avons vu à Paris. Je le sui- » vrai sous peu de jours, mais comme je pense m'arrêter une » semaine à Genève je n'arriverai pas à Turin avant le 15 oc- » tobre. J'espère que vous ne serez pas encore parti pour Dro- » nero et que nous pourrons nous aboucher immédiatement. — » Je vous salue affectueusement.

» C. CAVOUR. »

» et finissent ensuite comme ont fini les doctrinaires » français. » M. Farini se détacha donc alors politiquement de son vieil ami d'Azeglio pour suivre M. de Cavour, autour duquel se ralliaient les hommes les plus sensés du pays. Ne se rendant pas compte du projet depuis longtemps muri par M. de Cavour, ceux des hommes avec lesquels il marchait jadis d'accord, et qui s'obstinèrent à s'immobiliser à la droite, croyaient bien le voir un jour ou l'autre revenir sur ses pas, mais s'apercevant que cette espérance était vaine, leur ressentiment éclatait fréquemment en paroles amères et virulentes, dans le parlement même, comme dans leurs journaux. M. de Cavour, préparé à tout, poursuivait sa route, sans perdre de vue le but qu'il s'était fixé. Il disait à ce propos à la tribune :

« — Oui, messieurs, je sais que, lorsqu'on entre » dans la vie politique en des temps aussi difficiles, on » doit s'attendre aux plus grandes déceptions. J'y suis » préparé. Dussé-je renoncer à tous mes amis d'en» fance, dussé-je voir mes connaissances les plus in» times transformées en ennemis acharnés, je ne » faillirai pas à mon devoir : jamais je n'abandon» nerai les principes de liberté, auxquels j'ai voué

» ma carrière et auxquels j'ai été fidèle toute ma
» vie.»

Ces paroles, il les prononçait au mois d'avril 1852, pendant la discussion du traité de commerce avec la France, combattu par la majorité des députés savoisiens et par la droite.

La lutte de M. de Cavour contre ses amis de la droite est féconde en enseignements pour nos hommes d'État, et remplit une des plus splendides périodes de sa vie politique, pendant laquelle il parcourt à pas de géant l'arène parlementaire. Il renverse alors ses compétiteurs, il surmonte un à un tous les obstacles, il se dégage des liens qui le gênaient, il réduit à l'impuissance le parti rétrograde, il se sépare de la fraction constitutionnelle qui voudrait temporiser, il affaiblit l'opposition en s'alliant au centre gauche, il tire le Piémont de son isolement en rattachant ses intérêts économiques à ceux de la France et de l'Angleterre, et le maintient dans son rôle hégémonique vis-à-vis des autres provinces de l'Italie, en continuant la politique belliqueuse contre l'Autriche.

•

Urbain Rattazzi, avec lequel M. de Cavour s'était

ainsi allié, avait dû lui aussi se séparer de beaucoup des siens, et faire un pas vers le centre de la chambre, pour désarmer et rendre favorable à ce pacte d'union une phalange nombreuse et compacte de modérés, dont l'opposition pouvait faire pencher la balance et jeter le gouvernement ainsi que le pays dans de graves périls.

Après que la triste journée de Novare eut abattu momentanément nos armes, cet illustre homme d'État avait bien vite compris qu'il ne restait d'autre parti à prendre que de se serrer autour du jeune monarque, qui tenait haut et droit le drapeau déployé avec tant de gloire dans les plaines de la Lombardie, et d'attendre l'occasion propice pour recommencer la lutte contre l'Autriche. Ce système politique, que les hommes de la droite tournaient en raillerie, le baptisant du nom de système de la *troisième rescousse* [1], était justement le même que le comte de Cavour portait dans son cœur, et qu'il mit

[1] Les gens de la droite appelaient ironiquement M. Rattazzi et ses amis les *Italianissimes*, parce que, dans leur pensée, le gouvernement ne devait pas cesser d'avoir les yeux fixés sur l'Italie.

ensuite à exécution avec tant de hardiesse. — Et ces mêmes idées ne tenaient pas moins à cœur au magnanime souverain, qui n'oubliait ni Novare, ni la triste fin de son père, ni la conduite provocatrice de l'Autriche. Avec la politique de la paix, le Piémont se fût aliéné l'Italie, sans se garantir lui-même. Là était tout le nœud de la question, que certains ne voyaient pas, que d'autres voyaient mal. —Pour atteindre un but si considérable, il fallait que les diverses fractions de l'idée progressiste s'entendissent bien entre elles, et diminuassent quelque peu leurs prétentions, que les réformes demandées par l'opinion publique fussent effectuées, en développant ainsi la liberté intérieure, en enlevant aux rétrogrades l'espoir de rattraper le terrain perdu, en créant en un mot un puissant parti constitutionnel, auquel reviendrait de droit le gouvernement du pays.

L'alliance du comte de Cavour et d'Urbain Rattazzi marque le triomphe de ce système, qui apaisa notablement les soupçons, les accusations emportées, les rancunes qui avaient si malheureusement aigri les esprits dans les années précédentes.

L'opposition continua à combattre, mais avec plus

de largeur dans les idées et davantage de courtoisie dans les formes. Les diverses fractions libérales, voyant à quel but on tendait, se liguèrent souvent entre elles pour soutenir le ministère et parer les coups qui pouvaient le frapper gravement. L'esprit parlementaire se développa, et on comprit mieux que par le passé la nécessité des concessions opportunes et honnêtes. Le sentiment national se répandit dans les différentes classes de la population, le Parlement s'acquit réputation et autorité. La nation s'unit plus étroitement avec le prince, et les liens avec les autres provinces italiennes devinrent plus forts et plus puissants. C'est là le résumé d'une période de notre histoire politique, d'où nous supprimons les incidents de peu d'intérêt, les escarmouches personnelles, les bavardages et les désagréments inséparables de toutes les affaires humaines. Et c'est sous ces mêmes couleurs que la jugeait, trois ans après, le comte de Cavour répondant à un discours du comte de Revel dans la discussion sur le traité d'alliance entre le Piémont, la France et l'Angleterre pour la guerre de Crimée. M. de Revel ayant paru croire que ce traité nous était imposé par ces deux puissances, en

signe de désapprobation des doctrines politiques professées par le ministère, M. de Cavour lui répondit en ces termes : « — En le réduisant à sa juste expression, » le discours du comte de Revel conclut à ceci, que le » traité a été nécessité par la présence dans le cabinet » de mon honorable ami, le ministre Rattazzi. — » (Le député de Revel fait un signe affirmatif. —*Mou-* » *vement.*)

» Eh bien, messieurs, je le déclare hautement, et » sans intention de blesser qui que ce soit, sans vou- » loir le moins du monde diminuer l'estime que mé- » ritent les membres de la Chambre qui appartiennent » à la fraction dont je me suis séparé, je déclare hau- » tement qu'il n'y pas un acte de ma vie politique, » déjà malheureusement quelque peu longue, que » je me rappelle avec autant de satisfaction que celui » qui vient d'être si fortement blâmé par le député de » Revel.

» Je puis me faire illusion, messieurs, mais j'ai la » ferme conviction que cet acte a eu pour effet de » maintenir notre gouvernement dans cette voie de » régulière et progressive liberté, où il marche depuis

» l'avénement au trône du valeureux roi Victor-
» Emmanuel[1]. »

Avant d'entrer au ministère avec le comte de Cavour, M. Rattazzi occupait depuis longtemps une des premières places parmi les orateurs du parti libéral. Conciliant dans ses manières, mais ferme dans ses desseins, il se montra toujours et en toute occasion le défenseur hardi et infatigable des principes de liberté et de nationalité qui donnèrent naissance au mouvement italien. Devenu ministre pour la seconde fois en 1849, il s'opposa vivement et sagement à l'intervention que projetait Gioberti en Toscane, pré-

[1] Voici de quelle façon dans ce même discours il expliquait les raisons qui l'avaient conduit à former cette alliance qu'on lui reprochait :

« Tant que durait en France la République, tant que les des-
» tinées de ce pays demeuraient incertaines, dans l'attente des
» résultats de l'élection présidentielle de 1852, tant que le
» spectre de la révolution se dressait derrière l'image de cette
» année, j'étais sûr que chez nous le parti réactionnaire ne ten-
» terait rien contre nos institutions, ne ferait rien pour empê-
» cher le développement régulier du Statut. Mais quand, par le
» fait du 2 décembre, l'ordre ne courut plus aucun danger en
» France, quand le spectre de 1852 fut entièrement disparu,
» je pensai alors que d'un côté, la faction révolutionnaire n'était

voyant bien que les résultats n'eussent pas mieux valu que ceux de la Restauration qu'opérèrent les Toscans eux-mêmes. Les accusations élevées contre lui à ce sujet étaient aussi absurdes que fausses, comme le prouvèrent bien sur le moment les nombreux témoignages d'approbation qui se produisirent, ainsi que plus tard le fait de l'unification italienne. Sa plus complète justification fut dans le système politique tout entier suivi par le comte de Cavour, qui se montra invariablement contraire à tout accord avec le souverain de la Toscane, comme trop intimement lié à l'Autriche par la parenté et les principes de gouver-

» plus à craindre, et de l'autre que le parti de la réaction, ou » du moins ce parti qui voulait arrêter le progrès et le développement régulier des principes du Statut, devenait dès lors » dangereux. Et c'est pour cela, Messieurs, que j'ai cru non-» seulement opportun, mais même nécessaire, indispensable, de » constituer un grand parti libéral, en appelant à en faire partie » toutes les personnes, qui, tout en pouvant différer d'idées sur » les points secondaires, se trouvaient cependant d'accord sur » les grands principes de progrès et de liberté. Et je pense » (force m'est de le dire) avoir rendu en cela un vrai service à » notre pays, car je crois avoir ainsi élevé une barrière désormais infranchissable pour la réaction. » (*Marques d'approbation.*)

nement. — Et du reste, dans les moments critiques que nous venons de rappeler, cette intervention ne pouvait guère s'opérer sans mettre en danger la tranquillité intérieure du royaume sarde et le lancer dans une voie dont il était difficile de prévoir l'issue.

La dénonciation soudaine de la reprise des hostilités à l'Autriche ne fut le fait ni de Rattazzi ni d'un autre, mais bien de toute la nation et surtout de ce prince chevaleresque, à l'âme généreuse duquel pesaient si lourdement la défaite de Custoza, ainsi que les calomnies des hommes hostiles à la monarchie [1]. Ce qui appartient en propre à M. Rattazzi (et c'est un devoir de le dire aujourd'hui que les temps

[1] Le comte de Cavour lui-même, lorsqu'il vit l'inutilité des espérances fondées sur la médiation, se décida pour la guerre immédiate. Les motifs qui l'amenèrent étaient de telle nature et en tel nombre que toute l'intelligence humaine ne pouvait ni les conjurer ni les ajourner. Il est donc inconcevable que certains écrivains, soit légèreté, soit esprit de parti, rejettent sur M. Rattazzi la malheureuse issue de la reprise de la guerre contre l'Autriche, comme s'il eût été en son pouvoir, à lui qui faisait partie depuis deux mois à peine d'un cabinet travaillé par de violentes divisions, de changer le cours des choses ! Pour montrer quelles étaient les espérances de Charles-Albert en

sont assez éloignés et assez en lumière pour qu'on puisse en écrire l'histoire sans tomber dans les rancunes de partis), c'est d'être resté calme au milieu de l'orage, de n'avoir point plié quand soufflait le vent contraire, d'avoir conservé, vif et ardent, le culte du sentiment national, d'avoir servi loyalement son prince, et reconnu la valeur et les talents de ses adversaires politiques, jusqu'à s'allier à eux pour réformer l'administration et la législation du pays, et inaugurer cette politique belliqueuse qui ceignit de nouveaux lauriers nos drapeaux en Crimée, et nous fit asseoir à côté des grandes puissances dans ce congrès de Paris, où prirent naissance les germes qui

recommençant la guerre en 1849, nous donnons la lettre suivante, qu'il adressait à M. Rattazzi peu de jours avant la bataille de Novare :

Novare, le 16 mars.

« J'étais ce matin en voiture et en marche sur Novare, lorsque » l'on me fit parvenir votre lettre. Je vous suis infiniment » reconnaissant, très-cher Rattazzi, pour les nouvelles intéres- » santes que vous me donnez sur la marche des affaires ; elles » m'ont fait éprouver une douce satisfaction. D'après ce que

plus tard portèrent leurs fruits sur les champs de Palestro et de San-Martino. — M. de Cavour, qui sentait par instinct la portée des hommes et savait reconnaître le mérite chez ses adversaires, lors même qu'il employait pour triompher d'eux, dans la chaleur de la lutte, toutes les ressources de sa force, M. de Cavour faisait le plus grand cas de M. Rattazzi, et bien que ce dernier fût déjà sorti du ministère, il lui écrivait fort souvent pour le consulter dans les moments difficiles.

» vous me dites, je vois que le sénateur Plezza doit être arrivé
» à Alexandrie ; s'il vient à Novare, je le louerai beaucoup sur
» le dévouement qu'il vient de montrer ; mais je crois qu'il
» serait bien qu'il attendît quelques jours avant d'aller à Parme ;
» car les Autrichiens occupant avec des forces considérables
» Plaisance, il s'ensuit qu'il ne pourrait qu'avec difficulté
» s'établir à Parme, et que sa position y serait très-précaire,
» pouvant d'un instant à l'autre y voir rentrer les Autrichiens :
» et s'il était obligé de se retirer, cela ferait du mal à notre
» cause.

» J'ai les nouvelles les plus satisfaisantes à vous donner sur
» l'esprit de nos troupes, même des régiments lombards ; la
» déclaration de guerre a fait disparaître la tristesse et la mau-
» vaise volonté. On est content de sortir de cette inaction et de
» cette attente assommante qui nous opprimait ; et la majorité

« 26 janvier 1858.

» Très-estimé ami,

» Je voulais depuis plusieurs jours vous envoyer
» des détails sur notre marche politique, à laquelle
» je ne doute pas que vous ne continuiez à porter le
» même intérêt que lorsque vous en partagiez avec
» nous la lourde responsabilité; mais les innombrables

» pense avec joie à des jours glorieux. S'il n'arrive rien de nou-
» veau, je pense que c'est mardi ou mercredi que nous attaque-
» rons les Autrichiens; aussi je ne retourne plus à Alexandrie,
» m'établissant au milieu de nos troupes. D'après des rapports,
» il paraît que les Autrichiens concentrent leurs forces sur
» l'Adda; ce serait déjà un grand avantage pour nous,
» si nous pouvions franchir le Tessin sans une forte résis-
» tance.

» Si nous entrons en Lombardie, comme je l'espère, veuillez
» bien vous rappeler que jusqu'à la paix il faut y maintenir un
» gouvernement militaire, et qu'il faut surtout éviter de laisser
» s'établir à Milan aucune junte ou même Consulte lombarde, sans
» quoi nous perdrions tout. Il faudra, à mesure que nous avan-
» cerons, établir des gouverneurs, des intendants généraux,
» et former de suite les provinces en y établissant toutes nos

» affaires qu'il me faut expédier ne m'ont pas permis de
» le faire jusqu'à ce moment.

» L'attentat du 14 de ce mois (complot Orsini)
» est venu accroître les difficultés de notre posi-
» tion.

» M. Walewski s'est hâté de saisir cette circon-
» stance pour nous adresser une note conçue dans un
» esprit très-bienveillant, mais fort âcre contre lès
» émigrés et contre la presse. Sur le premier point, il
» m'a été facile de répondre en établissant les ordres
» que vous aviez déjà donnés à ce sujet, ainsi que
» ma disposition à les faire exécuter dans toute leur
» rigueur.

» Pour ce qui touche la presse, c'est plus embar-
» rassant. Les moyens dont nous disposons pour ré-

» institutions. C'est la seule manière de pouvoir fonder l'union
« avec nous.

» Veuillez bien m'écrire et me croire

» Votre très-affectionné

» C. ALBERT.»

(*En français dans l'original.*)

» primer ses excès sont très-limités, et loin de » répondre aux désirs du gouvernement impérial.

. . . .

. . . .

. . . .

» Croyez-moi bien sincèrement

» Votre ami tout dévoué

» C. Cavour. »

Le comte de Cavour écrivit au gouvernement français qu'il était impossible d'user contre la presse de moyens autres que ceux établis par les lois du pays. Il communiqua sa décision à M. Rattazzi, qui lui répondit aussitôt, en l'exhortant à y persévérer. Les lettres échangées entre ces grands hommes d'État pendant l'année 1858 font voir l'affection et la confiance réciproques, la noblesse et l'élévation de leurs sentiments. On comprend alors comment, dans cette même année, M. de Cavour, voyant que certains journaux étrangers, par esprit de parti, ou par l'erreur de leurs correspondants, propageaient de faux jugements sur son ami, en prenant pour prétexte la tentative

d'insurrection à Gênes, que M. Rattazzi avait cependant réprimée en bref délai, on comprend, disons-nous, comment M. de Cavour écrivait au marquis de Villamarina la lettre suivante :

« Mon cher marquis,

» Le télégraphe vous a appris la modification que
» le ministère vient de subir. Vous aurez été étonné
» de voir que j'aie quitté les finances pour me charger
» de l'intérieur.

» Ce changement m'a été imposé par la nécessité
» de relever le moral de l'administration provinciale,
» abattue par une suite de fâcheuses circonstances.
» Je ne sais si je parviendrai à le faire. J'y consa-
» crerai toutes mes forces et tous mes moyens intel-
» lectuels. Nous avons pensé qu'il ne convenait pas
» d'introduire un élément nouveau dans le cabinet, qui
» aurait pu laisser croire que le ministère incli-
» nait à gauche ou à droite, tandis qu'il persiste dans
» la voie qu'il a suivie jusqu'ici sans en dévier d'une
» ligne.

» Maintenant que Rattazzi est sorti du ministère,
» il est temps que la vérité se fasse jour sur son
» compte, et qu'on commence à lui rendre justice.
» Vous qui le connaissez à fond, vous pouvez contri-
» buer à cette œuvre réparatrice.

» Rattazzi a succombé sous une série de circon-
» stances malheureuses, qu'il n'était pas en son
» pouvoir de conjurer. Il a été victime de fausses
» apparences, sur lesquelles ses ennemis ont élevé un
» édifice de calomnies inouïes. On l'a accusé de ten-
» dances révolutionnaires, d'opinions exagérées. Rien
» de plus contraire à la vérité. Rattazzi a toujours été
» le membre le plus conservateur du cabinet, le par-
» tisan le plus décidé du principe d'autorité. Le roi, la
» monarchie, la cause de l'ordre n'ont pas de partisans
» plus sincères, plus dévoués que lui.

» Il est libéral par conviction ; intelligence de
» l'ordre le plus élevé, il a l'esprit juste et fin. Per-
» sonne ne saisit plus vite ni mieux que lui une affaire ;
» et il est difficile qu'il se trompe dans ses apprécia-
» tions soit des questions politiques, soit des questions
» administratives.

» Tout ce que Rattazzi a fait lui-même a été bien

» fait. Toutes les choses dont il a dû confier l'exécu- » tion à d'autres ont été de travers. Si l'occasion se » présente, tâchez de rectifier l'opinion que l'Empe- » reur s'est formée de Rattazzi. Répétez-lui de ma » part, que si dans tous les pays il y avait beaucoup » d'hommes de sa trempe, la cause de l'ordre ne cour- » rait plus aucun danger.

» La sortie de Rattazzi m'a causé un profond cha- » grin, non-seulement parce que j'ai pour lui une » vive et sincère amitié, mais parce qu'il est triste » de voir succomber un homme qui a tant de mérite, » et qui a rendu de si véritables services à son pays. » Vous devez avoir reçu à cette heure quelques copies » de la lettre de Farini à Gladstone. Elle a fait grand » effet ici. Je suis curieux de voir ce qu'en diront les » journaux français. Le journal des *Débats* ferait » mieux de s'en occuper que de continuer la polé- » mique sur l'enquête ordonnée par la chambre. Au » fond je ne regrette pas l'attitude qu'il a prise dans » cette question, car c'est à elle que nous devons que » toute la *presse européenne* l'ait pris si fort à cœur. » C'est beaucoup d'avoir occupé toute l'Europe de » nous !

» J'attends avec impatience la solution de l'affaire » Monaco.

» Croyez à mes sentiments dévoués[1].

» C. Cavour. »

Cette lettre, où M. de Cavour faisait justice des bruits calomnieux qui s'attaquaient à la réputation de M. Rattazzi, bruits parvenus jusqu'à l'Empereur, était écrite pour empêcher que ce souverain n'y prêtât créance et que son estime pour l'éminent homme d'État s'en trouvât amoindrie. Et cette exquise sollicitude, qui fait si noblement l'éloge du comte de Cavour, servit singulièrement à M. Rattazzi, lorsqu'après Villafranca il dut assumer la terrible tâche de gouverner le pays en pleine crise, au milieu de l'agitation et des inquiétudes de toutes sortes. — M. Rattazzi ne resta pas au-dessous de l'entreprise, et son illustre collègue et ami lui en rendit publique-

[1] Le marquis de Villamarina possède l'autographe de cette lettre (écrite en français).

ment témoignage, donnant ainsi un exemple digne de servir de leçon à certaines gens qui se prétendaient et se prétendent encore les gardiens et les continuateurs de ses idées et de sa politique[1]. Le dissentiment surgi entre M. Rattazzi et M. de Cavour naissait de motifs trop élevés pour que ce dernier pût s'en tenir offensé. La lutte entre les deux champions resta à la hauteur du sujet. Le vieux Piémont se partagea en deux camps pour la défense de son propre territoire. — Le lutteur qui entrait en lice contre un des premiers athlètes parlementaires, non-seulement de l'Italie, mais de l'Europe entière, était celui-là même taxé jadis de vouloir la ruine du Piémont, la destruction de sa capitale, celui que des gens osent accuser bassement aujourd'hui de se laisser gagner par des flatteries étrangères. — Et cette sortie, c'est pour la

[1] Dans son discours à propos du traité de cession de la Savoie et de Nice à la France, M. de Cavour disait que le ministère La Marmora-Rattazzi avait fait tout ce qui était possible pour l'annexion de l'Italie centrale, et que la politique italienne soutenue par lui, Cavour, depuis tant d'années, avait trouvé en M. Rattazzi un défenseur *sincère, actif* et *efficace.*

vérité historique qu'elle m'échappe, et non par l'entraînement de mon amitié personnelle. Ceux qui me connaissent savent que la vérité, ou du moins ce qui me paraît tel, est l'unique règle de mes jugements. — Mais revenons quelque peu sur nos pas.

II

Un des principaux actes du système politique de conciliation et de réformes à l'intérieur, et de gloire militaire au dehors, dû à l'alliance intime de M. de Cavour avec M. Rattazzi, fut l'expédition de Crimée. Dès le début de la guerre entre les puissances occidentales et la Russie, le comte de Cavour prit aussitôt son parti, qui était de s'allier sans délai aux adversaires du grand despote du Nord; pour *nous présenter devant l'Europe avec le drapeau de la liberté haut et déployé*, pour éviter les tristes effets du sys-

tème de neutralité, pour faire faire figure au dehors au Piémont, et surtout pour l'introduire dans les conseils politiques des *grandes nations*, *où se décident les destins des peuples, et où souvent se prononcent des sentences malheureusement sans appel, bien que contraires au vrai droit et au dogme des nationalités*[1].

L'opinion publique, qui s'était d'abord montrée quelque peu contraire à ce hardi projet, lui devint bientôt favorable, car le Piémont ne s'est jamais refusé et ne se refusera jamais à une entreprise d'où il puisse rejaillir une gloire nouvelle pour ses armes. M. de Cavour veillait avec un vif intérêt au départ de nos troupes, commandées par son ami le général Alphonse de La Marmora, dont la renommée, ainsi qu'il le disait, *est devenue européenne et peut se compter désormais comme une gloire nationale*. Il se réjouissait hautement de cette intervention militaire du Piémont dans les affaires de l'Europe, car il était convaincu qu'elle aurait pour effet une seconde intervention d'autre nature, de laquelle dériverait un

[1] Paroles de M. de Cavour à la Chambre.

grand accroissement d'autorité politique pour notre pays. Il était joyeux de voir dans les préparatifs d'entrée en campagne les bonnes dispositions des troupes qui se rendaient à Gênes, afin de s'y embarquer pour la Mer-Noire. « — Dites à Durando (écrivait-il dans une » de ses lettres), que j'ai vu partir à Verceil un esca- » dron de cavalerie pour la Crimée. Les soldats étaient » d'excellente humeur, et les officiers m'assuraient » que si on avait fait appel aux volontaires, la moitié » des régiments serait partie. » — La fortune, la valeur et l'habileté du chef amenèrent d'heureux résultats. — La nouvelle de la prise de Sébastopol arrivant au comte de Cavour qui était à Leri, il prend la plume et écrit à son collègue les mots suivants, qui prouvent que sous l'habit du diplomate et de l'homme d'État battait toujours le cœur du jeune officier Piémontais « — Ma première impression en lisant la dépêche té- » légraphique de La Marmora, qu'on m'a expédiée de » Verceil, a été un très-vif regret de ce que notre » contingent n'a pas pris part au glorieux assaut de » Sébastopol. La réflexion cependant m'a ramené à » des idées plus calmes, et à l'heure actuelle je suis » heureux d'un événement qui change les conditions

» de la guerre. Je nourris en outre l'espoir que les
» nôtres trouveront moyen de se distinguer par
» quelque fait glorieux pendant la retraite des Russes.
» Quoi qu'il en soit, la prise de Sébastopol constitue
» la complète justification du traité contre lequel sont
» restés impuissants l'éloquence . . . .
. . . . »

Les affaires militaires de la Crimée n'étaient pas encore achevées, que l'infatigable et ardent esprit du comte de Cavour était déjà en quête de nouveaux expédients pour tenir éveillée l'attention de l'Europe sur l'Italie. Il n'était pas homme à se confier simplement à la force des choses, en attendant les bras croisés, suivant la phrase d'aujourd'hui, que *les destins mûrissent*; mais il marchait résolûment, à travers les ronces de la route, à la rencontre du destin. — *Le monde est à qui le prend*, disaient jadis les anciens; à quoi un moderne a ajouté: *mais pour le prendre, il faut l'esprit, le cœur et le bras.* — Or quel était le nouvel expédient de notre ministre? Le voyage du Roi à Paris. Il y a des curieux détails sur ce sujet dans ses lettres:

« — Je pense que Cibrario aura écrit à Londres pour
» annoncer le voyage du Roi. La Reine sera de retour
» de l'Écosse le 15 octobre, et l'on peut, en cela, pré-
» senter l'époque choisie par le Roi comme une atten-
» tion toute particulière pour la Reine Victoria. Il
» faudrait maintenant se fixer sur les personnes qui
» doivent accompagner le Roi. Le choix n'est pas
» difficile, car nous ne comptons guère d'amis parmi
» les gens de la cour. Sauf Azeglio et Dabormida, les
» autres nous sont peu favorables. Si un ministre
» doit accompagner le Roi, il faudrait que ce fût
» Durando ou Paleocapa. Parlez-en au Conseil, et
» invitez-le à délibérer sur la façon de s'y prendre
» avec le Roi. Si le Conseil jugeait opportun que j'en
» parlasse ou que j'en écrivisse à Sa Majesté, je suis
» à ses ordres. »

Quelques jours après cette lettre, il revenait sur le même sujet : — « Le choix de Durando est excellent.

« Puisque nous sommes encore dans la phase mi-
» litante, le ministre de la guerre est l'homme le
» mieux à même de représenter le pays. » — Il dé-

sirait y aller lui-même, mais divers égards le retenaient. Il répondait de Leri à son collègue, qui lui écrivait journellement pour le décider à ce voyage:

« — J'avais bien pensé aux raisons qui pouvaient » rendre nécessaire que j'accompagnasse le Roi à » Paris et à Londres. Mais après avoir bien pesé le » pour et le contre, j'en suis arrivé à me convaincre » que je dois rester à Turin. . . . .

» . . . .

» Ma présence à Paris et à Londres donnerait au » voyage du Roi un caractère trop politique. S'il n'en » devait rien résulter, ce qui n'est que trop possible, » il en adviendrait un gros discrédit pour le minis» tère. — Si c'était le moment de commencer à » préparer le terrain pour les futures négociations de » paix, je crois que je pourrais me rendre utile au » pays, mais le tenter à présent serait, à mon avis, » prématuré . . . .

» . . . .

» Ce n'est pas que ces considérations me soient dictées » par la répugnance d'aller à Paris et à Londres. Si » je croyais ma présence vraiment utile dans ces » villes, je partirais sans hésiter. Mais en vérité je

» crois plus avantageux pour le pays et pour le » ministère que je reste, au lieu d'aller. »

Selon lui, il fallait à tout prix que M. d'Azeglio fît partie de la suite du Roi, « — *car sa présence est nécessaire pour prouver à l'Europe que nous ne sommes point infectés de la lèpre révolutionnaire.* »

Il se décida enfin à se rendre aux prières de ses collègues et à partir avec M. d'Azeglio, auquel il portait une affection sincère, bien que souvent en désaccord avec lui sur la politique. — Arrivé en Savoie, il décrit avec vivacité l'accueil fait au Roi ainsi qu'à lui :

« Mardi, 5 heures du matin.

» Cher collègue,

» Deux lignes pour vous dire que l'accueil fait au » Roi a été splendide et chaleureux comme jamais. » Sur toute la ligne parcourue, autorités, gardes » nationales, populations en fête ; ici une foule im- » mense, plutôt d'une capitale que d'une ville de » province. Partout des cris frénétiques de *Vive le*

» *Roi*, et également de nombreux (je dois l'avouer,
» malgré mon excessive modestie,) *Vive Cavour*. —
» Beaucoup de maires, dans leurs ovations, ont fait
» le panégyrique de Magenta (Intendant, — *Préfet*
» de la Savoie, devenu, grâce aux sottises des clé-
» ricaux, le héros du parti libéral). Le Prince Napoléon,
» venu à la rencontre du Roi jusqu'à Modane, a été
» charmant. Il a loué le pays et la population. Il repart
» aujourd'hui pour Paris, où M. Du Plessis l'attend
» pour aller aux Pyrénées. Il est plein d'espérances
» pour l'Italie... J'ai eu avec lui une très-longue
» conversation...... Je vous la raconterai à mon
» retour...... Saluez La Marmora, et dites-lui que les
» troupes étaient très-belles. Je ne sais si Castelborgo
» est un grand général, mais il est certainement un
» grand bon diable. Il m'a cédé son appartement, et
» est allé coucher dans la chambre de son ordonnance.
» Croyez-moi

» Votre bien affectionné,

» C. Cavour. »

« *P. S.* Le Roi part jeudi. Je ne sais pas encore si
» je l'accompagnerai, ou si j'irai à Chamounix. Le

» temps est si beau que je suis vraiment tenté d'aller
» faire une visite au mont Blanc, même au risque de
» traîner derrière moi.... » (*Ici le nom d'un député assez ennuyeux.*)

Nous voulons lui laisser décrire également à lui-même son arrivée à Paris, ainsi que la vie qu'il était contraint d'y mener.

« —Je commençais à être quelque peu de mauvaise
» humeur de ne pas recevoir directement de vos nou-
» velles, quand votre lettre du 24 est venue me cal-
» mer. De mon côté, si je ne vous ai pas écrit plus
» souvent, c'est que le temps me manquait pour le
» faire. De six heures du matin à deux heures après
» minuit, je suis toujours en l'air. Je n'ai jamais
» mené une vie aussi agitée, et cela pour peu de ré-
» sultat : mais, patience ! Je n'entame pas les dé-
» tails ; il faudrait écrire des volumes. Le Roi se porte
» parfaitement et est d'excellente humeur... Aujour-
» d'hui, grande revue. Demain, bal à l'*Hôtel de Ville*,
» et, jeudi, nous partons. J'envoie à Cibrario le pro-
» gramme du séjour en Angleterre. Il n'est pas diver-

» tissant. Quant je ferai valoir mes droits à la pension
» de retraite, j'espère que le voyage actuel me comp-
» tera comme une campagne. J'ai vu Thiers qui m'a
» demandé de vos nouvelles. Il approuve la guerre
» faite, mais maintenant, il veut la paix. Il désespère de
» son propre parti, et je dirais presque de l'avenir du
» régime parlementaire. Cousin s'est fait fusioniste...

» Hier soir, je me suis trouvé avec Montalembert.
» Malgré le peu de sympathie réciproque, nous avons
» dû nous serrer la main. J'ai vu le Nonce, à qui j'ai
» dit combien serait désirable l'accord sur les bases
» du système français. Il a fait semblant de ne pas
» comprendre. De politique, je ne vous en parle pas.
» Je me borne à vous dire que tout ce qu'on vous a
» envoyé par le télégraphe par rapport à l'Autriche,
» se confirme.

» Croyez-moi votre très-affectionné,

» C. Cavour. »

Pendant ce voyage, il avait lié ou renouvelé amitié avec les personnages les plus considérables d'Europe et sondé leurs idées à l'égard de l'Italie. Il en agissait

presque familièrement avec tous, et sa conversation était fort recherchée, pour sa grande réputation, pour son caractère gai et franc, pour son génie profond, pour son esprit orné, fin et vif. — De retour à Turin, il s'occupa aussitôt du Congrès, dont on commençait à parler dans les journaux, ainsi que du choix de notre plénipotentiaire. M. d'Azeglio auquel, comme nous l'avons dit déjà, il revenait constamment chaque fois que les nécessités politiques le voulaient, avait accepté cette mission, et était sur le point de partir, quand, sur de nouveaux incidents, il jugea bon de se retirer. — Le comte de Cavour se chargea alors lui-même de la chose, et se rendit à Paris au mois de février 1856. Avec son action hardie, il eut bientôt vaincu la difficulté qui s'était élevée au sujet de l'admission du plénipotentiaire sarde au Congrès. « — Quand le gouvernement du Roi a signé le » traité d'alliance avec l'Angleterre et la France, il » n'a pas cru opportun d'établir d'une façon définitive » et particulière la situation qui serait assignée à la » Sardaigne dans le Congrès; car le gouvernement » savait qu'aussi bien pour les individus que pour » les nations, leur considération, leur influence dé-

» pendent beaucoup plus de leur propre conduite, de » la réputation qu'ils se sont acquise, que des stipu- » lations diplomatiques. »

Les faits donnèrent raison à ce langage, et le Piémont eut un vote égal à celui de ses Confédérés. La neutralité de la mer Noire, la liberté de la navigation du Danube, non-seulement pour la partie du fleuve qui baigne les frontières ottomanes, mais aussi bien pour celle qui passe à travers l'Allemagne, les garanties pour les peuples chrétiens sujets de la Porte, le nouveau droit maritime des neutres en temps de guerre, sont des faits et des principes établis qui suffiraient par eux seuls à démontrer le rôle important du Congrès de Paris, quand bien même le comte de Cavour ne lui eût pas donné pour nous personnellement cette importance immense que l'on sait, en appelant l'attention de l'Europe sur les affaires de Naples et de Rome, en affirmant le droit du Piémont de parler au nom de l'Italie et d'empêcher que l'Autriche étendît son occupation au delà des frontières des Provinces Lombard-Vénitiennes. Aux graves difficultés qu'il rencontrait dans cette entreprise, il opposait la très-

énergique vertu de la Persévérance, et toute l'habileté dont la nature l'avait largement doué. Ses lettres révèlent les impressions diverses que subissait son esprit, sans toutefois que jamais il se décourageât.

Comme tout le monde le sait, le traité de Paris se conclut le 30 mars 1856, sans qu'il y eût un mot de dit sur les affaires d'Italie, la discussion roulant tout entière sur le rétablissement de la paix avec la Russie, et sur la solution des autres questions qui se rapportaient à cette paix. Et le comte de Cavour en ressentait d'autant plus de chagrin que dès les premiers jours de son arrivée à Paris, il avait tout fait pour amener sur le tapis la question italienne.

« — Bien que je n'aie pas encore reçu de lettres de
» Turin, si ce n'est de Paleocapa qui n'a pas su ré-
» sister au plaisir de se moquer (et avec trop de rai-
» son) de diverses recommandations que je lui ai
» faites, je ne prends cependant pas la mouche, et je
» continue à vous faire part ainsi qu'à nos collègues
» de tout ce qui se passe ici.....

» Je n'ai rien à ajouter à ma dépêche d'hier. J'ai

» eu, avec lord Cowley, une longue conversation » dont je suis très-satisfait. L'ambassadeur s'est mon- » tré prêt à appuyer les quatre points de ma lettre, » et il pense qu'ils ont également l'agrément de l'Em- » pereur. Le prince Napoléon a été très-aimable avec » moi et a exprimé des opinions très-favorables à » notre cause. Aujourd'hui je dois voir le roi Jérôme, » qui est aussi un de nos chauds amis.

» Je ne suis pas moins occupé ici qu'à Turin. Au » lieu de donner des audiences, d'assister au Conseil » et au Parlement et d'expédier des affaires, j'ai à » rendre des visites sans nombre, à assister à des dî- » ners, à des soirées, à des réceptions, etc., qui ne » me dérangent pas moins et qui sont plus fatigants. » Encore, si l'on pouvait se récréer la vue avec les » nymphes du ballet! mais aller au théâtre, c'est là » un problème presque insoluble; et lorsqu'il est ré- » solu, nous devons aller au spectacle avec tant de » cérémonie qu'il n'y a plus de plaisir.

» Recommandez à Lanza la loi sur les patentes; il » est indispensable qu'on la discute vivement, pour » dresser les rôles. — *Per Bacco!* les chambres veu- » lent constamment agrandir la sphère de leurs attri-

» butions, et quand il s'agit de faire usage de leur
» pouvoir, elles restent inertes !!!

» Dites à La Marmora que l'amiral Lyons a été re-
» tenu en Angleterre par la mort d'un parent, ce qui
» fait que j'ai dû lui envoyer la lettre qui m'avait été
» remise pour lui.

» Croyez aux bien affectueux sentiments de

» Votre ami très-dévoué,

» C. CAVOUR. »

Le troisième ou quatrième jour qu'il était à Paris, le 20 février, il écrivait :

« — J'ai raconté, dans ma dépêche spéciale, la con-
» versation que j'ai eue avec l'Empereur. Je n'ai que
» peu de chose à ajouter à ce que j'ai dit. Je ne puis
» que dire encore que réellement l'Empereur voudrait
» faire quelque chose pour nous. Si nous pouvions
» nous assurer l'appui de la Russie, nous obtiendrions
» quelque chose d'efficace ; dans le cas contraire,
» nous aurons à nous contenter d'une avalanche

» d'assurances amicales et de paroles de bienveil-
» lance.

» Si je ne réussis pas, ce ne sera pas par défaut de
» zèle. Je rends des visites, je dîne, j'écris des billets,
» j'assiste à des réunions. — Je fais enfin tout ce que
» je puis.......................................

» Je me fâche de votre silence. Si cela continue, je
» vous dénonce au *Campanone*[1], et je signale votre
» manière d'agir comme une preuve d'incompati-
» bilité d'humeur dans le *ménage*, — résultat du *Con-*
» *nubbio*. »

M. Rattazzi répondait à cette lettre, le 25 février 1856 :

« J'ai vraiment regretté d'apprendre que le 22
» courant vous n'aviez encore reçu aucune lettre de
» moi. Oldofreddi devait être arrivé à Paris bien
» avant, et je ne comprends pas comment il n'était
» pas encore allé vous voir. J'espère cependant qu'à

[1] Journal réactionnaire de Turin.

» l'heure actuelle vous aurez reçu la lettre dont il » était porteur, et l'autre que je vous ai adressée par » le courrier. — C'est pourquoi je ne crains plus que » vous me dénonciez au *Campanone*.

» Quand je pense aux fatigues que vous avez dû en- » durer ces jours-ci, je ne puis m'empêcher, cher » président, d'en souffrir pour vous. Il est vrai » qu'avec votre caractère et votre énergie, vous sup- » porterez cela mieux qu'un autre ; mais vous en se- » rez assurément ennuyé aussi à la fin.

» Aucun de nous ne doute que vous ne fassiez tout » ce qu'il est possible de faire, et nous avons tous au » contraire l'intime conviction que s'il y a moyen » d'obtenir quelque chose, vous êtes certainement » plus apte que tout autre pour le faire valoir, et que » vous le ferez..... Ne vous découragez donc pas à » cause de cela : ainsi que je vous l'ai déjà dit, le » pays comprend les difficultés de notre position, et » ne vous fera jamais aucun reproche, quand même » vous ne réussiriez pas à gagner quelque chose. Il » ne vous sera au contraire que d'autant plus recon- » naissant, si vous arrivez à surmonter les très- » graves obstacles qui se présentent. »

Pendant tout le mois de mars, il ne se passa presque pas de jour où il n'y eût échange de lettres entr M. Rattazzi et M. de Cavour, roulant sur le peu de probabilité d'introduire la question italienne dans le Congrès. Mais à mesure que les difficultés s'accumulaient et lui fermaient une issue, le comte de Cavour, avec une extraordinaire fertilité d'invention, *en imaginait* de suite une autre. — Il s'occupait tour à tour de Constantinople, des Principautés Danubiennes, de la Grèce, et tous les projets issus de sa *pensée* à ce sujet tendaient toujours au profit de l'Italie et de la dynastie. Il réclamait à ses collègues et à ses amis des documents sur la condition des États *italiens*, pour les placer sous les yeux de la France et de l'Angleterre. Et le temps ne lui paraissant pas encore propice pour la réalisation de ses plans sur l'Orient et les Provinces Danubiennes, il tournait tout entier ses efforts vers les duchés de Parme et de Modène, qui, comme il le disait, gênaient et menaçaient notre gouvernement par le moyen de l'Autriche. Et à ce propos, M. Rattazzi lui écrivait :

« — Vous avez sans doute reçu par le télégraphe les » deux dépêches que je vous ai transmises relative- » ment aux faits de Parme. Vous aurez pu juger beau- » coup mieux que moi de l'influence que cela peut » exercer dans l'état actuel des choses, et du parti » qu'il y a à en tirer. En vérité, il ne me paraît pas » possible qu'on veuille laisser subsister des gouver- » nements chez lesquels d'aussi tristes événements se » renouvellent si souvent, et qui n'ont la force ni pour » les prévenir, ni pour les réprimer......................
» C'est, en attendant, l'Autriche qui finit par y trou- » ver son compte, car avec son état de siége indéfi- » niment perpétué, elle assume toute l'autorité dans » ce pays. Ainsi, par le fait, ce duché-là aussi passera » sous sa souveraineté directe. »

Ne sachant à quel parti s'arrêter à l'égard du duc de Modène et de la duchesse de Parme, M. de Cavour proposait des transfèrements et des changements d'États avantageux au Piémont ainsi qu'aux autres provinces italiennes. Il était infatigable à rechercher, à inventer et à présenter tous les moyens qui lui paraissaient utiles pour la solution du problème qui oc-

cupait toute son intelligence. Il n'y avait pas alors à Paris ni en Europe de diplomate plus travailleur, plus ingénieux, plus tenace dans son but, et plus souple dans les moyens. Et c'est pourquoi, voyant que ses propositions partielles ne pouvaient avoir les résultats qu'il s'en promettait, il revenait à sa première idée d'amener, d'une façon ou d'une autre, dans le Congrès la discussion sur les affaires d'Italie. — A mesure que les conférences approchaient de leur terme, il ressentait une plus vive contrariété pour les difficultés qu'il rencontrait et dont il faisait part à son collègue, qui lui répondait :

« — Les dernières nouvelles que vous avez eu la
» bonté de me faire tenir m'ont quelque peu chagriné,
» car les obstacles qui s'opposent à une compensation
» pour le Piémont deviennent d'autant plus graves.
» Je ne veux cependant pas abandonner toute espé-
» rance, et je suis persuadé que vous ne vous décou-
» ragerez pas, malgré les grosses difficultés qui vous
» entourent, mais que vous saurez résister autant que
» cela sera faisable. [1] »

[1] Lettre du commandeur Urbain Rattazzi, 8 mars 1856.

M. de Cavour dut néanmoins apposer sa signature au traité qui fut terminé le 30 mars 1856, sans qu'il y eût de discussion sur les affaires italiennes. Sa douleur en fut si grande qu'un peu plus tard il semblait croire que le Congrès n'avait rien produit d'utile pour l'Italie. C'est pourquoi son ami lui écrivait, pour adoucir un peu l'amertume qu'il ressentait :

« — Le Roi est venu hier ici, et l'on a lu le traité » de paix dans le Conseil. Nous avons tous été d'ac» cord que, pour le Piémont, on ne pouvait faire da» vantage, et qu'à défaut d'autre chose nous avons » au moins gagné d'être rangé au nombre des grandes » puissances. Sous le rapport matériel, cet avantage » n'est pas d'une grande importance pour le présent, » mais il l'est politiquement, et il le sera matérielle» ment dans l'avenir [1]. »

Et dans une autre lettre, il ajoutait :

« — On attend ici avec une vive impatience la teneur » du traité de paix et des protocoles, encore bien que

[1] Lettre de M. Rattazzi, 5 avril 1856.

» tous comprennent que cela n'en apprendra pas » beaucoup plus que ce que l'on sait déjà. Je suis » heureux de pouvoir vous confirmer tout ce que je » vous ai écrit dans mes précédentes lettres, à savoir » qu'il n'y a personne ici qui se plaigne ou vous fasse » un reproche si l'on n'a matériellement rien obtenu. » Vous avez au contraire grandement mérité pour *tout* » ce que vous avez fait, et en général on reconnaît bien » qu'il n'était pas dans l'état des choses de faire davan- » tage. Cette opinion chez notre peuple ne me sur- » prend pas, car les Piémontais ont toujours donné » la preuve d'un grand bons sens. Mais ce qui me fait » encore plus de plaisir, c'est d'apprendre que la même » chose a lieu dans les autres parties de l'Italie; je » vous transmets une lettre que Minghetti écrit à Cas- » telli, par laquelle vous verrez ce que pense l'opinion » publique à cet égard également dans les États pon- » tificaux [1]. »

[1] Voici le passage de cette lettre auquel il est fait trait :

« C'a déjà été un grand pas que d'avoir pu poser la question » dans le Congrès, et d'attirer l'attention de la diplomatie et du » public sur les conditions de la Péninsule. Tout le monde le » reconnaît; et on comprend bien que, sans le crédit du Piémont,

» Farini entre chez moi en ce moment, et me dit » que plusieurs Toscans des plus influents sont ar- » rivés hier, qui assurent que les idées modérées » et en faveur du Piémont gagnent de plus en » plus dans le Grand-Duché ; ils veulent vous faire » une adresse en remercîement de tout ce que vous » avez fait dans les conférences pour l'Italie, et ils di- » sent que cette adresse sera couverte de milliers de » signatures [1]. »

En relisant ces lettres à six années de distance, on éprouve un véritable plaisir à voir combien les jugements de nos hommes d'État portaient juste, et com-

» le nom d'Italie n'eût pas même été prononcé. Et même, à » ce sujet, je suis heureux de rencontrer en général un juge- » ment sage et intelligent : je veux dire un grand contentement » de ces discussions, mais sans espérance exagérée, et sans » illusions des choses impossibles. J'avoue que le pays a dé- » passé en cela mon attente ; car lorsqu'on est aussi mal que » nous sommes, on en arrive facilement à espérer ou à déses- » pérer avec excès. Je crois donc que si la même opinion se » produit dans le reste de l'Italie, il y a lieu d'être contents ; » car l'influence morale du Piémont s'en trouvera énormément » accrue, et une nouvelle pierre se trouvera posée pour l'édifice » à venir..... »

[1] Lettre du 26 avril 1856.

ment les faits qui se sont succédé depuis ont été leur conséquence directe et naturelle.

Dans la réunion du Congrès du 8 avril, après que le traité était déjà signé, le comte de Cavour put finalement, par le moyen de la France et de l'Angleterre, appeler l'attention des plénipotentiaires sur les affaires d'Italie. La discussion fut fort vive, et porta sur Rome et Naples. Comme on le verra par la pièce suivante, lord Clarendon se fit l'éloquent soutien du langage de M. de Cavour, auquel le liait une *étroite* amitié. Le lendemain de cette séance, le ministre piémontais écrivait à M. Rattazzi la lettre que voici :

« — J'ai donné, dans une très-longue dépêche, » adressée à Cibrario, un compte rendu détaillé de la » séance d'hier, dans laquelle on a discuté la ques- » tion d'Italie. J'ai peu de chose à ajouter à ce docu- » ment officiel.................................

» M. Walewski a été très-explicite quant à Naples. » Il en parlé dans les termes d'un blâme sévère. Peut- » être a-t-il été trop loin, puisqu'il a empêché les » Russes d'adhérer à ses propositions.

» Clarendon a montré une grande énergie, tant au

» sujet du Pape qu'en ce qui concerne le roi de Na-
» ples. Il a signalé le gouvernement du premier
» comme le plus mauvais qui fut jamais, et a parlé du
» second en des paroles que Massari aurait pu pro-
» noncer.

» Je crois que Sa Seigneurie, dans la conviction
» qu'il était impossible d'arriver à quelque résultat
» pratique, a jugé prudent d'user d'un langage *extra-*
» *parlementaire.*

» Nous aurons encore une séance agitée lorsqu'il
» s'agira de l'approbation du protocole.

» Clarendon m'a dit qu'il réservait sa réponse pour
» cette circonstance. Comme nous sortions, je lui ai
» dit : « Milord, vous voyez qu'il n'y a rien à espérer
» de la diplomatie; il serait temps d'avoir recours
» à d'autres moyens, au moins en ce qui concerne le
» roi de Naples. »

» Il répondit : « *Il faut s'occuper de Naples et bien-*
» *tôt.* »

» Je l'ai quitté en lui disant : « *J'en irai causer*
» *avec vous.* »

» Je pense que je puis lui parler de jeter le Bour-
» bon en l'air. Il faut qu'on fasse quelque chose.

» L'Italie ne peut pas rester dans sa situation actuelle.
» Napoléon en est convaincu, et si la diplomatie est
» impuissante, nous devrons avoir recours aux me-
» sures extralégales.

» Je suis modéré dans mes opinions, et pourtant fa-
» vorable à des mesures extrêmes et téméraires. A
» notre époque l'audace est, je crois, la meilleure po-
» litique ; elle a fait du bien à Napoléon, elle peut
» nous être tout aussi favorable à nous..... »

A cette lettre, M. Rattazzi répondait par dépêche télégraphique : « —Vous avez raison ; quelquefois les
» moyens extrêmes sont nécessaires, mais ne craignez-
» vous pas que l'Angleterre ne vous abandonne, lors-
» qu'il s'agira de marcher contre l'Autriche?

» La manière dont M. Walewski a posé les ques-
» tions nous a fait une impression défavorable, à pro-
» pos de la presse et de la Grèce.

» Quant à Naples, quelle que soit la solution, si l'on
» chasse le Bourbon, ce sera toujours un pas de fait »

Il faut faire quelque chose pour l'Italie : voilà d'où part M. de Cavour. Et, ce quelque chose, c'est la guerre à l'Autriche. Il ne voit désormais plus d'autre

issue. Il est pleinement convaincu de cette vérité. Son esprit se fixe à ce projet et ne l'abandonne plus. Son cœur s'enflamme, son énergie croît au centuple. Il médite, travaille, sue à la peine, cherche une aide. Il s'adresse à l'Angleterre, où son idée n'est pas mal accueillie, mais tout en montrant bien qu'il n'ignore pas que le plus grand et le plus efficace soutien est dans la France, de même qu'il sent que l'influence morale que chacune de ces nations désire posséder dans la Péninsule italienne doit les rendre toutes deux favorables au Piémont. Les lettres du comte de Cavour pendant cette période montrent toute la portée de son génie et la hardiesse de ses idées :

« Cher collègue,

» J'envoie un courrier à Chambéry afin de pouvoir vous écrire sans réticences. . . . .

. . . .

» J'aborde maintenant le second but de ma lettre,
» le plus important Dans ma conviction que l'im-
» puissance de la diplomatie et du Congrès aura des

» conséquences fatale en Italie et mettra le Piémont
» dans une position difficile et dangereuse, j'ai pensé
» que je pourrais essayer d'arriver à une solution
» complète par des moyens héroïques — par les armes.
» J'ai donc eu hier matin la conversation suivante
» avec lord Clarendon :

» — Milord, ce qui s'est passé au Congrès prouve
» deux choses : 1° que l'Autriche est décidée à per-
» sister dans son système d'oppression et de violence
» envers l'Italie ; 2° que les efforts de la diplomatie sont
» impuissants à modifier son système. Il en résulte
» pour le Piémont des conséquences excessivement
» fâcheuses. En présence de l'irritation des partis,
» d'un côté, et de l'arrogance de l'Autriche, de l'autre,
» il n'y a que deux partis à prendre : ou se réconci-
» lier avec l'Autriche et le Pape, ou se préparer à
» déclarer la guerre à l'Autriche dans un avenir peu
» éloigné. Si le premier parti était préférable, je de-
» vrais à mon retour à Turin conseiller au roi d'ap-
» peler au pouvoir des amis de l'Autriche et du
» Pape. Si, au contraire, la seconde hypothèse est la
» meilleure, mes amis et moi nous ne craindrons
» pas de nous préparer à une guerre terrible, à une

» guerre à mort, *the war to the knife*, la guerre jus-
» qu'avec les couteaux.

» Ici je m'arrêtai. Lord Clarendon, sans montrer ni
» étonnement ni désapprobation, dit alors: « — Je crois
» que vous avez raison; votre position devient bien
» difficile. Je conçois qu'un éclat devienne inévitable,
» seulement le moment d'en parler tout haut n'est
» pas encore venu. » Je répliquai: « — Je vous ai donné
» des preuves de ma modération et de ma prudence;
» je crois qu'en politique il faut être excessivement
» réservé en paroles, et excessivement décidé quant
» aux actions. Il y a des positions où il y a moins de
» danger dans un parti audacieux que dans un excès
» de prudence. Avec La Marmora je suis persuadé
» que nous sommes en état de commencer la guerre,
» et pour peu qu'elle dure, vous serez bien forcés de
» nous aider. » Lord Clarendon répliqua avec une
» grande vivacité: « — Oh! certainement, si vous êtes
» dans l'embarras, vous pouvez compter sur nous, et
» vous verrez avec quelle énergie nous viendrons à
» votre aide. »

» Après cela, je ne poussai pas la discussion plus
» loin, me bornant à quelques paroles bienveillantes

» et sympathiques pour l'Angleterre et pour lord Cla- » rendon. Je vous laisse juger de l'importance des » paroles prononcées par un ministre qui jouit de la » réputation d'un homme fort réservé et prudent. » L'Angleterre, qui regrette la paix, serait heureuse » de voir naître l'occasion d'une nouvelle guerre aussi » populaire que celle qui aurait la délivrance de l'Ita » lie pour but. Et, dans ce cas, pourquoi ne profite- » rions-nous pas de cette disposition pour faire un » effort suprême afin d'accomplir les destinées de la » maison de Savoie et de notre pays?

» Comme il y a là cependant une question de vie » ou de mort, nous ne devons agir qu'avec grande » prudence. C'est pourquoi j'ai l'intention d'aller à » Londres, afin de consulter lord Palmerston et les » autres hommes qui sont à la tête du gouvernement. » S'il partagent les vues de Clarendon, nous devons » nous préparer secrètement, contracter un emprunt » de 30,000,000 de francs, et, après le retour de La » Marmora, envoyer à l'Autriche un ultimatum » qu'elle ne puisse accepter, et ouvrir les hosti- » lités.

» L'Empereur ne peut pas être contre cette guerre.

» Il la désire dans le fond de son cœur. En voyant
» l'Angleterre décidée à entrer en lice, il nous aidera
» certainement. Avant de partir, je tiendrai donc à
» l'Empereur le même langage que j'ai tenu à lord
» Clarendon. Les dernières entrevues que j'ai eues
» avec lui et ses ministres étaient de nature à frayer
» le chemin vers une déclaration belliqueuse. Le
» seul obstacle que je prévoie, c'est le Pape. Que
» ferions-nous de lui dans le cas où une guerre ita-
» lienne éclaterait?

» J'espère qu'en lisant cette lettre, vous ne me croi-
» rez pas attaqué par une fièvre cérébrale ou en proie
» à un accès d'aliénation mentale. Au contraire, je
» suis dans un état parfait de santé intellectuelle;
» jamais de ma vie je ne fus plus calme ni plus en
» possession de moi-même. J'ai acquis ici une grande
» réputation de modération. Clarendon me l'a dit fré-
» quemment. Le prince Napoléon m'accuse de man-
» quer d'énergie, et Walewski lui-même loue ma
» bonne conduite. Mais je crois réellement que nous
» pouvons nous risquer avec de grandes chances de
» succès.

» Vous pouvez être sûr que je ne contracterai pas

» d'obligation rapprochée ou éloignée. Je recueillerai » des faits, et à mon retour le roi et mes collègues » décideront de ce qu'il y a à faire.

» Aujourd'hui également il n'y a pas conférence. » Le procès-verbal de la séance orageuse de mardi » n'est pas encore rédigé. Lord Clarendon est tout à » fait prêt à riposter à Buol; mais peut-être ce dernier » cherchera-t-il a éviter le débat, en ne faisant pas » d'observations sur le protocole. En attendant, Cla- » rendon a envoyé lord Cowley à Hubner, pour lui » dire que toute l'Angleterre sera indignée, en appre- » nant les paroles prononcées par le ministre autri- » chien.

» Aujourd'hui l'Empereur donne un dîner monstre. » Il sera difficile que je puisse lui parler; mais je » solliciterai la faveur d'une audience particulière.

. . . .

» Croyez-moi, cher collègue,

» Votre ami bien affectionné,

» C. Cavour.

» 12 avril 1856. »

« Paris, 14 avril 1856.

» Cher collègue,

» J'ai assisté hier, avec le comte Clarendon, à un
» dîner chez le prince Napoléon. J'ai eu une longue
» conversation avec ces deux personnages. Ils m'ont
» dit tous deux que la veille ils avaient causé très-
» longuement avec l'Empereur sur les affaires de
» l'Italie, et qu'ils lui avaient déclaré que la conduite
» de l'Autriche plaçait le Piémont dans une position
» tellement difficile, qu'il fallait en tirer ce dernier.
» Lord Clarendon a dit ouvertement que le Piémont
» pourrait être poussé à déclarer la guerre à l'Au-
» triche, et qu'en ce cas, il faudrait nécessairement
» prendre parti pour lui.

» L'Empereur a paru frappé de ces observations;
» il est resté pensif pendant quelques instants, et a
» exprimé enfin le désir de conférer avec moi. J'es-
» père parvenir à le convaincre qu'il nous est impos-
«sible de rester dans la position où nous sommes

» placés par la conduite obstinée et irritante de l'Au-
» triche. Je suis prévenu de ses sympathies pour l'Ita-
» lie et pour nous, comme du besoin d'action qui le
» presse, et je pense qu'il donnera des preuves
» de la résolution et de la fermeté qui le distinguent
» à un degré si élevé. Si le gouvernement anglais par-
» tage les vues de lord Clarendon, l'aide de l'Angle-
» terre ne nous fera pas défaut. Ce ministre a dit à
» Buol, en le rencontrant chez l'Empereur :

« — Vous jetez le gant à l'Europe libérale ; songez
» qu'elle peut le ramasser, et qu'il y a des puissances,
» qui, tout en ayant signé la paix, sont prêtes et dis-
» posées à rouvrir la guerre. » En parlant avec lui de
» la manière dont on pourrait agir moralement et
» matériellement sur l'Autriche, je lui disais : « — En-
» voyez vos troupes sur des vaisseaux de guerre à
» la Spezzia et laissez-y votre flotte. »

» — Une excellente idée, » répondit-il immédiate-
» ment.

» Le prince Napoléon fait de son mieux pour nous.
» Il montre ouvertement son antipathie pour l'Au-
» triche. Tous les ministres plénipotentiaires ont as-

» sisté au dîner d'hier, excepté les *Tedeschi* [1]. Comme
» on lui demandait quel était le motif de cette exclu-
» sion, le prince a répondu : « —*Parce que je ne les*
» *aime pas, et que je n'ai aucun motif de cacher mon*
» *antipathie.* »

» Le Congrès se réunira aujourd'hui et peut-être
» mercredi prochain. Jeudi je partirai pour Londres
» où je resterai aussi peu de temps qu'il me sera pos-
» sible. Mais peut-être devrai-je m'arrêter ici à mon
» retour pour voir l'Empereur. . . . .
. . . .

» Croyez-moi

» Votre ami bien affectionné,

» C. Cavour. »

Il n'a plus de paix depuis que son parti est pris : la guerre à l'Autriche. Les obstacles ne le découragent point ; les dangers ne le font pas reculer. Si d'autres peuples ne nous aident pas, dit-il, nous affronterons nous seuls cette terrible guerre, nous la ferons au

[1] Les Allemands.

couteau, s'il le faut. Et ces paroles prouvent combien était profonde sa conviction, et comment il savait être l'écho de tout un peuple dont le cœur présentait les mêmes sentiments. Les deux lettres que l'on vient de lire éclairent toute la pensée de Cavour, résument son système politique passé, précisent celui de l'avenir, et indiquent à l'histoire d'où, et en quels temps et lieu, est partie la première étincelle qui alluma en 1859 la troisième guerre de l'indépendance. Il avait placé toute sa confiance en l'empereur des Français, à cause du sincère désir que montrait ce prince de voir un soulagement apporté aux maux de l'Italie. Et c'est ce que prouve la dépêche suivante, écrite immédiatement après son entrevue avec l'Empereur :

« Cher collègue,

» J'ai vu l'Empereur, je lui ai parlé dans le même
» sens qu'à lord Clarendon, mais avec moins de véhé-
» mence. Il m'a écouté avec beaucoup de bienveil-
» lance, mais il m'a répondu qu'il espérait pouvoir
» amener l'Autriche à accepter des conseils plus con-

» ciliants. Il m'a raconté qu'au dîner de samedi, il
» avait dit au comte Buol qu'il regrettait d'être en
» contradiction directe avec l'empereur d'Autriche
» sur la question italienne ; que, par suite de cette
» déclaration, Buol s'était rendu chez Walewski, pour
» lui exprimer le désir de l'Autriche de plaire à l'Em-
» pereur en toute chose, en ajoutant que l'Autriche
» n'avait pas d'autre allié que la France, et qu'elle
» devait donc diriger sa politique conformément aux
» vœux de l'Empereur. Moi, je me suis montré incré-
» dule ; j'ai insisté sur la nécessité de prendre une
» attitude décisive, et, pour entamer la question, j'ai
» ajouté que j'avais préparé une protestation que je
» remettrais le lendemain à Walewski.

» L'Empereur montra quelque hésitation, et il
» termina en me conseillant d'aller à Londres pour
» m'expliquer de la manière la plus nette avec lord
» Palmerston, et de venir le revoir à mon retour.

» Il paraît être réellement vrai que l'Empereur a
» causé avec Buol, car, à la clôture de la séance, ce
» dernier est venu vers moi, en me faisant une foule
» de protestations sur les bonnes intentions de l'Au-
» triche envers nous ; il m'a assuré que l'Autriche

» désirait conserver la paix, qu'elle n'était pas mal
» disposée envers nos institutions, et d'autres bali-
» vernes (*corbellerie*) analogues. Je lui ai répondu
» qu'il n'avait guère donné de preuves de ce désir
» pendant son séjour à Paris et que j'emportais
» la conviction que nos relations étaient pires qu'a-
» vant.

» Notre conversation a été longue et très-animée,
» mais il faudrait trop de temps pour la rapporter en
» détail. Nous nous sommes dit mainte dure vérité,
» mais d'un ton poli et courtois. Quand nous nous
» sommes séparés, j'ai dit :

» — Je regrette qu'à mon départ nos relations soient
» devenues moins bonnes ; mais j'espère cependant
» que vous garderez un agréable souvenir de notre
» rencontre personnelle.

Il me serra affectueusement la main, en répon-
» dant : — *Permettez-moi d'espérer* que, même politi-
» quement, nous ne serons pas toujours ennemis.
» Je conclus de ces paroles que Buol est épouvanté
» de la manifestation de l'opinion publique en notre
» faveur, ainsi que des paroles qui lui ont été adres-
» sées par l'Empereur.

» Orloff m'a fait mille protestations d'amitié ; il a » reconnu que la position de l'Italie est intolérable, » et me permet presque d'espérer que son gouverne- » ment se prêterait volontiers à y mettre un terme. » Le Prussien a également médit de l'Autriche. Bref, » si même nous n'avons rien gagné en pratique, notre » victoire est complète par rapport à l'opinion pu- » blique. Buol m'a dit qu'il avait adressé à Turin une » demande de poursuites contre *l'Espero* (*feuille turi-* » *naise*), pour un ancien article. . . . .

. . . .

» Cette lettre devait vous être portée par Sommeil- » lier, mais n'ayant pu la terminer à temps, je la » consigne à M. Nigra[1], qui retourne directement à » Turin.

» Je crois que vous ferez bien de faire reproduire » par l'imprimerie royale le traité de paix, avec tous » les protocoles, afin de les distribuer aux Chambres

[1] Ministre actuel d'Italie à Paris. Alors secrétaire intime de M. de Cavour, qui faisait le plus grand cas de ses talents ainsi que de son activité, et qui les utilisa grandement pendant toutes ces négociations du Congrès de Paris.

» aussitôt que la nouvelle de l'échange des ratifica-
» tions sera parvenue à Turin. . . . .

. . . .

» Quand vous m'écrirez, adressez vos lettres à
» Paris, sous le couvert de Villamarina. . . . .

» Croyez aux affectueux sentiments de

» Votre ami,

» C. CAVOUR. »

Après son entretien avec l'Empereur, il part pour Londres, toujours préoccupé d'ennemis à susciter contre l'Autriche. Il serait allé en Amérique s'il avait pensé trouver dans le Nouveau-Monde un auxiliaire contre la domination qui opprimait et déshonorait sa patrie. Mais, par malheur, le voyage de Londres ne produisit pas le résultat désiré.

« Jeudi, 6 heures du soir.

» Mon cher collègue,

» Sur le point de partir pour Londres et d'affronter
» la Manche, qu'on dit mauvaise, je vous écris pour

» vous informer que j'ai eu une longue conversation
» avec Clarendon qui, deux heures auparavant, était
» allé chez l'Empereur.

» Dans cette dernière entrevue, Clarendon ayant
» exprimé son regret de ce que les efforts tentés en
» faveur de l'Italie fussent restés sans résultat, l'Em-
» pereur lui a répondu : — « *Je vous autorise à déclarer*
» *au Parlement que j'ai l'intention de rappeler mes*
» *troupes de Rome et d'obliger l'Autriche à rappeler*
» *les siennes des Légations, et que je parlerai très-*
» *haut lorsqu'il sera nécessaire.* »

» L'Empereur ajouta que Buol lui avait fait les
» promesses les plus solennelles. Il s'est engagé fina-
» lement à se joindre à l'Angleterre pour demander
» une amnistie au roi de Naples, et cela dans un lan-
» gage qui ne permettrait pas de refus, c'est-à-dire
» en le menaçant de l'envoi d'une escadre. Clarendon
» m'a dit... qu'il était certain que si l'Autriche n'a-
» bandonnait ou du moins ne modifiait pas son sys-
» tème, la France et l'Angleterre l'y forceraient d'ici
» à un an, et qu'au besoin elles auraient même re-
» cours aux armes. Ce qui est certain, c'est que les
» plénipotentiaires autrichiens sont abattus et peu

» satisfaits... L'Empereur m'a fait cadeau d'un vase
» de porcelaine de Sèvres de grande valeur. Si X.....
» l'apprend, gare à moi ! Il m'accusera d'avoir vendu
» l'Italie.

. . . .

» Je vous quitte pour me rendre au chemin de fer.

» Aimez-moi et croyez-moi

» Votre bien affectionné,

» C. CAVOUR. »

« Cher collègue,

» Je suis ici, à Londres, depuis trois jours, sans
» avoir fait beaucoup. J'ai trouvé lord Palmerston
» dans un deuil profond, à cause de la mort subite de
» lord Cooper, le fils aîné de sa femme; toutes les
» combinaisons de d'Azeglio ont donc échoué. J'ai
» vu lord Pamerston, mais réellement je ne pouvais
» m'avancer trop sur le sujet dont j'avais à l'entre-

» tenir. Il m'a annoncé qu'une lettre récente de lord
» Clarendon contenait de meilleures nouvelles et qu'il
» n'y avait pas de motif de désespérer. Je vois que je
» n'aurai pas la chance de pouvoir entamer une con-
» versation sérieuse tant que lord Clarendon ne sera
» pas revenu. La Reine m'a invité à dîner le lende-
» main de mon arrivée; elle a été très-courtoise et a
» exprimé les sympathies les plus chaleureuses pour
» la prospérité de l'Italie. Le prince Albert s'est éga-
» lement très-franchement prononcé, même au sujet
» de l'Autriche.

» La Reine m'a invité à plusieurs reprises à rester
» pour voir la grande revue, qui aura lieu mercredi.
» Je n'ai pu refuser, sachant quelle grande impor-
» tance les Anglais attachent à cette démonstration. Je
» partirai donc jeudi soir ou vendredi matin, en regret-
» tant beaucoup d'avoir fait cette excursion. Si j'avais
» reçu à Paris la nouvelle du malheur qui a frappé
» lord Palmerston, j'aurais repris la route de Turin.
» J'ai cependant vu grand nombre d'hommes politi-
» ques; ils se prononcent tous en faveur de notre
» cause. Les tories ne semblent pas être moins bien-
» veillants que les whigs, et les protestants zélés, con-

» duits par lord Shaftesbury, sont les plus enthou-
» siastes. En entendant ces derniers, vous diriez que
» l'Angleterre est prête à une croisade contre l'Au-
» triche. Je ne vous écrirai plus de Londres, sauf en
» cas extraordinaire.

» Croyez-moi

» Votre ami le plus affectionné,

C. Cavour. »

« Londres, 24 avril.

» Cher collègue,

» Je vous écris ces deux lignes pour vous annoncer
» que je pars demain matin, à huit heures, pour
» Paris. J'y arriverai dans la soirée. Si je puis obte-
» nir une audience pour samedi, je partirai diman-
» che pour Turin. Je me propose de rester quelques
» heures à Chambéry pour en finir avec l'affaire

» d'Aix. Je ne serai donc pas à Turin avant mardi » soir. Si je n'arrivais pas assez à temps à Suse pour » le dernier train, j'espère que Paleocapa ne me refu- » sera pas un convoi spécial. . . . .

» J'ai assisté hier à la revue maritime; elle a été » merveilleuse. Je crois qu'on n'a jamais vu un ras- » semblement aussi grand de bâtiments de guerre. » Les Anglais montrent beaucoup de regret de ne » pouvoir mettre leurs vaisseaux immédiatement à » l'œuvre. Je n'ai pas revu Palmerston, et je verrai » aujourd'hui seulement Clarendon; mais j'ai parlé » aux membres les plus influents de l'opposition, tant » Tories que Radicaux. J'ai trouvé qu'ils sont bien dis- » posés à notre égard. Le vieux lord Lyndhurst, qui, » malgré ses 83 ans, est le premier orateur de la » Chambre des Lords, est tout feu pour nous. Il m'a » promis un de ses discours les plus étudiés[1].

» Croyez aux bien affectueux sentiments de

» Votre ami très-dévoué,

» C. Cavour. »

[1] Voici en quels termes M. de Cavour expliquait, quatre » années plus tard, les sentiments politiques de l'Angleterre à

Ces documents sur le Congrès de Paris expliquent le système belliqueux adopté par M. de Cavour à l'égard de l'Autriche, système poursuivi avec l'habileté du plus intelligent des diplomates, la volonté et le courage du plus sincère des patriotes. Le Piémont et la monarchie lui servirent de base pour tenter ses grandes opérations ; l'indépendance de l'Italie, ou, en d'autres termes, la guerre à l'Autriche fut le but auquel il fit tendre toute son action. — Il maintint le mouvement de 1848 dans la même voie tracée par la fameuse proclamation que lançait Charles-Albert, en franchissant le Tessin, plein d'espérance. Et comme auxiliaires et défenseurs de ce système, il appela à lui les hommes qui avaient favorisé le mouvement de résurrection et d'indépendance, en laissant de côté ceux qui ne visaient pas tant à la régénération de

» notre égard, à l'époque dont il s'agit ici : « — L'Angleterre se » montrait parfaitement sympathique à notre régime constitu- » tionnel, et disposée à empêcher, non-seulement par les moyens » diplomatiques, mais par les armes même, toute attaque di- » rigée contre nos libertés intérieures. Mais par rapport à la » question de nationalité, par rapport aux intérêts de l'Italie, » le gouvernement anglais était beaucoup moins explicite. »

l'Italie qu'à empêcher que le gouvernement ne tombât aux mains des gens issus de la révolution. Il comprit bien vite que leur politique ne pourvoyait à rien, ne créait rien, ne réparait rien, se bornait à de stériles discussions, à de vains reproches, à de dangereuses coteries. Il donna donc pratiquement à son pays un des meilleurs exemples ainsi qu'une des plus grandes leçons [1]. — Les partis politiques haineux, récriminateurs, exclusifs, n'ont pas d'avenir, et sont condamnés à une perpétuelle stérilité. Les partis qui vivent et qui produisent sont ceux qui se renouvel-

[1] Pour montrer comment M. de Cavour oubliait tout dissentiment quand il s'agissait du bien du pays, nous rapportons la lettre suivante, écrite après la paix de Villafranca, le 28 août 1859, à M. Rattazzi qui faisait appel à ses conseils :

« — Je quitte Aix demain. Si la délibération dont vous me » parlez dans votre aimable lettre du 22 (qui m'est remise seu- » lement à présent) pressait davantage, je me rendrais directe- » ment à Turin ; mais pensant d'après ce que vous m'écrivez » qu'un retard d'une couple de jours ne peut avoir d'inconvé- » nients, j'effectuerai mon projet de rentrer en Piémont par la » route du Saint-Bernard, chère à La Marmora. Si mes calculs » ne sont pas dérangés, je serai de retour mercredi, et je m'em- » presserai de vous en donner avis aussitôt.

» Pour pouvoir émettre un avis quelconque, j'aurai besoin de

lent incessamment, et procèdent, comme dit M. Farini, par voie de large absorption. Le système de la conciliation profitera peut-être à l'Italie dans les conditions présentes davantage encore que par le passé! L'orgueil municipal est plus profond chez ceux qui se trouvent au sommet de l'échelle qu'à ceux des derniers échelons, voilà pourquoi les coalitions éphémères sont plus faciles à former dans les salons, que parmi les masses de la place publique.

Il faut empêcher ces coteries, afin qu'elles n'arri-

» longues explications; car je ne sais plus rien de ce qui s'est
» passé en Europe depuis le jour de ma sortie du ministère,
» n'ayant plus lu dès lors un seul journal ni grand, ni petit, ni
» étranger, ni du pays. Bonheur sans pareil, pour qui a été,
» comme moi, saturé de politique au delà de ce que le plus
» robuste tempérament en peut supporter.

» Je serai très-charmé de m'entretenir avec vous au sujet
» de la Savoie, que j'ai bien étudiée, en raison des nombreuses
» personnes qui ont eu l'obligeance de venir me voir ici et me
» communiquer leurs idées.

» Saluez pour moi La Marmora, et croyez-moi, avec la plus
» sincère estime et le plus profond dévouement,

» Votre bien dévoué,

» C. Cavour. »

vent pas à dénaturer la révolution italienne en la détournant de cette direction première que lui ont donnée la dynastie de Savoie, le Parlement subalpin, et le ministère auquel est due l'union, et dans lequel travaillaient de concert nos plus grands hommes d'État, c'est-à-dire M. Paleocapa qui accomplit avec une célérité prodigieuse tout notre système de chemins de fer, M. Rattazzi auquel on doit la réforme de l'administration et des codes, M. de La Marmora, qui refit et recréa presque l'armée, le comte de Cavour enfin, qui, des provinces subalpines, sut faire le grand royaume d'Italie.

D. BERTI.

FIN.


Ital 504.328
Lettres inedites du comte de Cavou
Widener Library
003002646
3 2044 082 218 132